

Commune de COLLONGES-ET-PREMIERES

Plan Local d'Urbanisme Modification simplifiée n° 1

Notice de présentation

SOMMAIRE

I. OBJET ET PROCEDURE

I.1 – OBJET ET JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION	3
I.2 – CHOIX DE LA PROCEDURE	3

II. MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU

MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT	4
--------------------------------------	---

I. OBJET ET PROCEDURE

I.1 – OBJET ET JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

Le Plan Local d'Urbanisme de COLLONGES-ET-PREMIERES (anciennement COLLONGES-LES-PREMIERES) a été approuvé le 26 juillet 2006, mis à jour en date du 04/02/2019.

L'objet de la présente modification simplifiée n°1 porte sur une simplification des dispositions applicables à aux articles 6, 7 et 11 des zones urbaines UA et UD.

I.2 – CHOIX DE LA PROCEDURE

Les dispositions des articles L.153-45 à L.153-48 du code de l'urbanisme, introduisant la procédure de modification simplifiée des PLU, distincte de celle de la modification de droit commun, reste exclusivement limitée à la rectification d'erreur matérielle et à la modification d'éléments mineurs :

Article L.153-45 : Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Article L.153-46 : Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.

Article L.153-47 : Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Article L.153-48 : L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

II. MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU

Il est rappelé que la présente modification simplifiée n°1 porte :

- sur la possibilité d'édifier librement des piscines et constructions annexes allant jusqu'à 20 m², des secteurs UA et UD du PLU,
- sur une réglementation assouplie concernant les toitures,
- sur une réglementation tendant à harmoniser les clôtures.

Afin de faciliter la compréhension des modifications concrètes, le règlement modifié est présenté ci-après : texte barré pour les suppressions et surligné en jaune pour la nouvelle rédaction.

II.1 – MODIFICATIONS APORTEES AU REGLEMENT

ZONE UA

ARTICLE UA.6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

En première ligne de terrain, les constructions principales doivent s'implanter :

- Soit à l'alignement ; les retours de façades peuvent être fortement conseillés afin de créer des cours à l'intérieur des parcelles permettant notamment le stationnement.
- Soit dans la continuité des bâtiments limitrophes pour assurer la continuité de l'aspect architectural.

Des implantations différentes peuvent être autorisées, lorsqu'il s'agira de composer avec un bâtiment existant qui ne serait pas implanté selon les règles précédentes, ou dans le cas d'un retour d'une construction implantée en partie à l'alignement.

Les piscines et les annexes jusqu'à 20 m² pourront s'implanter librement.

ARTICLE UA.7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être édifiées :

- Soit en limite séparative ~~excepté pour les piscines où un recul de 4 m est imposé.~~
- Soit en respectant un recul minimum de 4 m.

Les piscines et les annexes jusqu'à 20 m² pourront s'implanter librement.

ARTICLE UA.11 – ASPECT EXTERIEUR

1. Généralités.

- 1.1 Les constructions y compris les annexes doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages.
- 1.2 Les volumes des toits et les matériaux doivent être choisis de manière à composer un tout homogène avec les immeubles existants dont la qualité architecturale mérite d'être respectée, sans toutefois constituer un pastiche d'architecture pseudo-régionale.
- 1.3 L'aspect des constructions à usage d'activité ou d'équipement collectifs, doit, par l'utilisation de matériaux et de techniques appropriées, exprimer une certaine recherche dans le but de traduite de façon esthétique leur caractère fonctionnel.
- 1.4 Les éléments se rapportant au commerce (devantures de magasins et leurs enseignes) doivent être intégrés dans la composition architecturale des bâtiments sans porter atteinte de

par leurs dimensions, leurs couleurs, les matériaux employés, au caractère de l'environnement.

2. Toitures.

2.1 Formes de toitures

- ~~La couverture des bâtiments sera réalisée au moyen de toitures à deux pentes obligatoirement.~~
- La pente des bâtiments principaux sera au moins égale à 34°.
- Les toitures terrasses ne pourront être admises que dans la mesure où elles se composeront harmonieusement avec l'ensemble existant ou à créer.
- Les toitures à une seule pente sont interdites, sauf :
 - Pour les annexes.
 - Les appentis et dépendances, ainsi que les hangars agricoles dans la mesure où ils viennent s'adosser à une construction existante.

2.2 Matériaux de toitures

Les matériaux de toiture des bâtiments principaux sont :

- Les tuiles plates de teinte terre cuite vieillie nuancée,
- Les tuiles mécaniques vieilles ou nuancées,
- Les tuiles mécaniques rouges,
- Les bardeaux d'asphalte,
- L'ardoise.

Sont interdites les toitures apparentes en tôle galvanisée, en éléments métalliques non peints, en polyvinylchlorure, en polyester ou en polyéthylène ondulé et en fibrociment.

Les bac aluminium et bacs aciers prépeints peuvent être admis comme matériau de couverture ou de bardage pour les annexes à l'habitation, les bâtiments à usage agricole ou d'activités économiques, dans la mesure où leur teinte s'harmonise avec celles des toitures des autres constructions (teinte naturelle ou brune).

Il est possible d'intégrer dans les toitures des capteurs thermiques pour l'eau chaude sanitaire et photovoltaïques pour la production d'électricité. Ils seront intégrés dans les toitures en respectant l'environnement.

Exceptions : Ne sont pas concernés par les règles ci-dessus, les vérandas et pergolas.

1. Matériaux et couleurs.

Une unité d'aspect devra être recherchée dans le traitement de toutes les façades.

Les façades doivent être peintes ou enduites à moins que les matériaux utilisés soient de par leur nature et leur mise en œuvre d'une qualité suffisante pour rester apparents. Les enduits devront couvrir la totalité des façades de la construction, y compris le soubassement.

Les seules couleurs autorisées sont celles de l'environnement naturel du bâti existant ainsi que les contrastes, dans la mesure où ils ne constituent pas une agression contre l'environnement. L'emploi du blanc pur est interdit.

Les enduits extérieurs et les peintures couvrant la façade, notamment dans le cas des maisons à ossature bois, doivent être de tons neutres.

2. Clôtures

Les clôtures en pierre, enduites ou maçonneries devront être traitées dans le même esprit que la façade principale.

2.1 Clôtures sur voie :

Elles auront une hauteur maximale de 1.60 m, piliers et couvertines compris. Elles seront réalisées :

- D'une murette d'une hauteur comprise entre 0.40 m et 0.80 m, surmontées ou non de grilles, grillages ou de tout autre dispositif à claire-voie.
- D'un mur plein d'une hauteur maximum de 1.60 m (piliers et couvertines compris).

Les clôtures pourront être doublées de haies vives.

2.2 Clôtures sur limite séparative :

Elles auront une hauteur maximale de 2.00 m, piliers et couvertines compris. Elles seront réalisées :

- D'une murette d'une hauteur comprise entre 0.40 m et 0.80 m, surmontées ou non de grilles, grillages ou de tout autre dispositif à claire-voie.
- D'un mur plein d'une hauteur maximum de 2.00 m (piliers et couvertines compris).

Les clôtures pourront être doublées de haies vives.

Les règles précédentes ne s'appliquent pas aux murs en pierre du pays existants. Ceux-ci seront préservés et conservés dans la mesure du possible et pourront être reconstruits à l'identique avec le même matériau.

3. Restauration du bâti ancien.

Dans le cadre de la restauration, on prendra soin de :

- Conserver apparente les pierres destinées dès l'origine à rester visibles (encadrements, bandeaux, corniches, etc...) ; les enduits seront arrêtés régulièrement sur leur pourtour.
- Ne pas modifier les proportions de percements des façades ; il faudra se référer aux modules des ouvertures existantes (ouvertures plus hautes que larges).
- Respecter les proportions du bâtiment et la pente du toit en cas d'extension.
- Conserver ou remplacer à l'identique les menuiseries anciennes ou d'utiliser des matériaux de même aspects et couleurs.
- Utiliser sur rue, des volets pleins à traverses sans écharpe, soit persiennes, soit intérieurs à panneaux.
-

Les fiches du SDAP fournies en annexes apportent des recommandations pour la restauration ou la rénovation.

4. Divers

Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale et au sol naturel.

ZONE UD

ARTICLE UD.6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions principales doivent être édifiées :

- Soit à l'alignement.
- Soit en respectant un recul minimum de 4 m.

Les piscines et les annexes jusqu'à 20 m² pourront s'implanter librement.

Des implantations différentes peuvent être autorisées, lorsqu'il s'agira de composer avec un bâtiment existant qui ne serait pas implanté selon les règles précédentes, ou dans le cas d'un retour d'une construction implantée en partie à l'alignement.

ARTICLE UD.7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être édifiées :

- Soit en limite séparative.
- Soit en respectant un recul minimum de 4 m.

Les piscines et les annexes jusqu'à 20 m² pourront s'implanter librement.

ARTICLE UD.11 – ASPECT EXTERIEUR

1. Généralités.

- 1.5 Les constructions y compris les annexes doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages.
- 1.6 Les volumes des toits et les matériaux doivent être choisis de manière à composer un tout homogène avec les immeubles existants dont la qualité architecturale mérite d'être respectée, sans toutefois constituer un pastiche d'architecture pseudo-régionale.
- 1.7 L'aspect des constructions à usage d'activité ou d'équipement collectifs, doit, par l'utilisation de matériaux et de techniques appropriées, exprimer une certaine recherche dans le but de traduite de façon esthétique leur caractère fonctionnel.
- 1.8 Les éléments se rapportant au commerce (devantures de magasins et leurs enseignes) doivent être intégrés dans la composition architecturale des bâtiments sans porter atteinte de par leurs dimensions, leurs couleurs, les matériaux employés, au caractère de l'environnement.

2. Toitures.

2.1 Formes de toitures

- ~~• La couverture des bâtiments sera réalisée au moyen de toitures à deux pentes obligatoirement.~~
- La pente des bâtiments principaux sera au moins égale à 34°.
- Les toitures terrasses ne pourront être admises que dans la mesure où elles se composeront harmonieusement avec l'ensemble existant ou à créer.
- Les toitures à une seule pente sont interdites, sauf :
 - **Pour les annexes.**

- Les appentis et dépendances, ainsi que les hangars agricoles dans la mesure où ils viennent s'adosser à une construction existante.

2.2 Matériaux de toitures

Les matériaux de toiture des bâtiments principaux sont :

- Les tuiles plates de teinte terre cuite vieillie nuancée,
- Les tuiles mécaniques vieillies ou nuancées,
- Les tuiles mécaniques rouges,
- Les bardeaux d'asphalte,
- L'ardoise.

Sont interdites les toitures apparentes en tôle galvanisée, en éléments métalliques non peints, en polyvinylchlorure, en polyester ou en polyéthylène ondulé et en fibrociment.

Les bac aluminium et bacs aciers prépeints peuvent être admis comme matériau de couverture ou de bardage pour **les annexes à l'habitation**, les bâtiments à usage agricole ou d'activités économiques, dans la mesure où leur teinte s'harmonise avec celles des toitures des autres constructions (teinte naturelle ou brune).

Il est possible d'intégrer dans les toitures des capteurs thermiques pour l'eau chaude sanitaire et photovoltaïques pour la production d'électricité. Ils seront intégrés dans les toitures en respectant l'environnement.

Exceptions : Ne sont pas concernés par les règles ci-dessus, les vérandas et pergolas.

3. Matériaux et couleurs.

Une unité d'aspect devra être recherchée dans le traitement de toutes les façades.

Les façades doivent être peintes ou enduites à moins que les matériaux utilisés soient de par leur nature et leur mise en œuvre d'une qualité suffisante pour rester apparents. Les enduits devront couvrir la totalité des façades de la construction, y compris le soubassement.

Les seules couleurs autorisées sont celles de l'environnement naturel du bâti existant ainsi que les contrastes, dans la mesure où ils ne constituent pas une agression contre l'environnement. L'emploi du blanc pur est interdit.

4. Clôtures

Les clôtures en pierre, enduites ou maçonnées devront être traitées dans le même esprit que la façade principale.

4.1 Clôtures sur voie :

Elles auront une hauteur maximale de 1.60 m, piliers et couvertines compris. Elles seront réalisées :

- D'une murette d'une hauteur comprise entre 0.40 m et 0.80 m, surmontées ou non de grilles, grillages ou de tout autre dispositif à claire-voie.
- D'un mur plein d'une hauteur maximum de 1.60 m (piliers et couvertines compris).

Les clôtures pourront être doublées de haies vives.

4.2 Clôtures sur limite séparative :

Elles auront une hauteur maximale de 2.00 m, piliers et couvertines compris. Elles seront réalisées :

- D'une murette d'une hauteur comprise entre 0.40 m et 0.80 m, surmontées ou non de grilles, grillages ou de tout autre dispositif à claire-voie.
- D'un mur plein d'une hauteur maximum de 2.00 m (piliers et couvertines compris).

Les clôtures pourront être doublées de haies vives.

5. Divers

Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale et au sol naturel.

COMMUNE DE
COLONGES LES PREMIERES

PLAN LOCAL D'URBANISME

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

- 9 AOUT 2006



1. RAPPORT DE PRESENTATION

Pièce n° 1

Approuvé par délibération du Conseil Municipal : 30.12.94

REVISIONS, MODIFICATIONS ET MISES A JOUR

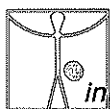
Modification n° 1 : le 09. 06. 00

Mise en compatibilité avec la DUP : le 05. 01. 02

Révision n°1 : le 26. 07. 06

INITIATIVE Aménagement et Développement

Siège social : 4, Passage Jules Didier - 70000 VESOUL
Tél : 03.84.75.46.47 - Fax : 03.84.75.31.69
initiativead@wanadoo.fr



initiative

Agence : 38, rue des Granges - 25 000 BESANCON
Tél : 03.81.83.53.29 - Fax : 03.81.82.87.04
initiativead25@business.fr

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3	5. ELEMENTS ISSUS DU DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS DU PADD.	59
CHAPITRE I : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL ET DIAGNOSTIC	7		
PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE	8	DÉFINITIONS ET JUSTIFICATIONS DU RÈGLEMENT	62
HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	9	1. ZONES URBAINES - « zones U ».	62
SOCIO-ECONOMIE	11	2. ZONES A URBANISER - « zones AU » et « zone AUE ».	65
1. DÉMOGRAPHIE	11	3. ZONES AGRICOLES - « zones A ».	67
2. HABITAT	16	4. ZONES NATURELLES ET FORESTIERES - « zones N ».	68
3. POPULATION ACTIVE	20	SUPERFICIE ET CAPACITE D'ACCUEIL DES ZONES.	70
4. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	22	1. SUPERFICIE DES ZONES.	70
5. SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PUBLICS	25	2. CAPACITE D'ACCUEIL THEORIQUE DES ZONES A VOCATION D'HABITAT.	71
6. TOURISME	26	3. EVOLUTION DE LA SUPERFICIE DES ZONES.	72
7. TRAFICS ROUTIERS, NUISANCES ET POLLUTION	27		
ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE	29	CHAPITRE III : PLAN LOCAL D'URBANISME ET ENVIRONNEMENT	75
8. MILIEU PHYSIQUE	29	COMPATIBILITÉ AVEC LES LOIS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE.	76
9. MILIEU NATUREL	39	1. SITES ET VESTIGES ARCHEOLOGIQUES.	76
10. ANALYSE SPATIALE ET PAYSAGÈRE	43	2. PATRIMOINE BATI, URBAIN ET PAYSAGER.	76
11. ANALYSE URBAINE	46	3. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (S.D.A.G.E.).	77
12. PATRIMOINE URBAIN ET ARCHEOLOGIQUE	50	4. LOI SUR LA PROTECTION ET LA MISE EN VALEUR DES PAYSAGES.	77
CHAPITRE II : DETERMINATION DES CHOIX AYANT PERMIS D'ETABLIR LE PLU (P.A.D.D. ET REGLEMENT).	51	5. LOI SUR L'AIR	78
RAPPEL DES AXES DU PADD	52	6. LOI SUR L'EAU	78
CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.	53	7. LE RESPECT DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	78
1. BILAN DU POS PRECEDENT	54	8. LOI RELATIVE AU RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT du 2 février 1995 et loi relative à la lutte contre le bruit.	79
2. ENJEUX COMMUNAUX ET DONNEES SUPRA-COMMUNALES	55	P.L.U. ET PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT.	79
3. PRECONISATIONS ISSUES DE L'ETUDE D'ENVIRONNEMENT RETENUES POUR ETABLIR LE PADD	57		
4. ELEMENTS DE L'ANALYSE URBAINE RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS DU PADD.	58		

AVANT-PROPOS

Qu'est-ce qu'un P.L.U. ?

La commune de Collonges les Premières, soucieuse de gérer au mieux l'aménagement de son territoire communal, et son développement urbain en particulier, a décidé de réviser son Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ex POS.

Le P.L.U. a une fonction d'outil réglementaire et de gestion de l'espace. Il définit de façon précise le droit des sols : il fixe les règles générales d'utilisation des sols et les servitudes d'urbanisme, il délimite les différentes zones et définit les règles d'implantation.

Mais l'objectif du P.L.U. est également de permettre aux communes de se doter d'une politique locale d'aménagement, qui s'exprime notamment à travers un projet d'aménagement communal en matière d'urbanisme, de traitement de l'espace public, de paysage et d'environnement.

Ce projet se concrétise dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) qui constitue la pièce n°2 du P.L.U.

Le P.L.U. donne donc un cadre de cohérence aux différentes actions d'aménagement que souhaite engager la commune. Il doit toutefois respecter les principes énoncés à l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme. Au nombre de trois, ces principes sont opposables à tous les documents de planification urbaine :

- Principe d'équilibre :

Assurer l'équilibre entre le renouvellement et le développement urbain et le développement rural, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels, en respectant les objectifs de développement durable.

- Principe de diversité :

Assurer la diversité des fonctions urbaines et de la mixité sociale dans l'habitat.

- Principe de respect de l'environnement :

Assurer une utilisation économe de l'espace, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, ainsi que la prévention des risques naturels.

Historique du PLU

Un Plan d'Occupation des Sols avait été approuvé par la commune de Collonges-lès-Premières le 30 décembre 1994. Une modification du POS a été réalisée afin d'ouvrir à l'urbanisation une zone NA, approbation du 9-06-2000 .

La révision générale a été prescrite le 19 avril 2004. Elle doit permettre de faire le point sur le développement et l'aménagement de la commune.

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U.) du 13 décembre 2000, ses décrets d'application du 27 mars 2001 et la loi Urbanisme et Habitat (U.H.) du 3 juillet 2003, son décret d'application du 9 juin 2004 ont modifié considérablement les différents documents d'urbanisme et les conditions d'applications du droit des sols, en instaurant notamment :

- Le passage de P.O.S. (Plan d'Occupation des Sols) en P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme).
- La création dans le P.L.U., de deux nouveaux documents :
 - . le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.),
 - . les orientations d'aménagement.
- Une concertation en continu avec la population jusqu'à l'arrêt du P.L.U. La concertation sur la commune s'est traduite en différentes actions :
 - . réunions thématiques, avec des représentants de la commune (population agricole, industriels)

réunion d'état des lieux avec des personnes ressources,

- . présentation du P.A.D.D. et du projet de P.L.U. à la population lors d'une réunion publique,
- . mise à disposition des différents documents du PLU avec registre de concertation pour recevoir les remarques de la population. Un bilan de cette concertation a été tiré et apparaît dans la délibération arrêtant le projet de PLU.

L'enquête publique s'est déroulée du 19 mai au 19 juin 2006 et le commissaire enquêteur a émis un avis favorable avec des recommandations. Ces recommandations, dont les demandes des services de l'Etat, ont été discutées lors d'une réunion et sur la majeure partie prises en compte.

Les zones à urbaniser ont également fait l'objet d'une demande d'ouverture à l'urbanisation auprès du Syndicat Mixte du SCOT du Dijonnais. Le SSMSCOT a répondu favorablement par délibération du 02 février 2006.

Composition du PLU

Conformément aux articles L. 123-1, R. 123-1, R. 123-13, et R. 123-14 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. de la commune de Collonges-les-Premières comprend les pièces suivantes :

- le présent **rapport de présentation** (article R. 123-2 du Code de l'Urbanisme) qui expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, analyse l'état initial de l'environnement et évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement. Il explique les choix retenus pour établir le P.A.D.D., le règlement écrit et graphique, et les orientations d'aménagement.
- le **projet d'aménagement et de développement durable** ou **P.A.D.D.** (article R. 123-3 du Code de l'Urbanisme) qui définit un projet de village qui porte sur les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble de la commune dans le respect des grands principes définis par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains. Ce document obligatoire mais non opposable au tiers possède une place capitale dans le P.L.U.
- les **orientations d'aménagement** (article R. 123-3-1 du Code de l'Urbanisme) sont une pièce facultative, et peuvent, par quartier ou par secteur, prévoir les actions et opérations d'aménagement pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.
- le **règlement** (articles R. 123-4 à R. 123-12 du Code de l'Urbanisme) qui délimite les différentes zones et détermine pour chaque zone la nature et les conditions de l'occupation du sol.
Il contient donc le *règlement écrit* (articles R. 123-9 à R. 123-10) et les *documents graphiques* (articles R. 123-11 et R. 123-12), supports notamment :
 - . du zonage,
 - . des éléments et secteurs du bâti, du paysage... à protéger,
 - . des emplacements réservés.
- les **annexes**, prévues aux articles R. 123-13 et R. 123-14 du Code de l'Urbanisme, qui, dans le cas de Collonges-lès-Premières, comprennent notamment :
 - . les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain,
 - . les servitudes d'utilité publique (plan et liste) et les bois et forêts soumis au régime forestier,
 - . les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement,
 - . le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, les prescriptions d'isolement acoustique et les arrêtés préfectoraux correspondants.
 - . l'arrêté préfectoral sur les risques liés au plomb.

La consultation du P.L.U.

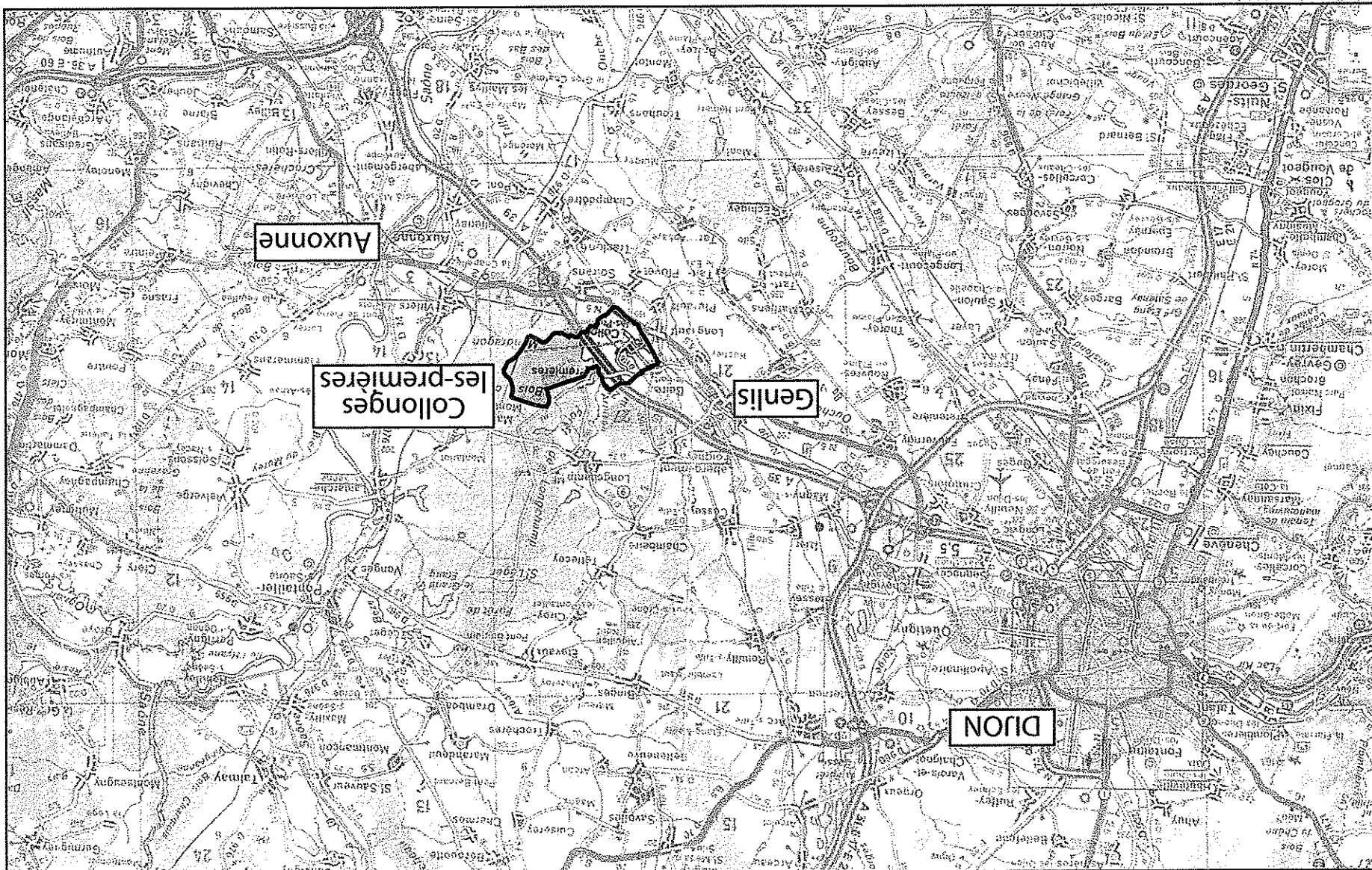
Le P.L.U. se consulte en trois phases :

- détermination sur le **plan graphique** de la zone dans laquelle figure, le **terrain concerné**,
- lecture dans le **règlement** et éventuellement dans les **Orientations d'Aménagement** des caractéristiques se reportant à la zone et à ses conditions d'équipement et d'aménagement notamment pour les zones dites AU et 1AU,
- prise de connaissance des **pièces annexes** (plan des servitudes, annexes sanitaires, ...) ainsi que du rapport de présentation apportant des éléments complémentaires à la recherche.

CHAPITRE 1 : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL ET DIAGNOSTIC

SITUATION GEOGRAPHIQUE

Echelle : 1 / 200 000 ème



REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES



PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE

Le présent rapport concerne le territoire communal de Collonges-lès-Premières situé dans le canton de Genlis (arrondissement de Dijon), à 5 km au Sud-Est du chef-lieu de canton, et à 15-20 km environ au sud de Dijon.

D'un point de vue géographique, la zone d'étude est localisée dans la plaine alluviale de la Tille, à la lisière Ouest des Bois de Mondragon vaste coupure forestière d'axe Nord-sud en bordure de la Saône.

La commune est traversée par 5 « lignes » pratiquement parallèles et orientées Nord-Ouest/Sud-Est qui ont déterminé le développement de Collonges (l'Arnison, l'A39, le ruisseau des Carences, la voie SNCF, la RN5)

La zone urbaine s'est développée initialement au pied du ruisseau des Carences, aujourd'hui transformé en fossé.

La commune est également traversée par l'Arnison en limite Est de son territoire. Ce cours d'eau scinde en effet le village de Premières et apporte une petite zone urbaine à Collonges, isolée du village. L'Arnison fait également office de coupure entre la zone boisée et la zone de grande culture.

L'isolement de la partie urbaine de Collonges touchant Premières a été accentué avec la création de l'A39. Cet axe autoroutier traverse la commune au cœur de la zone de grande culture.

La quatrième coupure de Collonges se fait par la voie ferrée qui relie Dijon à Dole. A proximité de l'ancien village, cette voie s'est agrandie d'une zone d'activités, symbole et image

du développement de Collonges-lès-Premières. Cette zone est actuellement en mutation.

Le territoire est pour sa partie Sud traversée par la RN5, ancien accès majeur vers la capitale de Côte d'Or.

Ces différents axes parallèles découpent le paysage et le rendent plus visible.

Au dernier recensement (1999), la commune comptait 663 habitants, sa principale activité économique étant représentée par l'industrie et l'agriculture, avec, toutefois, la présence de petits artisans.

Le territoire communal s'étend sur une superficie de 942 ha dont 440 ha de bois et forêts (soit environ 46 % du territoire communal, ce qui est important).

Cette commune rurale est caractérisée par sa platitude, l'étendue des espaces cultivés, la présence d'un immense massif boisé d'un seul tenant, la pression urbaine liée à la proximité de Dijon.

HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

(issu de « La Côte d'Or vue du Ciel » - Le Bien Public)

Collonges-lès-Premières existait à l'époque gallo-romaine et a emprunté son nom à "Colonicae" désignant un territoire occupé par les colons venus d'Italie. Lors des invasions barbares, les burgondes envahissent la région et s'octroient le tiers de la colonie romaine, dont Collonges et Premières, sa toute proche voisine.

Au moyen-âge puis dans les temps modernes, Collonges sera propriété des sires de Mailly, des sires de Longeault, puis des Chartreux dont le suzerain est le duc de Bourgogne.

Lors de la révolution, c'est le 28 janvier 1790 que les citoyens actifs, convoqués à la réquisition de François Dugied, eschevin en exercice, élisent leur premier maire, Jean Leboeuf. Collonges fait alors partie du district de Belle Défense (Saint-Jean-de-Losne).

Le 1er novembre 1811, le sieur Bernard Mugnier, instituteur de son état, s'engage "pour une période de trois, six ou neuf années consécutives, à enseigner dans la commune à lire et écrire, ainsi qu'à chiffrer suivant le calcul décimal, à apprendre aux enfants les principes de la religion et la civilité et à assister monsieur le curé dans toutes les fonctions de son ministère, à chanter les grandes messes et vêpres les jours de dimanche et fêtes, au moyen de ce qui lui sera payé pour rétribution par chaque élève...". Il détient d'ailleurs sans doute le record de longévité de postes d'enseignants puisque,

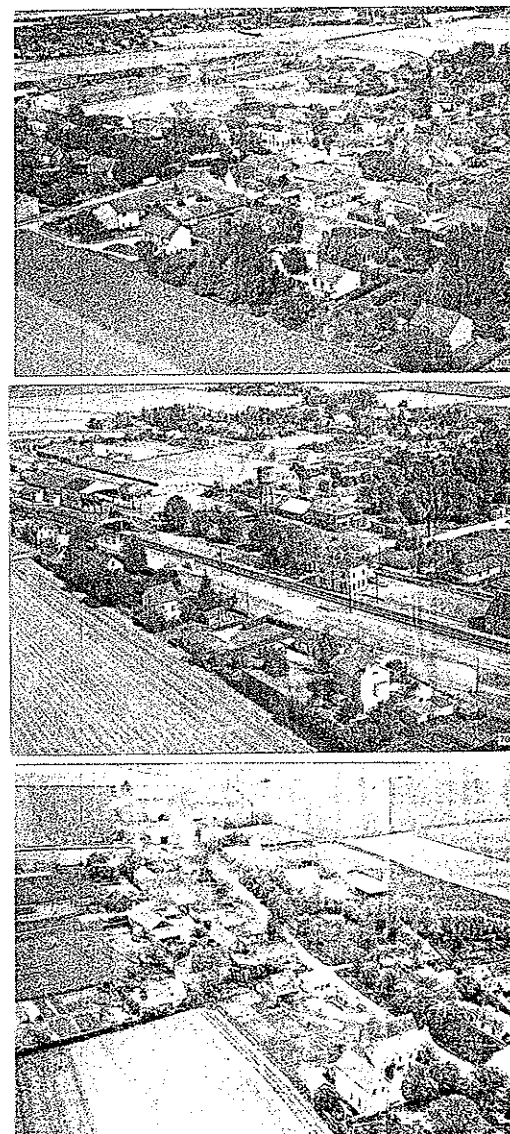
depuis 1935, Collonges n'a connu que deux ménages d'instituteurs, M. et Mme Peyrot jusqu'en 1967, M. et Mme Rousseau depuis lors !

Au début du XXème siècle, le village comptait une quinzaine de familles d'agriculteurs qui alimentaient une sucrerie très active. Un peu plus tard, une entreprise installait un chantier de créosotage pour le traitement des traverses de chemin de fer, chantier qui allait être repris en 1936 par la SNCF et employer de nombreux ouvriers. Installé à proximité immédiate de la gare, le chantier de créosotage permettait de rendre imputrescibles les traverses de chemin de fer. Provenant de diverses régions françaises, en Chêne ou en Hêtre, elles arrivaient par wagons entiers à Collonges, avant d'être déchargées à la grue ou par des "coltineurs" musclés. Elles étaient ensuite empilées sur des rails dans un dépôt orienté Nord-Sud pour tenir compte des vents dominant et séchaient pendant six mois. 40 000 traverses étaient ainsi stockées sous 2 abris, pesant chacune de 80 à 150 kg. Puis elles étaient apportées dans les cylindres de créosotage où, en une heure pour celles en Chêne, en quatre heures pour celles en Hêtre, elles absorbaient 30 kg de créosote. Une fois traitées, elles reprenaient le chemin des wagons. On en chargeait jusqu'à 2 000 par jour, sachant qu'1 km de voie ferrée nécessitait 1 700 traverses. L'activité cessa en 1960 mais les familles cheminotes ne désertèrent point Collonges pour autant.

Une usine de menuiseries industrielles, Roy, allait donner du travail à beaucoup et elle comptera plus de 300 employés dans les années 1975. Malheureusement, elle fermera ses portes en 1983 et ce n'est qu'au terme de deux ans

d'occupation des locaux et de démarches des élus auprès du Ministère de l'Industrie qu'un repreneur se présentait : "Criter".

La population, qui dépassait tout juste les 300 habitants en 1975, a largement doublé aujourd'hui et s'est enrichie de familles venues de l'agglomération dijonnaise. En 1997 et 1998; 36 foyers nouveaux ont établi leurs pénates à Collonges et la demande en logements locatifs ou en terrains à bâtir demeure forte. Il faut dire que Collonges dispose d'un atout non négligeable avec ses 5 trains quotidiens menant à Dijon et 6 dans l'autre sens.

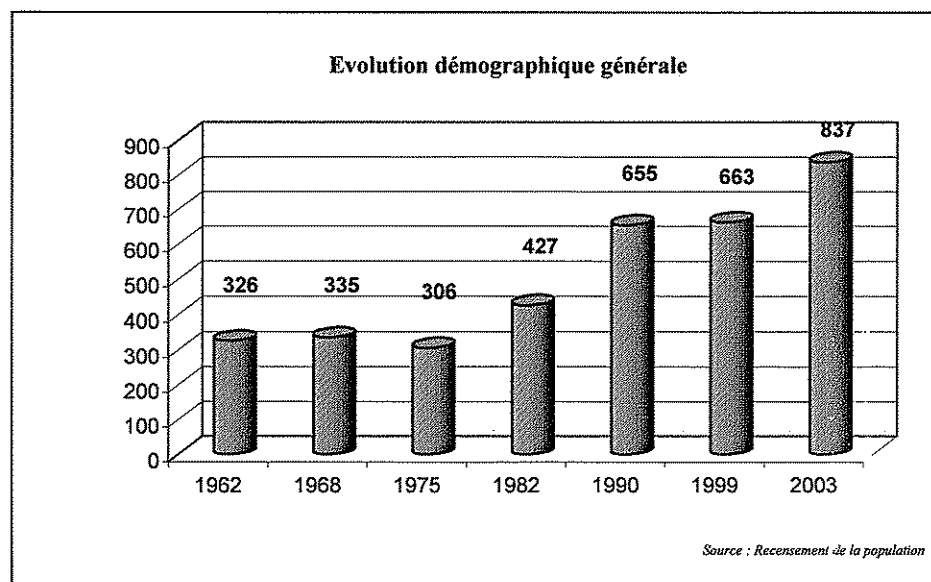


Photos anciennes du village de
Collonges-lès- Premières

SOCIO-ECONOMIE

1. DÉMOGRAPHIE

1.1. ÉVOLUTION GLOBALE : tendance



Depuis 1962, la population de Collonges-lès-Premières a connu une augmentation supérieure à 100%, soit un gain de 337 habitants. Toutefois, cette évolution ne s'est pas faite de manière continue au fil du temps :

→ De 1962 à 1975, l'évolution de la population est négative : la commune perd près de 20 habitants en 13 ans (- 6%) ;

→ A l'inverse à partir de 1978, s'amorce une très forte augmentation de la population, qui se traduit dès 1990 par un gain de 350 nouveaux habitants (soit une évolution de 114%).

→ La dernière période inter-censitaire se traduit par une stagnation de la population de Collonges-lès-Premières (+ 8 habitants) avant de repartir depuis 2000 avec la construction du nouveau lotissement.

Actuellement, c'est près de 840 personnes qui résident au sein de Collonges-lès-Premières.

Le développement de la commune s'est réalisé par étapes et suivant principalement des opérations de lotissement souvent importantes.

1.2. COMPOSANTES EVOLUTIVE

POPULATION ET EVOLUTION (sans doubles comptes)						
	1968	1975	1972	1990	1999	2003
	Evolution 1968-75	Evolution 1975-82	Evolution 1982-90	Evolution 1990-99	Evolution 1999-03	
Population	335	306	427	655	663	837
	-29	121	228	8	174	
Taux de variation annuel dû au mouvement naturel	0,80%	0,40%	0,65%	0,42%		
dû au solde migratoire	-2,09%	4,45%	4,84%	-0,29%		
Taux de variation annuel		4,85%	5,49%	0,13%		
Taux de variation annuel pour le canton de Genlis	0,7%	3,55%	2,70%	0,88%		
la Côte d'Or		0,54%	0,53%	0,29%		

Source : INSEE, recensement de population 1999

De 1968 à 1999, le solde naturel de la commune est globalement faible et se caractérise par une relative stabilité. A l'inverse, le solde migratoire connaît de fortes évolutions selon les différentes périodes inter-censitaires : négatif entre les périodes 1968-1975 et 1990-1999, il est fortement positif de 1975 à 1982.

L'analyse des composantes démographiques montre que :

→ Le solde migratoire a constitué le principal facteur de la croissance de la population depuis 1975. Toutefois, lors de la dernière période inter-censitaire, c'est le solde naturel qui a permis à la population de Collonges-lès-Premières de se maintenir.

Aujourd'hui, le solde migratoire semblerait être la principale cause de développement de la commune (avec la création du nouveau lotissement).

→ La dernière période intercensitaire 1990-1999 se traduit par un taux de variation annuel positif mais particulièrement faible (+0,13%) en raison d'un solde migratoire négatif que le solde naturel est à peine à même de compenser. Ainsi, alors que la commune de Collonges-lès-Premières se démarquait auparavant du canton de Genlis par un taux de variation annuel nettement supérieur, elle connaît désormais (entre 1990 et 1999) une dynamique démographique similaire (voire plus défavorable) à celle observée au niveau cantonal et départemental.

1.3. STRUCTURE DE LA POPULATION

STRUCTURE DE LA POPULATION PAR AGE								
	Collonges-les-Premières 1982		Collonges-les-Premières 1990		Collonges-les-Premières 1999		Canton de Genlis	Côte d'Or
Population totale	427		654		663			
0-19 ans	150	35%	256	39%	214	32%	30,36%	24%
20-39 ans	146	34%	204	31%	190	29%	27,04%	29%
40-59 ans	71	17%	129	20%	201	30%	28,44%	26%
60-74 ans	35	8%	41	6%	42	6%	9,58%	13%
75 ans et +	25	6%	24	4%	16	2,5%	4,58%	8%

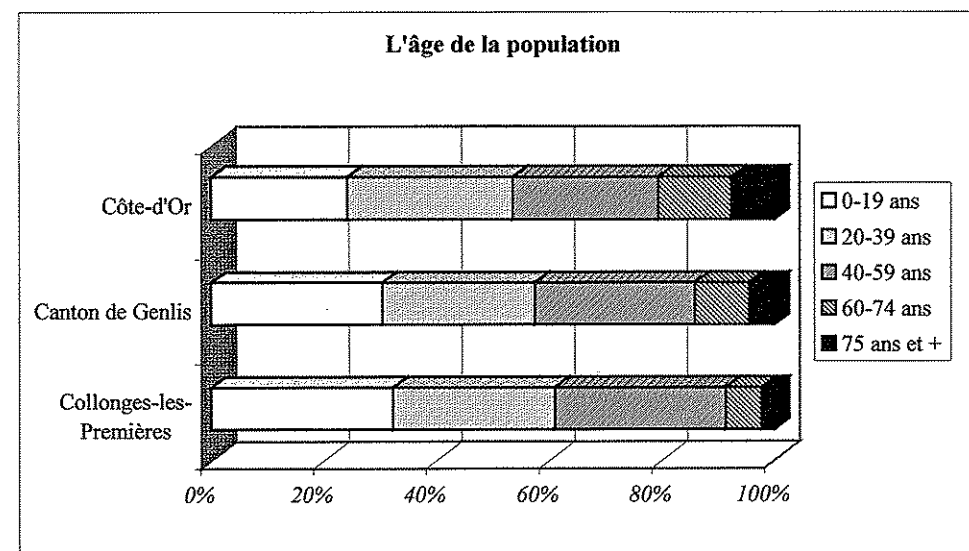
Source : INSEE, recensement de population 1999

L'étude de la structure par âge de la population montre que la commune de Collonges-lès-Premières se caractérise par une population encore jeune même si cette population commence à vieillir.

En effet en 1999, près d'un tiers des habitants de la commune (32,3%) a moins de 20 ans. En comparaison, le canton de Genlis et le département regroupent respectivement 30,4 % et 24,2% de cette même population.

A l'inverse, les plus de 60 ans sont largement sous-représentés. Ils ne représentent que 8,7% de la population (14,2% pour le canton et 20,6% pour la Côte d'Or).

Il est important de souligner que cette part des plus de 60 ans ne cesse de diminuer, passant de 14% de la population en 1982 à 8,7% en 1999.



Cette donnée risque d'être accentuée avec les nouveaux lotissements. Les équipements scolaires sont donc à prévoir en conséquence.

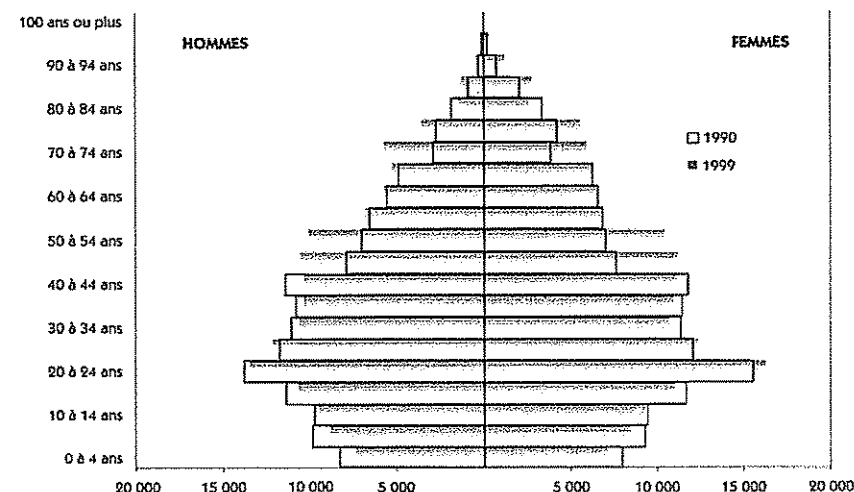
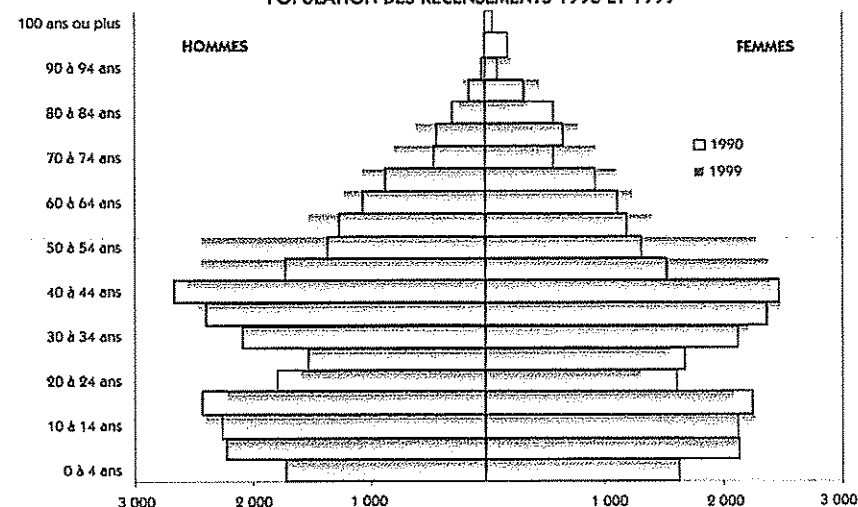
La pyramide des âges de la population de Collonges-lès-Premières reflète le dynamisme de la commune en terme de démographie dans la mesure où la base non rétrécie illustre une présence marquée des jeunes générations.

En comparaison, si l'on se place au niveau du territoire du SCOT, la pyramide des âges révèle un non renouvellement des générations. Les jeunes générations ne représentent qu'une faible part de la population.

Une conclusion trop hâtive consisterait à souligner la particularité de la commune de Collonges-lès-Premières au sein du périmètre SCOT. Cependant, si l'on effectue la pyramide des âges de la population du SCOT sans le grand Dijon, on remarque alors une base encore assez large c'est-à-dire comportant encore beaucoup de 0-19 ans.

Il est alors possible de conclure que l'agglomération Dijonnaise en tant que telle ne séduit plus les familles qui partent s'installer dans une couronne périurbaine de plus en plus éloignée du centre. Collonges-lès-Premières bénéficie donc de ce phénomène avec toutefois un pourcentage de jeunes beaucoup plus élevé que celui des communes périurbaines environnantes.

SCOT - POPULATION DES RECENSEMENTS 1990 ET 1999

SCOT SANS LE GRAND DIJON
POPULATION DES RECENSEMENTS 1990 ET 1999

Source : SCOT du Dijonnais, Enjeux et portrait d'un territoire, Assemblée générale des Maires du 22 novembre 2004.

1.4. EVOLUTION DES MENAGES

TAILLE DES MENAGES	Collonges-lès-Premières 1982		Collonges-lès-Premières 1990		Collonges-lès-Premières 1999		Canton de Genlis	Côte d'Or
Ensemble des ménages	135		185		211			
1 personne	18	13,3%	21	11,4%	27	12,8%	17,2%	32,2%
2 personnes	30	22,2%	29	15,7%	49	23,2%	28,9%	31,5%
3 personnes	36	26,7%	36	19,5%	53	25,1%	20,2%	15,6%
4 personnes	27	20,0%	52	28,1%	43	20,4%	21,9%	13,5%
5 personnes	17	12,6%	29	15,7%	29	13,7%	9,2%	5,3%
6 personnes et +	7	5,2%	18	9,7%	10	4,7%	2,7%	2,0%
Population des ménages	423		650		663			
Nombre de personnes par ménage	3,13		3,51		3,1		2,86	2,35

Source : INSEE - Recensements de la population 1999

L'analyse de la taille des ménages révèle que :

→ Les ménages de Collonges-lès-Premières sont majoritairement de taille moyenne, c'est-à-dire composés de 3 à 4 personnes (près de 46%). Ce taux est supérieur à celui du canton de Genlis (42%) et surtout de celui du département (près de 30%).

→ En revanche, la part des ménages de petite taille (1 et 2 personnes) est moins élevée à Collonges-lès-Premières que dans les autres territoires : 36% pour la commune contre 46% dans le canton de Genlis et moins de 64% dans le département.

En conclusion, la population de Collonges-lès-Premières, en 1999, était majoritairement représentée par des familles assez jeunes possédant au moins un enfant.

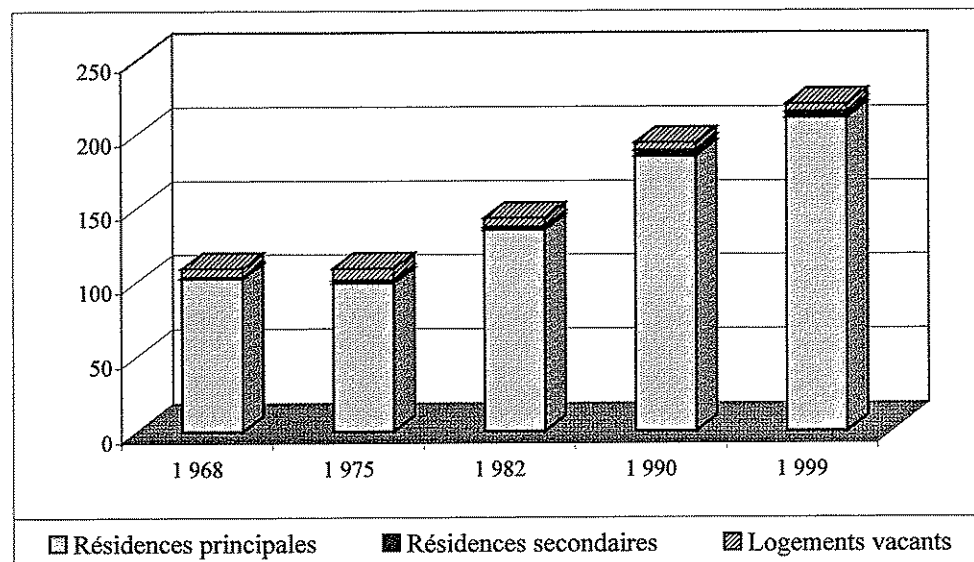
Ces familles semblent avoir vieilli sur la commune mais elles sont compensées par les nouveaux lotissements et le renouvellement urbain ne s'effectuera pas avant quelques années.

Une gestion programmée de l'ouverture des zones à l'urbanisation permettra d'éviter l'explosion des besoins en équipements scolaires.

Compte tenu de la structure des ménages et de leur taille, la réalisation de petits logements sociaux sur le territoire communal pourraient être envisagée.

2. HABITAT

2.1. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS



Source : INSEE - Recensements de la population

PARC DE LOGEMENTS						
	Collonges-les-Premières 1990		Collonges-les-Premières 1999		Canton de Genlis	Côte d'Or
Ensemble des logements	194		220			
Résidences principales	185	95,4%	211	95,9%	95,1%	86,4%
Résidences secondaires	4	2,1%	4	1,8%	2,2%	6,5%
Logements vacants	5	2,6%	5	2,3%	2,8%	7,1%

Source : INSEE - Recensements de la population 1999

En 1999, la commune présentait un parc total de 220 logements. Parmi ces logements, près de 96% sont des résidences principales. Ce taux est élevé en comparaison avec celui du département (8,4%) mais correspond globalement à celui du canton (95,1%).

Nous pouvons ajouter que la présence de ce type de logement a tendance à se renforcer peu à peu au cours du temps.

Les résidences secondaires constituent une part marginale du parc de logements (1,8%) et les logements vacants sont peu nombreux et reste très faible (2,3%)

Autorisation de logements par années depuis 1990 jusqu'en 2003 :

Logements autorisés SHON			Logements autorisés SHON		
1990	1	154	1997	6	1 503
1991	2	321	1998	6	581
1992	2	313	1999	2	264
1993	3	269	2000	2	237
1994	4	402	2001	37*	4 342
1995	2	274	2002	13	1 370
1996	3	264	2003	0	0
TOTAL	17	1 997	TOTAL	66	8 297

Source: DRE SICLONE.

* : dont 4 logements individuels groupés

Depuis le début des années 1990, il est possible de voir qu'il s'est produit une forte augmentation du nombre de logements autorisés sur le territoire communal.

En effet, alors qu'entre 1990 et 1996, il s'est construit en moyenne 2,4 logements par an. En 2003, le total des logements peut être estimé à 243. 9,4 logements se sont construits chaque année entre 1997 et 2003.

Le marché de la construction neuve sur la commune se répartit essentiellement sur les logements individuels : seuls six logements collectifs ont été également réalisés durant cette période.

La surface moyenne utilisée par logement s'est légèrement élevée, passant de 117,5 m² durant la première période contre 125,7 m² durant la seconde période.

2.2. STRUCTURE DU PARC DE LOGEMENTS

TYPE DE LOGEMENTS		Collonges-les-Premières 1990		Collonges-les-Premières 1999		Canton de Genlis	Côte d'Or
Ensemble des résidences principales		185		211			
Maison individuelle ou ferme		45	24,3%	209	99,1%	92,7%	54,4%
Logement dans un immeuble collectif		0	0,0%	0	0,0%	4,4%	42,8%
Autre		1	0,5%	2	0,9%	2,9%	2,8%

Source : INSEE - Recensements de la population 1999

NOMBRE DE PIECES		Collonges-les-Premières 1990		Collonges-les-Premières 1999		Canton de Genlis	Côte d'Or
Ensemble des résidences principales		185		211			
1 pièce		0	0,0%	1	0,5%	2,3%	7,3%
2 pièces		2	1,1%	3	1,4%	4,7%	12,7%
3 pièces		20	10,8%	21	10,0%	13,0%	20,9%
4 pièces		70	37,8%	72	34,1%	29,1%	26,2%
5 pièces ou +		93	50,3%	114	54,0%	50,9%	33,0%

Source : INSEE - Recensements de la population 1999

DATE D'ACHEVEMENT DES LOGEMENTS		Collonges-lès-Premières	Canton de Genlis	Côte d'Or
Avant 1949		22,7%	25,8%	38,2%
1949-1974		9,5%	22,5%	30,1%
1975-1981		26,8%	21,5%	12%
1982-1989		26,8%	17,7%	9,5%
Après 1989		14,1%	12,5%	10,2%

Source : INSEE - Recensements de la population 1999

STATUT D'OCCUPATION					
	Collonges-les-Premières 1990		Collonges-les-Premières 1999		Canton de Genlis Côte d'Or
Ensemble des résidences principales	185		211		
Propriétaire	166	89,7%	193	91,5%	76,9%
Locataire ou sous-locataire	15	8,1%	14	6,6%	19,8%
Logé gratuitement	4	2,2%	4	1,9%	3,3%
					57,7%
					37,7%
					4,6%

Source : INSEE - Recensements de la population 1999

La lecture de ces différents tableaux du dernier recensement, apporte les éléments suivants :

- ✓ Le parc du logement est essentiellement constitué par des maisons individuelles récentes qui appartiennent à leurs occupants. Le parc locatif est faible.
- ✓ Le nombre de « petits logements » (de 1 à 3 pièces) reste très faible (12% du parc de logements). Le caractère rural et de lotissement d'ortoir est ici bien marqué.
- ✓ Le nombre de logements datant de 1990 est de 31 soit une création d'environ 3 à 4 logements par an, achevés dans la dernière période inter-censitaire.
- ✓ Le parc de logements est assez récent. Plus de la majorité (74,2%) des constructions a été édiée entre 1949 et 1999.

2.3. FONCTION RESIDENTIELLE

La fonction résidentielle de la commune de Collonges-lès-Premières reste importante du fait de sa situation aux portes de Dijon. Son développement considérable correspond également à une commune d'ortoir aujourd'hui semi-urbaine ou semi-rurale.

Chaque parcelle mise sur le marché reçoit une habitation rapidement.

3. POPULATION ACTIVE

3.1. EMPLOIS

La population active est composée de la population active qui a un emploi et de celle qui en recherche un, c'est-à-dire les chômeurs.

	Collonges 1982		Collonges 1990		Collonges 1999		Canton de Genlis	Côte d'or
Pop active totale	177		277		341			
Hommes	102	57,6%	156	56,3%	184	54%	55,0%	53,4%
Femmes	75	42,4%	121	43,7%	157	46%	45,0%	46,6%

Source : INSEE - Recensements de la population

La population active domiciliée dans la commune de Collonges-lès-Premières est en augmentation constante depuis 1982 (+ 93%).

Toutefois, la proportion d'actifs diminue. Parmi les 663 habitants de la commune en 1999, 341 personnes sont actives, soit 51,4% de la population. Ce pourcentage est nettement plus élevé que celui du recensement de 1990 (42,3%).

	Collonges 1982		Collonges 1990		Collonges 1999		Canton de Genlis	Côte d'Or
Pop active ayant un emploi	156		243		304			
Salariés	141	90,4%	222	91,4%	278	91,4%	90,9%	88,2%
Non salariés	15	9,6%	21	8,6%	26	8,6%	9,1%	11,8%
Taux de chômage	21	11,9%	34	12,3%	37	19,9%	9,3%	10,7%

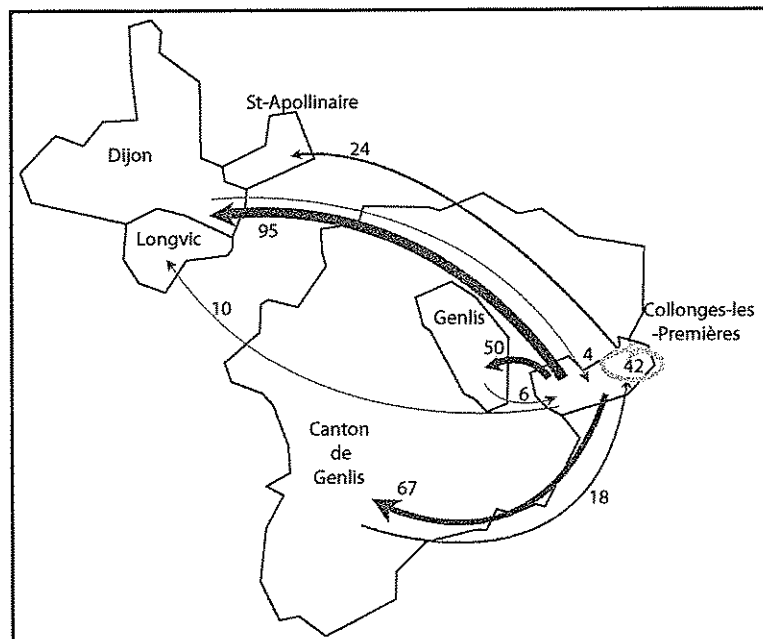
Source : recensement de la population 1999

Le nombre de personnes actives ayant un emploi a augmenté durant les deux dernières périodes inter-censitaires (+ 61 individus).

Parmi cette population ayant un emploi, nous pouvons distinguer les personnes qui sont salariées de celles qui ne le sont pas. Ces dernières travaillent à leur compte ou aident un membre de leur famille; elles ne représentent que 8,6% de la population active occupée. Cette proportion est inférieure à celle du canton (9,1%) et surtout à celle de la Côte d'Or (11,8%).

Au moment du dernier recensement, près de 11% de la population active recherchait un emploi (soit 37 personnes); proportion légèrement supérieure à celle du canton et du département (respectivement 9,3% et 10,7%).

3.2. DEPLACEMENTS ET EMPLOIS



La carte ci-dessus indique les principales migrations alternantes qui s'effectuent chaque jour en direction et en provenance de Collonges-lès-Premières. La commune distribue au total 262 actifs et n'en reçoit que 54, auxquels il faut ajouter 42 actifs résidant et travaillant dans la commune.

Les actifs travaillent essentiellement sur le département, 16 personnes seulement travaillant à l'extérieur :

→ 67 personnes vont travailler dans le canton de Genlis, dont 50 uniquement dans le chef-lieu de canton,

→ 95 personnes se déplacent chaque jour jusqu'à Dijon, tandis que 34 personnes vont travailler dans la périphérie dijonnaise essentiellement à Longvic et Saint-Apollinaire.

Actifs ayant un emploi et n'utilisant pas de transport	Actifs ayant un emploi et utilisant la marche à pied	Actifs ayant un emploi et utilisant un seul mode de transport	Actifs ayant un emploi et utilisant seulement un deux-roues	Actifs ayant un emploi et utilisant une voiture particulière	Actifs ayant un emploi utilisant transports en commun	Actifs ayant un emploi utilisant plusieurs modes transports
15	9	269	12	228	29	11

Les modes de déplacements sont le plus souvent liés à la voiture particulière. Les actifs utilisant des transports en commun représentent 10 à 15% de la totalité. Ce chiffre pourrait être plus important en raison des échanges avec Dijon (95 personnes s'y déplacent).

4. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

4.1. AGRICULTURE

	Exploitation					Surface agricole utilisée Moyenne (ha)		
	1979	1988	2000	Evolution 79-2000		1979	1988	2000
					Côté d'Or			
Exploitations professionnelles	4	C	3	-25%	-39,2%	51	C	98
Autres exploitations	5	C	0	-100%	-37,5%	4	C	0
Toutes exploitations	9	6	3	-66%	-38,7%	25	40	98

Source : RGA

● L'agriculture reste présente à Collonges-lès-Premières bien que le nombre d'exploitations ait diminué conformément à la tendance générale, au profit d'un agrandissement des exploitations.

Au dernier recensement agricole (2000), la commune comptait encore 3 exploitations agricoles sur 294 hectares de surface utilisée.

Depuis 1979, nous pouvons voir que le nombre d'exploitation a diminué, passant de 9 à 3, soit une diminution de 67 % du nombre de ces exploitations, ce qui est largement supérieur à l'évolution qu'a connue le département qui a subi une diminution de près de 40% du nombre de ces exploitations.

La surface agricole moyenne utilisée, à l'inverse, ne cesse d'augmenter (+ 292%) pour atteindre actuellement 98 hectares en moyenne.

● En 2004, sur les 3 exploitations agricoles, 1 semble pérenne dans les 10 ans à venir. Leurs activités principales sont de type polyculture. L'élevage est pratiqué de manière très marginale.

A noter : Collonges-lès-Premières est cultivée par de nombreux exploitants situés en dehors de la commune.

● Le positionnement des exploitations agricoles en centre ancien, apporte une qualité et une aération au coeur du village et l'image rurale au village. Ces qualités devraient être préservées.

● Les meilleures terres agricoles (cf. chapitre pédologie) se situent autour du village. Les prés sont situés en dessous de la forêt le long de l'Arnison.

4.2. ARTISANAT, COMMERCE ET SERVICES

► Les commerces et services

Après la disparition de l'épicerie, il n'existe pratiquement plus de commerces sur le territoire communal, les habitants préférant s'approvisionner directement à Genlis ou bien auprès des commerçants ambulants. Seul le café-restaurant « A la Bonne Auberge » subsiste actuellement. En raison de la proximité de Genlis, aucun commerce de proximité ni service n'existe à Collonges-Lès-Premières. Les habitants dépendent donc de Genlis en ce qui concerne les commerces et les services.

La commune est toutefois desservie par des marchands ambulants.

La commune de Collonges-lès-Premières connaît donc un niveau d'équipement 2 dans la mesure où elle peut disposer des trois produits pain, viande, alimentation générale (commerçants ambulants) sans compter la présence d'une boulangerie, d'une boucherie et d'un magasin d'alimentation générale sur le territoire communal.

► Artisanat

On dénombre quelques activités artisanales à Collonges-lès-Premières : 2 menuisiers-charpentier, couvreur.

► Activités industrielles

Après la fermeture de la seule usine de Collonges-les-Premières, la société CRITER qui produisait des fenêtres en bois, le site laissé vacant a vu l'implantation de deux nouvelles usines :

- l'entreprise PEVESCAL, qui fabrique des fenêtres en PVC,
- et l'entreprise HAUT-DOUBS BOIS 21, spécialisée dans la transformation de résineux.

Collonges-les-Premières possède une zone artisanale et industrielle (6 hectares bâtis et 6 hectares non bâtis) située à proximité de l'A39 (dont une entrée et une sortie se situent à 3 km), de la RN 5 et de la ligne SNCF Dijon-Vallorbe (dont une déviation dessert le site industriel).

La zone existante (espace bâti et ancienne zone SNCF) constitue un atout pour Collonges-lès-Premières mais actuellement elle ressemble plus à une friche industrielle. Au POS figure également une réserve foncière à vocation d'activités de 22 ha.

Les enjeux sont importants pour la commune et sont à mettre en perspective avec deux éléments :

- 1) le développement économique du canton de Genlis (développement intercommunal) et à plus grande échelle celui du périmètre du SCOT de Dijon
- 2) l'implantation éventuelle d'une "base travaux" pour la construction de la ligne TGV branche Ouest. Cette base travaux n'est cependant pas attendue avant une dizaine d'année. Elle doit être intégrée dans les réflexions mais sans être prioritaire.

A noter :

1) Actuellement, sur le territoire de Collonges-lès-Premières les futures réalisations concernent la **branche Est** de la ligne à Grande Vitesse. Le décret en date du 25 janvier 2002 déclare d'utilité publique et urgents les acquisitions foncières et les travaux de construction de la nouvelle liaison ferroviaire entre Genlis et Lutterbach dite « branche Est du TGV Rhin – Rhône », et a emporté mise en compatibilité des PLU des communes concernées.

La mise en compatibilité d'un Plan Local d'Urbanisme a eu pour seul objet de permettre la réalisation de l'opération dont la déclaration d'utilité publique est envisagée.

S'agissant d'un équipement public d'infrastructure, elle correspond à l'emplacement réservé reporté dans les zones intéressées par le projet et une adaptation en conséquence de toutes les dispositions concernées par l'inscription au PLU de l'opération en question. Cette mise en compatibilité a notamment eu pour effet de supprimer la protection des espaces boisés classés, lorsqu'elle existe à l'intérieur des emplacements réservés.

2) Sur le plan intercommunal, le tableau suivant (source CCI – Dijon – octobre 2002) montre les disponibilités foncières et les projets pressentis.

Communes canton de Genlis	Surface totale	Surface totale aménagée	Surface disponible
Aiserey (commerces)	0,6 à 0,7 ha	0,6 à 0,7 ha	0,6 à 0,7 ha
Aiseray (ZAE)	6,5 ha	1,7 ha	4,8 ha
Bretenières (ZAE)	9,6 ha	7,7 ha	2,4 ha
Collonges-lès-Premières	33 ha	6 ha	6 ha
Faverney	4 ha	0 ha	2 ha
Genlis	30 ha	30 ha	1 lot
Longeault	10 ha	0 ha	6 ha
Longecourt-en-Plaine	3 ha	1,8 ha	0,26 ha

Le site de Collonges-lès-Premières constitue à l'échelle du canton un des sites existant et intéressant. Il est en concurrence avec Longeault et avec le projet de Soirans ou les sites nouveaux d'Auxonne (15 ha à aménager).

Suite à des réunions de travail entre les maires de la future intercommunalité, un projet de zone intercommunale est pressenti. Il s'appuiera sur la zone de Collonges pour partie, avec des extensions sur Longeault et Pluvault.

A noter : Dans les récentes études sur les décharges de classe III, le Conseil Général a relevé sur la commune deux zones d'anciennes décharges ou de sols potentiellement pollués. Un site correspond à une ancienne décharge sauvage située aux abords du bois de Mondragon. Cette ancienne décharge a été comblée par la commune. L'autre site est localisé dans le secteur AUE, parcelle n°101, et correspond à un site de créosotage répertorié par les services de la SNCF.

REVISION DU PLU DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES

Equipements et stationnement



Echelle : 1 / 5 000 ème

5. SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PUBLICS

5.1. EQUIPEMENTS GENERAUX

La commune est dotée d'une mairie ainsi que d'une gare voyageur SNCF. Une de ses particularités est de ne disposer d'aucun lieu de culte.

5.2. LES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

La commune fait partie d'un RPI (Regroupement Pédagogique Intercommunale) avec les communes de Beire, Premières et Longeault, qui accueille près de 230 enfants.

La commune possède une classe maternelle et trois classes primaires, CP, CE1 et CE2 qui accueillent actuellement, pour l'année scolaire 2004-2005, 115 enfants dont 50% viennent de Collonges. En 1990, l'effectif scolaire s'élevait à 103 enfants.

Cette augmentation des effectifs est à rattacher à l'aménagement du lotissement « La Croix d'Argent » en 2000. En effet, le nombre d'élèves scolarisés en 2004-2005 et habitant le lotissement de la Croix d'Argent est de 27 élèves en tout dont 10 en maternelle et 17 en élémentaire.

La commune possède également une cantine-garderie ainsi qu'un centre de loisirs (périscolaire et été) qui fonctionne également le samedi et permet d'accueillir de nombreux enfants des communes voisines.

Collonges-les-Premières accueille également une bibliothèque au sein de son territoire communal.

5.3. ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS

La commune est dotée d'un terrain de sport bien placé, à proximité du centre bourg. Un emplacement réservé avait été reporté au POS afin de créer un chemin d'accès adapté.

La commune a en outre aménagé une salle des fêtes à proximité du village.

La commune a pour projet de regrouper la mairie et la salle des fêtes de manière à établir un second espace de vie dans le village.

5.4. ÉQUIPEMENTS DIVERS ET RESEAUX

Déchets

La commune effectue le tri sélectif avec le SIVOM de Genlis. Une déchetterie opérationnelle depuis juillet 2002 est située sur la route de Beire-Genlis.

Des bacs bleus sont réservés aux emballages ménagers recyclables. Ils sont ramassés une fois par quinzaine. Les ordures ménagères non valorisées sont ramassées deux fois par semaine.

Alimentation en eau potable

La commune appartient au syndicat intercommunal de la plaine inférieure de la Tille. Le SIPIT a pour vocation d'assurer l'alimentation en eau potable ainsi que l'assainissement des eaux usées des communes membres.

La commune est alimentée via les Puits des Grands Patis et de Tréclun qui connaissent des problèmes de qualité de l'eau (nitrate et fer). La Chambre d'Agriculture a mis en place une opération Ferti-Mieux avec un comité de pilotage comprenant agriculteurs, représentants de l'Agence de l'Eau, certaines administrations, de la Chambre d'agriculture et des élus. Le SIPIT a tenu à s'associer à l'initiative de la Chambre d'Agriculture. L'opération Ferti-Mieux a pour but une meilleure utilisation des fertilisants, des arrosages et des pesticides, les agriculteurs participant à cette opération s'engageant en signant la charte Ferti-Mieux. Après plusieurs années, il semble que cela donne des résultats. Depuis le milieu de 1999, les teneurs en nitrates de la nappe superficielle se sont stabilisées entre 45 et 55 mg/l, malgré les fortes pluies et les inondations hivernales, alors que dans les mêmes conditions, les années précédentes, ces teneurs oscillaient entre 65 et 105 mg/l.

Le château d'eau d'alimentation de la commune est situé sur le territoire de la commune de Champdotre.

L'assainissement.

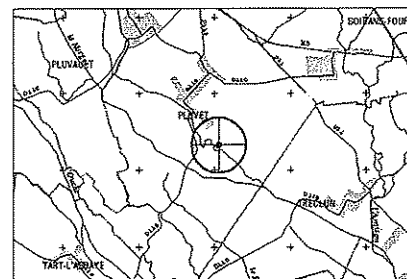
Le réseau est géré par la SAUR Centre Besançon.

Collonges-lès-Premières rejette ses eaux usées dans la station d'épuration située sur le territoire de Pluvet d'une capacité de 5000 équivalent Habitants et qui traite également les eaux usées des communes de Beire-le-Fort, Champdotre, Longeault, les Maillys, Pluvault, Pont, Premières, Soirans, Tart-l'Abbaye, Tillenay, et Treclun.

Actuellement, la station ne traite que 3300 équivalents habitants.

Station d'épuration de PLUVET

Fond cartographique extrait de BD Cartho © Paris 1994



A noter :

L'absence de relief peut poser des problèmes d'écoulement dans les réseaux publics d'eau potable et surtout d'assainissement, ce qui peut amener à installer des pompes de relevage.

6. TOURISME

D'après le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnées (PDIPR), il n'existe aucun cheminement répertorié sur le territoire communal.

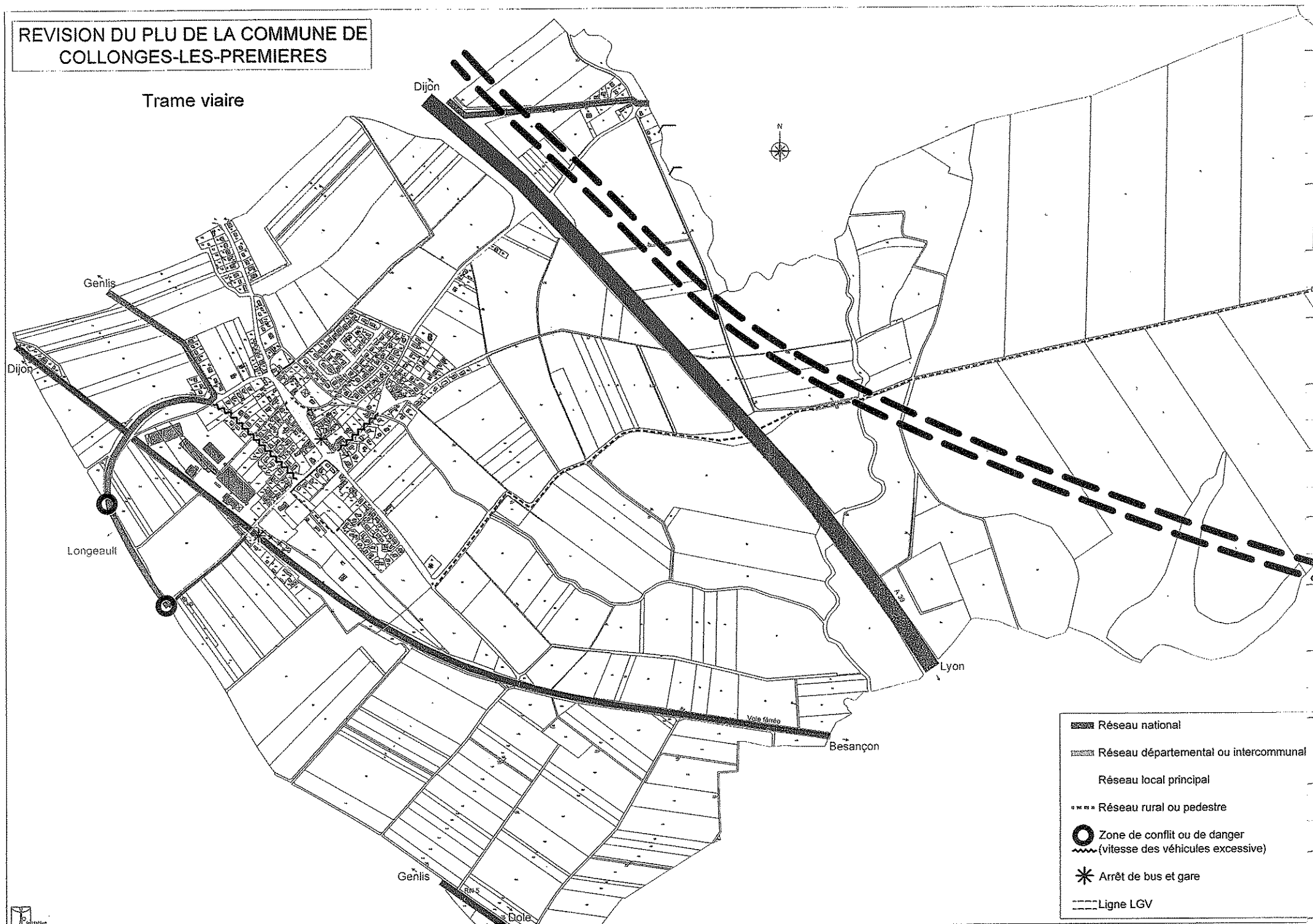
La randonnée et surtout la promenade sont néanmoins des activités très pratiquées par les habitants.

L'activité touristique s'articule surtout autour des chemins ruraux parcourant l'ensemble de la commune qui sont fréquemment utilisés par les habitants.

Malgré son aspect privé, le bois de Mondragon est utilisé pour la promenade locale.

REVISION DU PLU DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES

Trame viaire



7. TRAFICS ROUTIERS, NUISANCES ET POLLUTION

7.1. TRAFICS, AXES STRUCTURANTS

Collonges-les-Premières n'est pas concernée par un PDU (Plan de Déplacement Urbain).

Le réseau routier se compose essentiellement :

→ de la RN 5 qui longe le territoire communal dans sa partie Sud et qui relie Dijon à la Suisse.

→ de la RD 116 qui traverse la commune et la relie à Premières puis Longchamp au Nord, à Longeault et Pluvault au Sud.

→ de la RD 116f qui relie au Nord Beire-le-Fort et Premières.

→ de l'autoroute Dijon-Dole (A 39) qui traverse la commune dans le sens Nord-Ouest / Sud-Est. Un échangeur avec la RN 5 est situé à Soirans-Fouffrans.

La voie SNCF Dijon / Dole traverse également la commune. La fréquence des trains en provenance et à destination de Dijon est suffisante et assure une bonne desserte du territoire communal.

COLLONGES → DIJON	DIJON → COLLONGES
06h56 → 07h20 (sf. DF)	07h05 → 07h21 (Sf. DF)
07h19 → 07h36 (SA)	08h07 → 08h24 (Sf DF (2))
07h23 → 07h40 (Sf. SDF)	11h35 → 11h50 (Sf. DF (5))
08h08 → 08h28 (Sf. DF)	12h23 → 12h44 (Sf SDF)
13h12 → 13h30 (Sf. SDF (4))	12h26 → 12h46 (SDF)
13h22 → 13h40 (5)	16h40 → 16h56 (Sf SDF)
13h25 → 13h45 (SA)	17h06 → 17h24 (Sf SDF)
17h37 → 17h55 (Sf. SDF)	17h38 → 17h59 (Sf SDF)
18h18 → 18h35 (SDF)	17h48 → 18h08 (SDF)
18h26 → 18h42 (Sf. SDF)	18h13 → 18h32 (Sf SDF)
	18h35 → 18h50 (DF)
	19h00 → 19h18 (Sf SDF)
	19h20 → 19h36 (Sf DF)

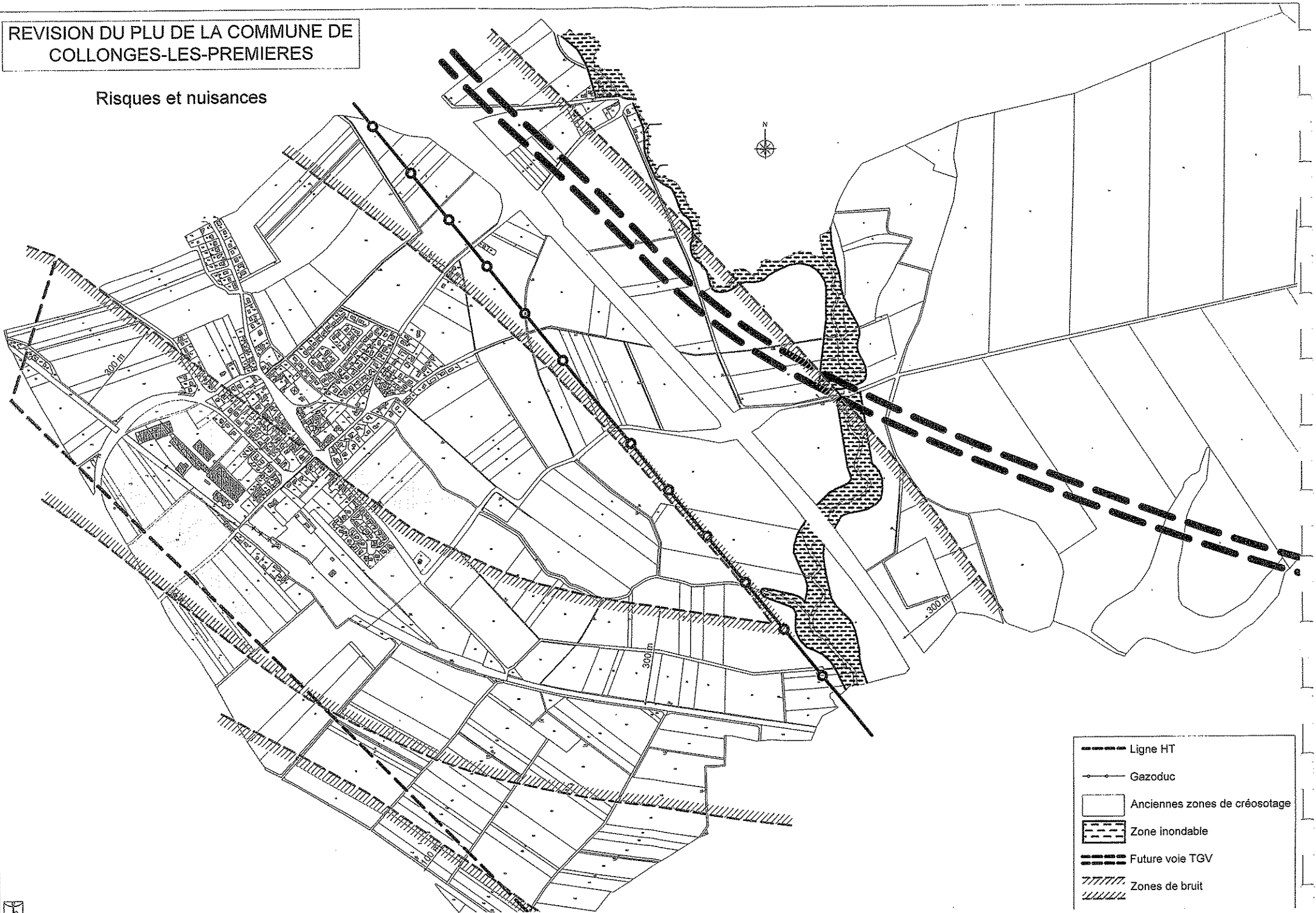
(1)= Ne circule pas les 2 et 11/11.
 (2) = Quotidien à partir du 29/09.
 (3) = Quotidien jusqu'au 28/09.
 (4) = Jusqu'au 08/09 à partir de 02/12. Ne circule pas les 7, 8, 9 et 10/10.
 (5) = Circule les 7, 8, 9 et 10/10 sauf SDF du 12/11 au 29/11.
 (6) = Ne circule pas le 10/11.
 Sf. SDF = Circule sauf samedi, dimanche et fêtes.
 Sf. DF = Circule sauf dimanche et fêtes.
 Sf. Sa = Circule sauf le samedi.
 DF = Circule dimanches et fêtes.
 SDF = Circule samedi, dimanche et fêtes.

7.2. POLLUTION DE L'AIR

Aucune station de mesure n'existe sur la commune.

REVISION DU PLU DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES

Risques et nuisances



7.3. NUISANCES / RISQUES

L'A39, la RN 5 et la ligne SNCF de Dijon à Vallorbe sont classées voies bruyantes par arrêté préfectoral du 10 janvier 2000.

* Compte tenu de la présence de l'autoroute A. 39 sur le territoire communal de Collonges-lès-Premières, un périmètre affecté par le bruit de l'infrastructure a été défini par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2000 (voir annexe du dossier de P.L.U.).

Dans la traversée de Collonges-lès-Premières, l'A 39 est classée voie de catégorie 1. Le périmètre affecté par le bruit correspond à une bande de 300 m. de large, délimitée de part et d'autre de l'A 39 à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, les bâtiments d'hébergement à caractère touristique qui seront implantés dans cette zone doivent répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2000, en ce qui concerne l'isolement acoustique contre les bruits extérieurs.

* L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2000 concerne également la N 5 de la rue de la gare à Genlis au rempart de la Côte d'Or à Auxonne et la ligne SNCF Dijon / Vallorbes, du km 318.300 (Longvic) au km 353.303 (Billey) :

- La N 5 est classée en catégorie 3. La largeur des secteurs affectés par la loi bruit, mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche, est de 100 mètres.

- La ligne SNCF Dijon / Vallorbe est classée en catégorie 1. La largeur des secteurs affectés par la loi bruit, mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche, est de 300 mètres.

Les secteurs concernés ainsi que l'arrêté préfectoral correspondant figurent en annexe.

A noter : la future voie TGV branche Est représentera également une nuisance acoustique. Elle est à prendre en compte dans le classement des zones constructibles.

ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE

8. MILIEU PHYSIQUE

8.1. LA CLIMATOLOGIE.

La commune se situe sur une zone d'interface marquée par un climat de type océanique altéré par les influences continentales d'Europe centrale, et influencé par une tendance méditerranéenne en provenance de l'axe Rhône/Saône.

Il est caractérisé par une pluviométrie relativement bien répartie tout au long de l'année, avec plus d'un jour sur deux totalement sec.

La commune de Collonges-lès-Premières se situe à la limite de la zone climatique du Dijonnais et de celle du Val de Saône. Le poste de référence est celui de Dijon – Longvic.

8.1.1. Les précipitations.

Le secteur est régulièrement arrosé, les précipitations varient de 51 à 86 mm par mois. Le caractère océanique se traduit par une pluviométrie annuelle de 732 mm., l'amplitude annuelle est de 35,3 mm et la moyenne mensuelle inter annuelle de 61 mm. On notera toutefois que l'axe de la Plaine de la Saône est relativement sec par rapport aux zones

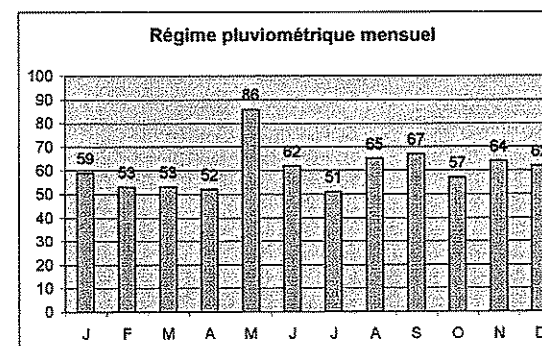
voisines ; cette variation due à l'influence du relief s'explique par l'effet d'abri du relief des Hautes Côtes et du plateau de Langres vis à vis des précipitations océaniques.

Dans le Dijonnais, c'est l'hiver qui est le moins arrosé, suivi de l'été, alors que printemps et automne sont quasiment équivalents. Les minima se situent de février à avril, et en juillet, et les maxima en mai, août, septembre, novembre et décembre. L'Arrière-Côte forme en effet une barrière sur laquelle viennent s'abattre les pluies automnales de caractère méditerranéen.

La répartition saisonnière des précipitations mérite une attention particulière dans la mesure où elle conditionne bon nombre de phénomènes naturels (croissance de la végétation) ou d'activités humaines (agriculture, tourisme).

Le bassin versant reçoit occasionnellement des pluies de forte intensité sur une période limitée : le 30/09/1965, 104,6 mm d'eau sont tombés en 24 h.

Ces maxima de précipitations journalières sont en partie le fait d'orages d'été violents qui caractérisent les tendances continentales du climat. Les phénomènes orageux sont assez fréquents avec 25 jours d'orage / an. Il y a également moins de 2 jours de grêle/an en moyenne.



La régularité des précipitations se traduit par un nombre moyen mensuel de jours de précipitations variant de 7 à 12 sur l'ensemble des mois de l'année.

8.1.2. Le brouillard.

Le brouillard (visibilité < 1 000 m.) est présent environ 70 jours / an, notamment en automne et en hiver. Il s'agit de brouillards « transportés » résultat du très lent déplacement des larges zones de brouillards de rayonnement (brouillards formés par condensation de l'air après refroidissement nocturne dans le Val-de-Saône) poussés par de faibles vents au voisinage du sol. Il est moins fréquent que sur les Hautes-Côtes (70 à 80 jours / an), mais plus dense et plus durable.

8.1.3. L'enneigement.

Dijon-Longvic présente une période d'enneigement assez importante : en moyenne 20 à 25 jours par an pour la période 1961-1990, s'étalant sur au moins 4 mois, avec un maximum en Janvier (6 jours). L'enneigement excède rarement 20 cm.

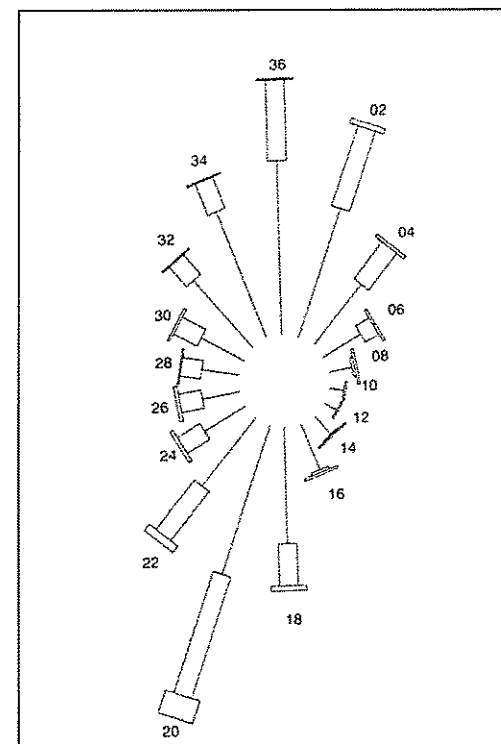
8.1.4. Les températures.

Collonges-lès-Premières s'inscrit également dans la zone thermométrique ayant pour référence la station de Dijon-Longvic.

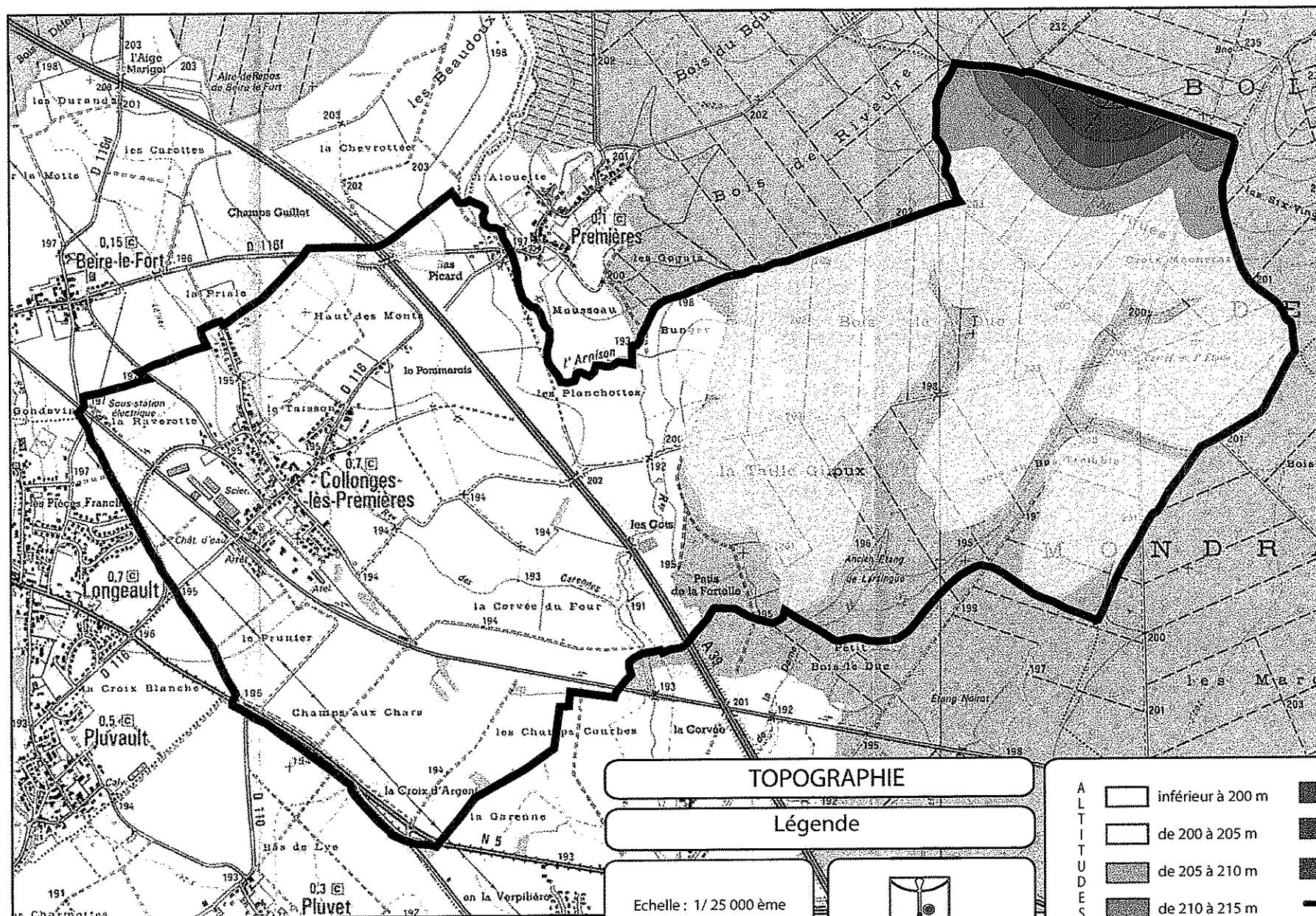
L'amplitude thermique entre le mois le plus chaud et le mois le plus froid est de plus de 15°C. Cette amplitude importante est le reflet d'un climat de type semi-continentale.

8.1.5. Les vents.

Les *vents dominants* en fréquence et en intensité (station de Dijon) viennent des secteurs Sud-Ouest (81 jours par an) et Nord (86 jours par an), et soufflent rarement en tempête.



REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES



TOPOGRAPHIE

Légende

Echelle: 1/ 25 000 ème



A L T I T U D E S		inférieur à 200 m		de 215 à 220 m
		de 200 à 205 m		de 220 à 225 m
		de 205 à 210 m		supérieur à 225 m
		de 210 à 215 m		Limite communale

8.2. LA TOPOGRAPHIE.

La commune de Collonges-lès-Premières est localisée dans la partie septentrionale de la dépression bressane. Cette région se caractérise par une topographie molle ; elle correspond à la partie orientale d'un bassin d'effondrement tertiaire ; un lac occupait le territoire bressan à la fin de l'ère tertiaire puis s'est retiré progressivement en déposant des grandes épaisseurs d'alluvions et en laissant place à de vastes marécages.

Collonges-lès-Premières se situe dans la plaine de la Tille, plaine à fond plat, très ouverte. Le relief de la commune de Collonges est donc celui d'une basse plaine alluviale où la topographie est proche de la planéité parfaite.

Le relief est globalement uniforme avec une pente de 0,1% vers le Sud-Ouest et l'altitude moyenne se situe à la cote de 195 m (NGF). Le relief est relativement peu marqué, sauf en limite Nord-Est du territoire communal dans le bois de Mondragon où l'altitude peut s'élever jusqu'à plus de 225 m..

8.3. GÉOLOGIE

8.3.1. La géologie.

(données extraites de la carte géologique au 1/50 000^e de Dijon - BRGM)

La commune de Collonges-lès-Premières appartient à la partie Nord du fossé bressan et plus précisément à la partie méridionale de la plaine alluviale de la Tille.

Le fossé d'effondrement bressan a été comblé au tertiaire par des formations continentales, puis au Plio-Quaternaire par des complexes alluviaux. Les derniers dépôts du Quaternaire sont constitués de graviers, de galets et de limons argileux.

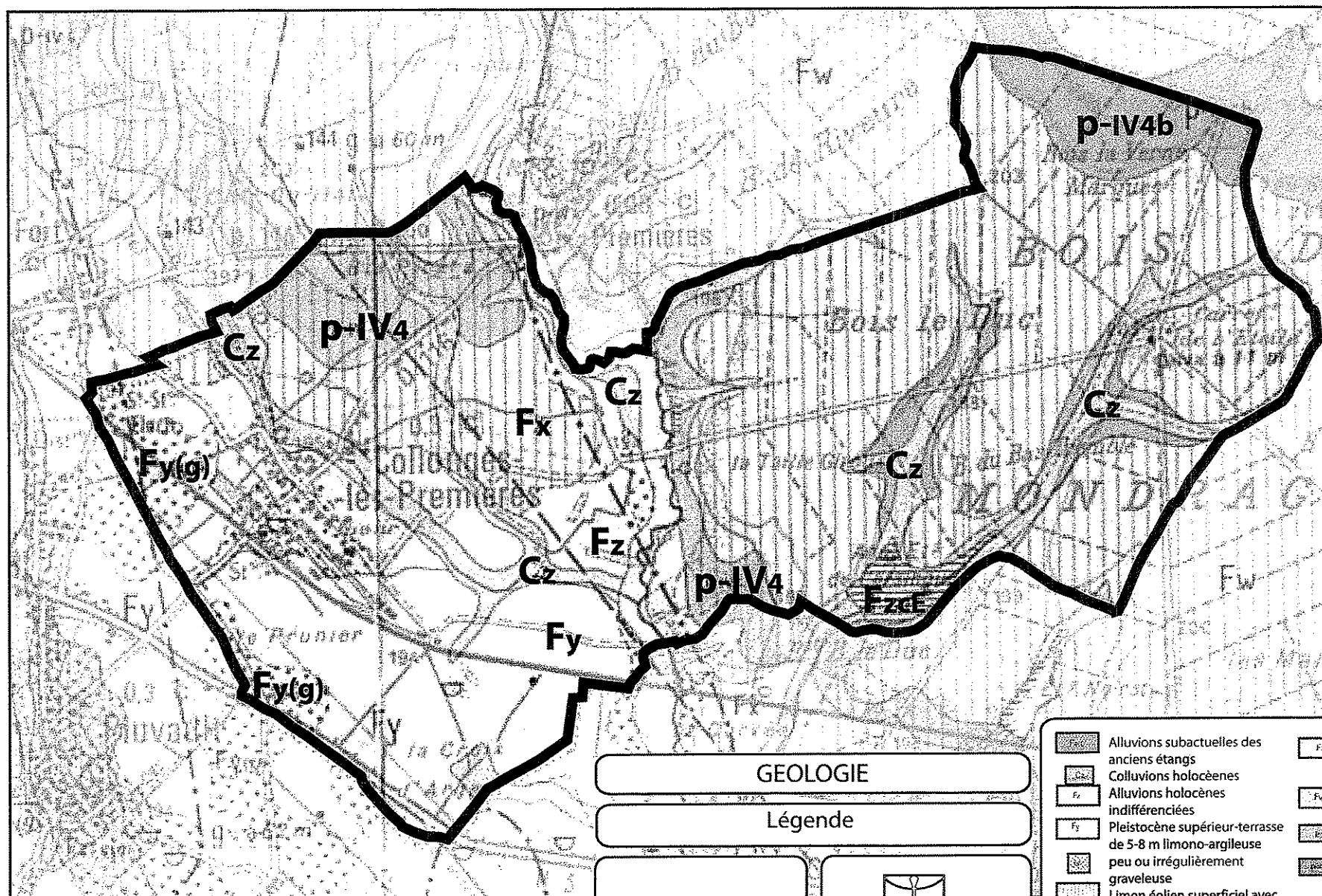
D'après la carte géologique au 1/50000 de Dijon, le territoire communal est constitué au Nord d'une série argilo-limoneuse non-carbonatée datant du Pléistocène moyen qui laissent place plus au sud à des limons argileux bruns non carbonatés datant du Pléistocène supérieur. Collonges-lès-Premières est en outre traversé par des colluvions holocènes non-Calcaires. Ils proviennent de l'altération des formations environnantes qui ont été entraînées par les eaux sur de faibles distances avant de s'accumuler au bas des pentes et de s'enrichir en matières organiques.

On observe donc les formations suivantes, des plus récentes aux plus anciennes :

→ Colluvions holocènes (Cz)

Dans le massif villafranchien de la forêt de Longchamp et de la butte de Tart, les petites vallées le plus souvent occupées par des cours d'eau non permanents et les bas de pentes en bordure des massifs ont contribué à l'accumulation de

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES



GEOLOGIE

Légende

Echelle : 1/ 25 000 ème



- | | | | |
|--|--|--|--|
| | Alluvions subactuelles des anciens étangs | | Pleistocène moyen-terrasse de 15-17 m argilo-limoneuse |
| | Colluvions holocènes | | Terrasse de 27-32 m argilo-limoneuse |
| | Alluvions holocènes indifférenciées | | Villafranchien inférieur indifférencié |
| | Pleistocène supérieur-terrasse de 5-8 m limono-argileuse peu ou irrégulièrement graveleuse | | Formation de Marsannay 1 - niveau sableux de base |
| | Limon éolien superficiel avec indication de la formation recouverte | | Failles apparentes ou masquées |

sédiments provenant de l'altération des formations environnantes et entraînés par les eaux sur de faibles distances. Ces sédiments ont été transportés sur forme de petits agrégats et ont conservé, au sein des agrégats, les caractères physiques de la roche originelle ; ils se sont accumulés en bas de pente sur des épaisseurs plus ou moins importantes en s'enrichissant en matières organiques : ce sont les colluvions. Sur le territoire de Collonges-lès-Premières, les colluvions rencontrées sont non calcaires.

→ Terrasse de 15 à 17 m argilo-limoneuses (Fx)

Cette formation datant du Pléistocène moyen est formée par une série argilo-limoneuse non carbonatée.

→ Terrasse de 5 à 8 mètres argilo-limoneuse (Fy)

Au Sud du village, on trouve les terrains les plus anciens, datant du Pléistocène supérieur (1,6 Ma) ; ils correspondent à une terrasse s'élevant de 5 à 8 mètres au-dessus de la basse plaine alluviale. Ce sont des limons argileux bruns, non carbonatés, pouvant atteindre plusieurs mètres d'épaisseur, et reposant sur des graviers et des sables grossiers calcaires à légère matrice argileuse ou argilo-sableuse, dont la base peut atteindre 7 à 8 mètres au-dessous de la basse plaine alluviale. La terrasse montre à sa partie supérieure des sédiments plus limoneux d'aspect loessique, d'apport éolien. Les gravières ouvertes à Genlis et à Tréclum dans ces terrains ont révélé des restes de Mammouth (race sibérienne), Rhinocéros laineux, cheval, Cerf Elaphe.

8.3.2. Le contexte pédologique.

La carte pédologique de Dijon au 1 / 100 000^e montre trois principaux types de sols sur la commune :

- Des sols peu évolués d'apport alluvial,
- Des sols calcimagnésiques,
- Des sols brunifiés.

→ Des sols peu évolués d'apport alluvial.

Au niveau de l'axe central de la commune, on trouve des sols alluviaux hydromorphes qui sont caractérisés par la présence d'une nappe d'eau fluctuante, qui affecte une bonne partie du profil pendant la saison humide de l'automne à la fin du printemps. Plus précisément, il s'agit des sols argileux des alluvions récentes de l'Arnison.

→ Des sols calcimagnésiques.

Les terrains de la partie Sud du territoire communal sont des sols bruns calciques épais. Ce sont des sols argilo-limoneux profonds sur cailloutis calcaires des basses terrasses des Tilles.

Ces sols profonds et sains, à bonnes réserves hydriques, constituent d'excellents sols agricoles.

→ Des sols brunifiés.

Le Nord du territoire communal est composé de sols bruns lessivés caractérisés par le fait que les phénomènes de brunification et de lessivage coexistent en raison de conditions favorables : sol aéré, peu acide et milieu biologiquement actif. Les sols bruns lessivés rencontrés sont les sols limono-argileux des basses terrasses et des pentes bordant les massifs forestiers de la plaine.

Ces sols possèdent un profil profond, sans fortes discontinuités, largement utilisable par le système racinaire, de bonnes possibilités de réserves en eau et en éléments fertilisants. Ce sont de bons sols de culture à forte potentialités.



Communes

- Ceptages 12_03.shp

Périmètres

- Périmètres immédiats
- Périmètres rapprochés
- Périmètres éloignés

Classes de vulnérabilité des eaux souterraines

- 1: V très forte
- 1a: V très forte
- 1b: V très forte
- 2: V forte à moyenne
- 2a: V forte à moyenne
- 2d: V forte à moyenne
- 3: V moyenne à faible
- 3b: V moyenne à faible
- 3d: V moyenne à faible
- 3e: V moyenne à faible
- 3ec: V moyenne à faible
- 4: V faible

Nappes prioritaires

- Seine aval
- Seine amont
- Brègne
- Vignolles
- Meuzin
- Dijon Sud
- Tille
- Val de Saône

formations alluviales sans recouvrement argileux

aquifères multicouches sablo-argileux

Tille

Première

Ploegre

N

8.4. LES ÉCOULEMENTS SOUTERRAINS ET SUPERFICIELS.

8.4.1. L'hydrogéologie.

(données extraites de la carte géologique au 1/50 000^e de Dijon - BRGM)

En raison de la prédominance des faciès argilo-limoneux dans les formations quaternaires et de l'épaisseur importante de ces formations, les ressources en eau souterraine de cette partie Nord de la Bresse sont limitées et se subdivisent en deux niveaux principaux :

→ Les nappes profondes.

Ce sont les nappes contenues dans les graviers du Villafranchien.

Sur la zone d'étude ces formations n'affleurent pas ; toutefois, il existe une nappe de la vallée « villafranchienne » de la Tille reconnue par des études géophysiques et des sondages de Remilly-sur-Tille à Champdôtre. Elle est présente à l'extrémité Nord-est de la commune. Cette nappe, profonde et bien protégée par des niveaux argileux imperméables, semble alimentée uniquement par l'amont dans la région de Beire-le-Châtel. La vallée suit sensiblement le cours de la Tille et semble se rattacher à deux vallées secondaires, mais également à la nappe des graviers de la base de la formation de Saint-Cosme, au Sud, elle-même en contact avec la nappe des alluvions de la Saône. Les eaux, dures, ont un faciès bicarbonaté calcique, avec des teneurs en fer souvent notables.

→ La nappe superficielle.

Elle est contenue dans les alluvions sur lesquelles s'écoule La Tille. Elle est donc bien représentée, mais localisée dans les zones basses (à proximité de la Tille) et de puissance souvent réduite.

Les alluvions holocènes de la plaine alluviale de la Tille sont en effet d'extension relativement réduite par suite de la présence d'une bande d'alluvions du Pléistocène supérieur (couche moins perméable) qui sépare les alluvions récentes de la vallée de la Tille de celles de la Norge (marais des Tilles) se poursuivant au Sud par les alluvions de la vallée actuelle de l'Ouche.

Contenue dans un milieu graveleux très perméable, la nappe alluviale de la Tille n'a cependant qu'une épaisseur très réduite en fin de saison sèche. L'épaisseur de l'aquifère transmissif est faible, de 2.5 à 3.5 mètres, ce qui explique la très faible puissance de la nappe en période d'étiage. Les écoulements souterrains sont lents et la profondeur moyenne du toit de la nappe est voisine de 1,5 mètre sous le niveau du sol. L'ensemble des apports provient de l'infiltration des précipitations au droit de la plaine.

La vulnérabilité de la nappe est généralement forte. Cette nappe est ainsi mal protégée des pollutions en raison d'une couverture d'épaisseur réduite ; elle est d'ailleurs en relation directe avec la rivière. Elle est cependant utilisée pour l'alimentation en eau potable de certaines collectivités (Courtenon, Tart-le-Haut, Genlis, Champdôtre). D'un faciès bicarbonaté calcique, ses eaux sont dures.

En ce qui concerne Collonges-lès-Premières, les sols ne sont pas perméables en grand et la nappe présente donc une vulnérabilité aux pollutions moyenne à faible (Voir carte ci-jointe).

8.4.2. L'hydrographie et l'hydraulique.

(données extraites, pour partie, de l'« étude globale d'aménagement et de gestion des rivières du bassin versant de la Tille et de ses affluents. » datant de 1999).

⇒ Données générales sur le bassin versant de la Tille

La commune de Collonges-lès-Premières appartient en totalité au bassin versant de la Tille et de ses affluents. L'ensemble de ce grand bassin versant (1 110 km²), et les rivières elles-mêmes, constituent un espace hydrologique profondément modifié par les hommes. Au cours du temps, sur le bassin de la Tille, la main de l'homme a façonné l'ensemble du réseau à des fins économiques, sociales et culturelles (irrigation, forges, moulins, loisirs, extraction de matériaux alluvionnaires, pêche, ...).

Il n'est donc pas étonnant que l'évolution de ce réseau hydrologique complexe soit étroitement liée à l'évolution des activités. Notamment la disparition progressive de certaines d'entre elles (irrigation gravitaire, moulins, ...) et le développement de certaines autres (rejets polluants, assainissement, urbanisation des zones inondables, ...) a pour conséquence d'entraîner un certain nombre de dysfonctionnement sur l'ensemble du réseau (qualité des eaux, hydrauliques, ...).

La Tille naît de la confluence d'un ensemble de petites rivières de même nom (ruisseau des Tilles, Tille de Buisnières, Tille de Villemervry, Tille de Villemoron) à Cussey-les-Forges. Affluent rive droite de la Saône, elle draine un bassin versant de l'ordre de 1 100 km², limité au Nord par le plateau de Langres, à l'Ouest par les sommets de Saint-Seine-l'Abbaye et l'agglomération dijonnaise, puis à l'Est par la plaine

alluviale de la Saône. La quasi-totalité de la superficie drainée se situe en Côte d'Or, seule l'extrémité Nord-Est fait partie de la Haute-Marne. D'une orientation Nord-Sud, le bassin versant de la Tille présente une forme évasée se resserrant nettement à l'aval de Lux.

L'amont du bassin correspond au rebord Est du plateau de Langres, les cours d'eau sont situés au fond de vallées encaissées dans les plateaux calcaires (sièges d'importantes circulations karstiques) jusqu'à Echevanne et Til-Chatel où la Tille et l'Ignon, un de ces principaux affluents, confluent. La Tille s'engage alors dans une vallée plus évasée et conflue à Lux avec la Venelle. La vallée s'élargit ainsi progressivement jusqu'à la Saône (complexe du bassin d'effondrement bressan).

En aval de Lux, la Tille est alimentée successivement par la Norge en rive droite, l'Arnison et le Crône en rive gauche. Elle conflue avec la Saône à une altitude de 180 m. NGF, à l'aval des Maillys, après un parcours total d'une centaine de kilomètres environ.

En amont, les rivières du bassin versant possèdent le plus souvent un caractère naturel ; mais la Tille s'artificialise rapidement vers l'aval : après Echevanne, Til-Chatel et Lux, et jusqu'à sa confluence avec la Saône, le cours de la Tille possède un caractère nettement anthropique. Les rivières de la partie inférieure du bassin versant, telles que la Norge et ses affluents, sont caractérisées par un cours très aménagé, voire totalement artificiel, notamment en secteur urbain.

Il existe sur le bassin versant un important chevelu de biefs, dérivations, fossés de décharge, déversoirs ... Ce réseau est témoin de l'aménagement séculaire :

- jusqu'au 19^e siècle, l'eau a été utilisée pour sa force motrice (forges, moulins), avec aménagement des biefs d'alimentation sur l'ensemble du bassin versant. De plus, à l'aval de Lux, la vallée de la Tille (ancien marais) a été assainie pour la mise en valeur agricole. Ces aménagements et la volonté de se protéger des inondations ont favorisé le recalibrage progressif des canaux d'alimentation des moulins qui sont devenus le cours d'eau principal.
- à partir de 1950, d'importants travaux de curage et de recalibrage (coupures de méandres sur l'ensemble du bassin versant) ont été menés pour augmenter la capacité hydraulique des cours d'eau et protéger les terres riveraines des crues. De plus, l'explosion démographique de l'Est dijonnais a occasionné l'aménagement des fossés en système d'assainissement pluvial.

La quasi totalité des cours d'eau du bassin versant de la Tille est confronté au problème de stabilité des berges et parfois d'incision du lit mineur. Ces phénomènes sont apparus suite aux travaux de recalibrage et de curages des cours d'eau effectués entre 1950 et 1970.

Les crues sont également une caractéristique générale du bassin versant de la Tille. En amont du bassin versant les problèmes d'inondations des lieux habités sont peu importants, mais en aval, la vulnérabilité des lieux habités en bordure de la Tille et de la Norge est réelle, et accrue par le manque d'entretien des fossés de décharge, la saturation du réseau d'assainissement (dans l'Est dijonnais notamment où

des bassins écrêteurs devraient être mis en place), la mauvaise coordination des vannages et la vétusté de certains ouvrages (barrages à aiguilles notamment).

Parallèlement, les problèmes d'étiage sont importants sur l'ensemble des cours d'eau (excepté l'Ignon supérieur). Les causes sont diverses :

- à l'amont de Lux, la totalité de la Venelle et une partie de la Tille et de l'Ignon rejoignent la Bèze, ce qui provoque l'assèchement de la rivière,
- les travaux de recalibrage et de curage ont provoqué un abaissement de la nappe sur l'ensemble du bassin versant, ce qui a amplifié l'étiage,
- les pompages ne tiennent pas toujours compte de la ressource en eau disponible,
- la mauvaise gestion et l'abandon, ainsi que l'inadéquation des vannages et moulins, sont responsables d'un gaspillage du débit disponible.

On notera également des phénomènes d'eutrophisation excessive des cours d'eau sur l'ensemble du bassin versant, liés, notamment, à l'existence d'une forte pollution azotée.

ETUDE GLOBALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES RIVIERES DU BASSIN DE LA TILLE ET DE SES AFFLUENTS

TYPE ET DYNAMIQUE DES COURS D'EAU



SCENARIOS ENVIRONNEMENT
ETAPES ENVIRONNEMENT

0 3 6
Kilomètres



Tilles supérieures - l'aron - Norge amont

- Cours d'eau aménagés, mais sinuosité relativement préservée
- Erosion active et localement favorisée par le piélinement des bords
- Sédimentation sablo-caillouteuse saisonnière au niveau des méandres et stockage dans les biefs
- Lits majeurs étroits, zones inondables peu étendues

Venelle

- Cours d'eau peu aménagés, très sinueux et dynamique
- Méandres mobiles ayant tendance à se recouper
- Sédimentation sablo-caillouteuse saisonnière dans le lit mineur au niveau des méandres et des ouvrages
- Lits majeurs étroits, zones inondables peu étendues

Tille - Norgue

- Cours d'eau artificialisés, localement détournés du cours original
- Erosion active du lit (encassement) et des berges
- Sédimentation sablo-caillouteuse saisonnière au niveau des ouvrages
- Vaste lit majeur commun, zone inondable étendue mais limitée par l'A31 qui sépare Tille et Norgue

Crône - Armon

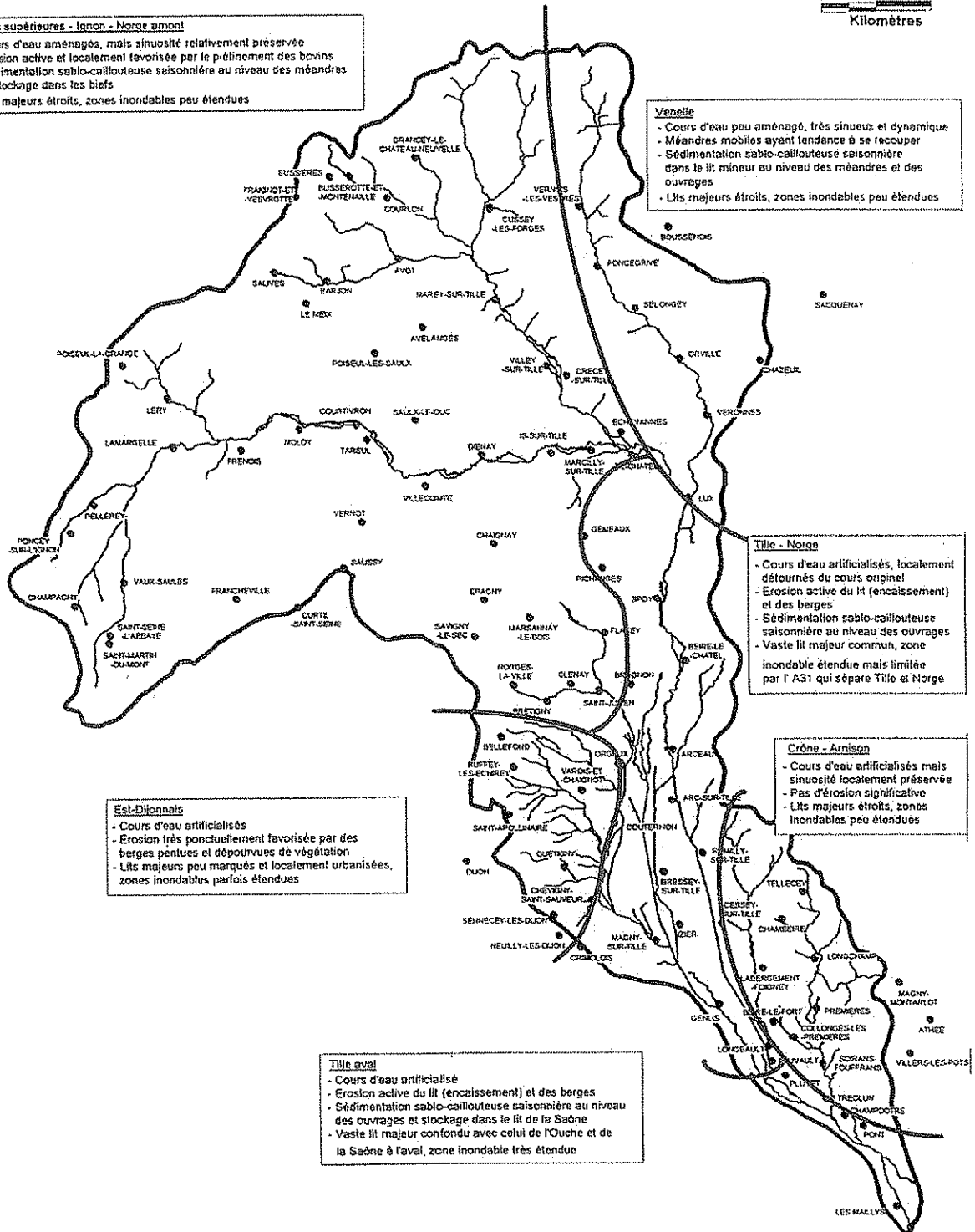
- Cours d'eau artificialisés mais sinuosité localement préservée
- Pas d'érosion significative
- Lits majeurs étroits, zones inondables peu étendues

Est-Dijonnais

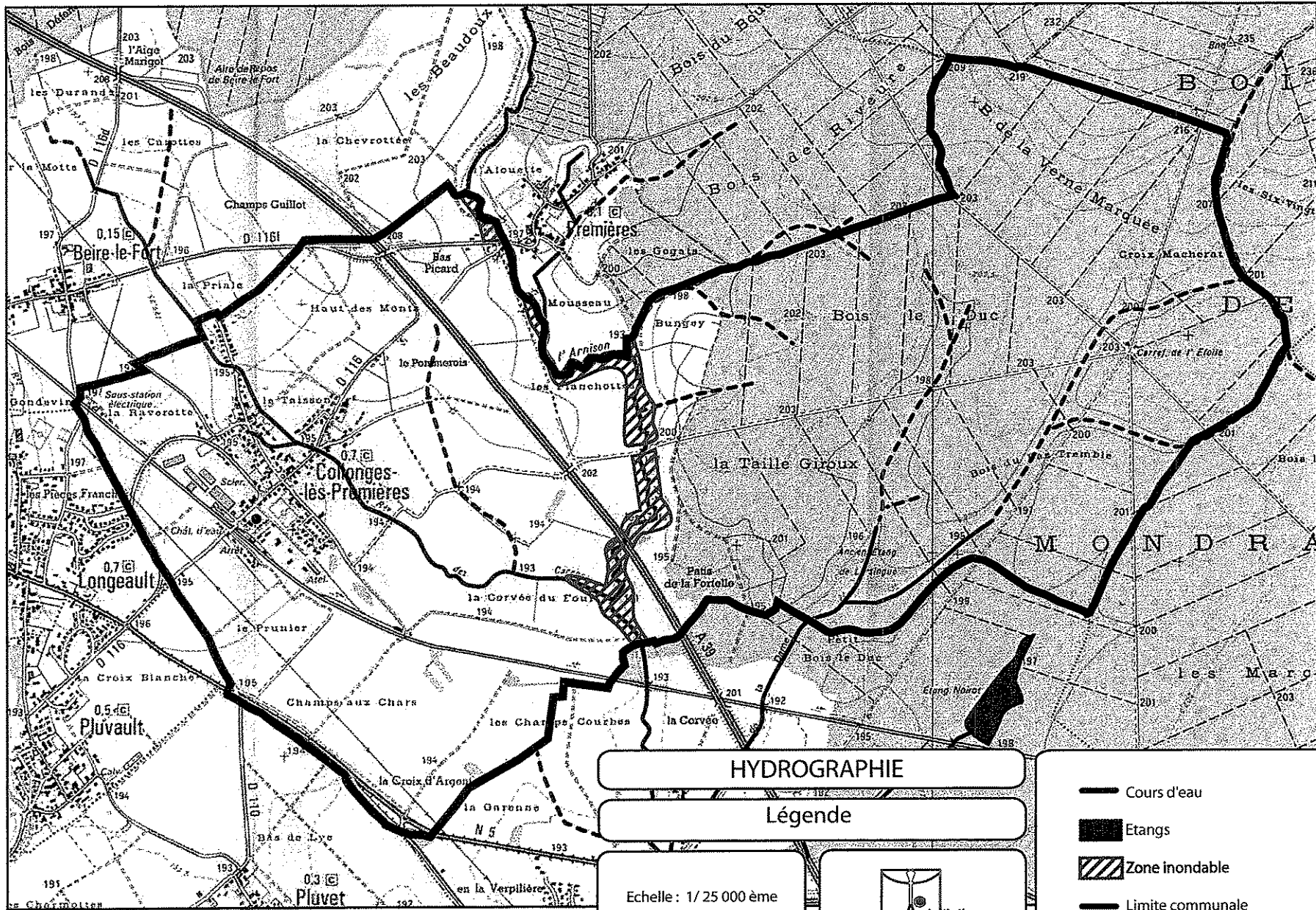
- Cours d'eau artificialisés
- Erosion très ponctuellement favorisée par des berges pentives et dépourvues de végétation
- Lits majeurs peu marqués et localement urbanisés, zones inondables parfois étendues

Tille aval

- Cours d'eau artificialisés
- Erosion active du lit (encassement) et des berges
- Sédimentation sablo-caillouteuse saisonnière au niveau des ouvrages et stockage dans le lit de la Saône
- Vaste lit majeur confondu avec celui de l'Ouche et de la Saône à l'aval, zone inondable très étendue



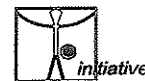
REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES



HYDROGRAPHIE

Légende

Echelle : 1/ 25 000 ème



- Cours d'eau
- Etangs
- Zone inondable
- Limite communale

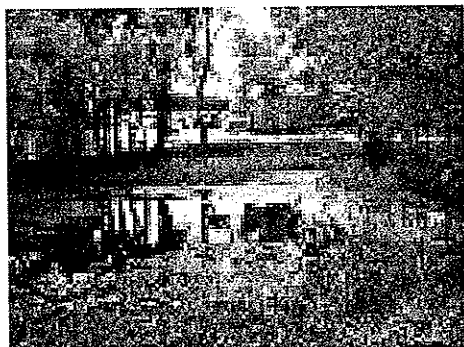
⇒ Le réseau hydrographique

Deux cours d'eau principaux s'écoulent sur le territoire communal :

→ Tout d'abord, la commune est traversée par le ruisseau des Carennas. Ce dernier prend sa source 2 kilomètres plus au Nord, sur la commune de Beire-Le-Fort. Il s'écoule du Nord-Ouest vers le Sud-Est avant de rejoindre le ruisseau de l'Arnison qui se jette dans la Tille 4 kilomètres plus en aval, au niveau de la commune de Champdôtre.

→ L'Arnison est un petit cours d'eau affluent de la Tille. Cette rivière prend sa source au Nord de la commune de Tellecey et qui conflue avec la Tille sur la commune de Champdôtre. Au niveau de son confluent, la rivière totalise une longueur d'environ 17 km pour un bassin versant de l'ordre de 55 km². Son bassin versant est occupé principalement par une agriculture intensive.

→ A noter la présence du creux de chien, vaste trou d'eau, au sein de la zone urbanisée.



⇒ L'hydrométrie et hydrologie

Aucune donnée n'est disponible en ce qui concerne le débit moyen de l'Arnison. Aucune station de mesure hydrométrique n'existe à ce jour pour cette rivière.

A Collonges-lès-Premières, le lit majeur de l'Arnison est étroit. La zone inondable est peu étendue. Elle touche dans une certaine mesure le hameau de l'hermitage, à côté de Premières. L'Arnison ne figure d'ailleurs pas à l'Atlas des zones inondables de Bourgogne.

⇒ Morphologie et qualité des cours d'eau

La qualité des eaux de l'Arnison est assez bonne (classe 1B) pour un objectif fixé à la classe 1A. L'eutrophisation est importante et provient d'une pollution diffuse d'origine agricole.

Le peuplement piscicole de l'Arnison est d'une qualité moyenne, l'habitat qu'offre le ruisseau est moyen et les potentialités sont faibles en raison de l'uniformisation du lit (talutage, curage).

Par rapport au contexte institutionnel, l'Arnison est classée rivière prioritaire dans la procédure de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Sur le plan piscicole, elle est classée en 2^{ème} catégorie. La police des eaux de la pêche est assurée par la DDAF.

Avec l'évolution de la législation qui fait apparaître notamment les notions de « globalité », « bassin versant » et « intérêt commun », les communes concernées se sont regroupées au sein d'un même syndicat. Depuis 1994, celui-ci rassemble 15

communes ce qui représente la quasi totalité du bassin versant. Le regroupement en syndicat traduit la volonté de mise en place d'une nouvelle politique de gestion des cours d'eau plus respectueuse du milieu naturel et de ses usages. Six ouvrages ont déjà été restaurés et un cycle d'entretien de trois ans a été mis en place avec la sectorisation des rivières en trois tronçons.

Plus récemment, le schéma d'aménagement de la Tille et de ses affluents ainsi que des études complémentaires (études géomorphologique, hydrologiques) ont été réalisées sur ce bassin versant. Ces études prennent en compte l'intérêt commun et mettent en évidence le fonctionnement et les déséquilibres majeurs des rivières. Elles précisent aussi les moyens à mettre en œuvre permettant de conserver, voire d'améliorer la qualité du milieu naturel, et la pratique de ses usages.

8.4.3. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Le secteur d'études appartient au bassin Rhône - Méditerranée - Corse, territoire Saône amont. Il est donc soumis aux orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux qui s'applique à ce périmètre et a été approuvé le 20 décembre 1996. Ce document est opposable au tiers pour les administrations.

Les dix orientations fondamentales du SDAGE sont :

1. Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution.
2. Garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usagers.

3. Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines.

4. Mieux gérer avant d'investir.

5. Respecter le fonctionnement naturel des milieux.

6. Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables.

7. Restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés.

8. S'investir plus efficacement dans la gestion des risques.

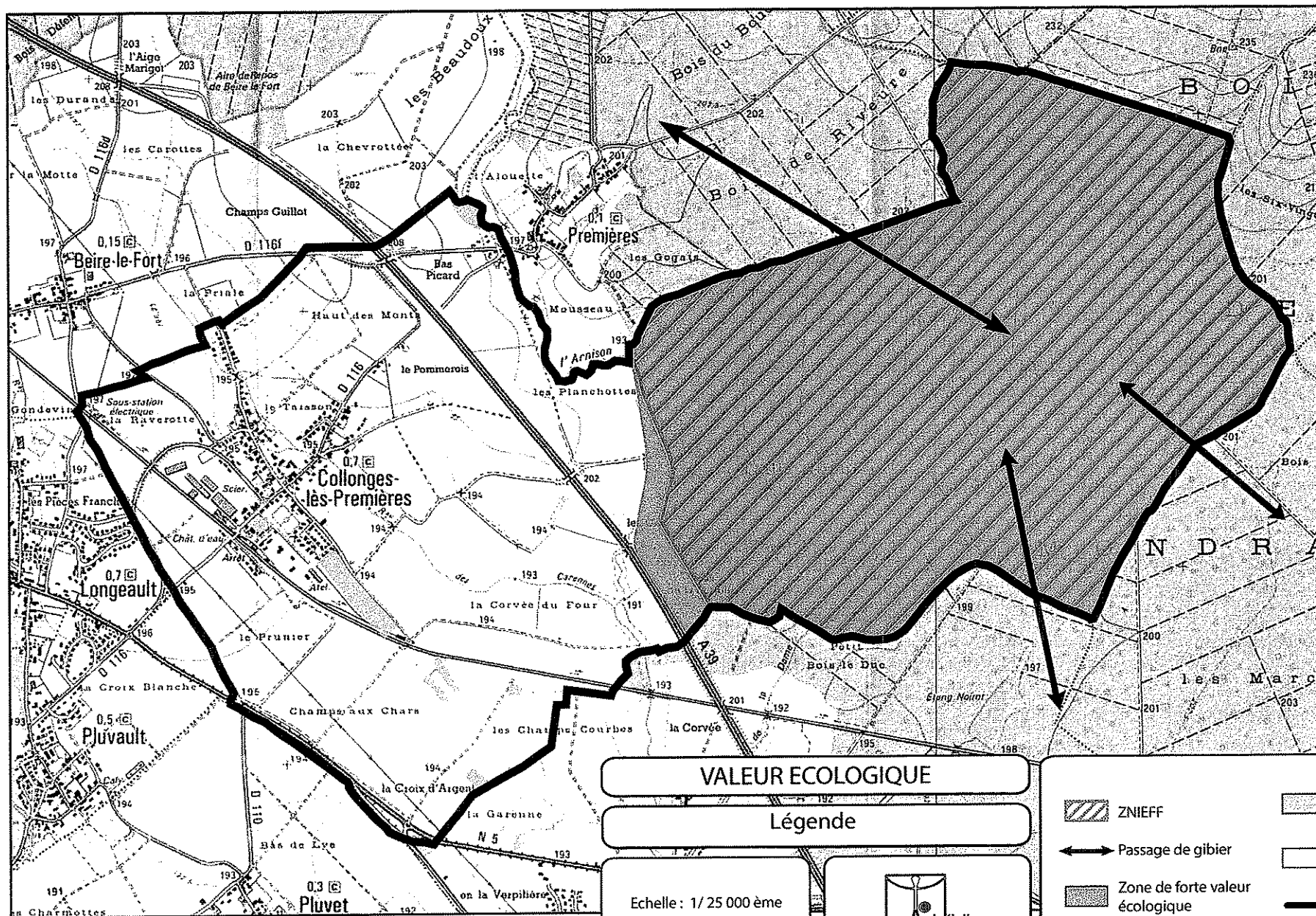
9. Penser la gestion de l'eau en termes d'aménagement du territoire.

10. Renforcer la gestion locale et concertée.

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) classe les cours d'eau du bassin versant de la Tille en rivières prioritaires eutrophisées.

A Collonges-lès-Premières, l'Arnison, situé dans un bassin versant de type intensif, connaît une eutrophisation importante qui dégrade le cours d'eau. L'aggravation de l'eutrophisation a conduit à proposer le bassin de la Saône comme zone sensible au titre de la Directive CEE sur le traitement des eaux résiduaires urbaines.

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES



9. MILIEU NATUREL

Le territoire de Collonges-lès-Premières est constitué de trois biotopes aux potentialités différentes. On peut distinguer :

→ Les cultures qui occupent l'Est de la plaine. Ces secteurs, voués principalement à la culture mais comportant quelques éléments arbustifs et arborés, accueillent divers micro-mammifères et servent de sites de chasse pour les rapaces.

→ Les bois qui sont représentés principalement par le bois du Mondragon et qui couvrent 440 ha environ. Seule une petite partie de cette forêt appartient à la commune (17 ha) et est soumise au régime forestier. Le reste est du domaine privé.

→ Les cours d'eau bordés d'une ripisylve rare mais entretenue.

Après consultation de la Direction Régionale de l'Environnement, il s'avère qu'une Zone naturelle d'Intérêt Ecologique et Floristique est répertoriée sur le territoire communal.

9.1. BOISEMENTS

Du fait de l'absence de relief et de la présence de vastes parcelles cultivées, ces boisements marquent fortement le paysage.

9.1.1. Flore

Les boisements de plaine sont essentiellement des chênaies-charmaies ; le cortège floristique est composé d'espèces indiquant un milieu à humidité normale, sans excès et plutôt enrichi au niveau des lisières. La forêt de Longchamp, massif de plaine, est donc une chênaie-charmaie avec du Tilleul à petites feuilles.

Des espèces pionnières telles que le Robinier faux acacia et le Prunellier ont tendance à envahir les milieux.

L'acidité des sols explique la présence de Callune en certains endroits localisés.

La dynamique naturelle de ces milieux évolue vers l'aulnaie-frênaie et la chênaie pédonculée, frênaie à charme.

Plus précisément, le bois de Mondragon est essentiellement formé de taillis sous futaie de chênes en conversion. Il comprend toutefois des zones à frênes dominant, notamment au niveau de l'ancien Etang de Larsingue qui constitue une zone humide plus propice au développement de telles essences. Une plantation de frênes et d'aulnes a été opérée à la lisière du massif. Il correspond au reboisement des terres agricoles suite à la construction de l'autoroute 39 sur le territoire communal.

9.1.2. Faune

● Les oiseaux constituent la classe de vertébrés la plus diversifiée de ces milieux. On note :

→ Des espèces fréquentant le feuillage, soit au niveau des arbustes (Troglodyte, Rouge-gorge, Fauvette à tête noire, Fauvette des jardins, Pouillot véloce, Merle noir,...), soit au niveau de la strate arborescente (Roitelet triple bandeau, Pinson des arbres, Mésange nonnette, Bouvreuil, Pigeon ramier,...).

→ Des espèces arboricoles exploitant les écorces des troncs et des basses branches (Sittelle, Grimpereau, Pic épeiche) qui sont favorisées par la présence de vieux arbres sur lesquels vivent de nombreux insectes. Les espèces des peuplements ouverts sont nombreuses au niveau des lisières (Pic vert, Pipit des arbres, Mésange charbonnière, Verdier, Etourneau, Linotte mélodieuse, Rouge-queue noir,...).

→ Les rapaces sont représentés par la Buse variable, l'Epervier d'Europe, le Faucon crécerelle pour les espèces diurnes.

● *Les mammifères* sont représentés par le Renard, le Blaireau, l'Ecureuil, la Fouine, le Chat sauvage. Le Chevreuil peut trouver des zones refuges intéressantes dans les zones de taillis et dans les fourrés. Le Sanglier est signalé de passage.

Les milieux boisés sont également favorables aux micro-mammifères (dont la Musaraigne pygmée, le Léroty, le Muscardin, le Campagnol roussâtre).

9.2. MILIEUX OUVERTS

Les milieux ouverts sont exclusivement représentés par des parcelles en labour. Les prairies sont quasiment inexistantes. Elles sont surtout localisées au Nord en limite de bois.



Parcelle en labour



Prairie à la limite du bois de Mondragon

9.2.1. Flore herbacée et arbustive

→ Les espèces mésophiles

Il s'agit d'espèces croissant dans des milieux moyennement à bien drainés qui possèdent une large amplitude trophique. On les trouve exclusivement en bordure des parcelles agricoles, des chemins et des routes.

Parmi les principales espèces, on trouve :

- l'Achillée aux mille feuilles,
- la Brunelle commune,
- le Dactyle aggloméré,
- la Berce,
- la Potentille rampante,
- le Gaillet commun,
- le Plantain lancéolé,
- le Plantain intermédiaire,
- le Trèfle des prés,

- la Cardamine des prés,
- la Luzule champêtre,
- la Gesse printanière...

→ On trouve aussi des espèces méssicoles et de nombreuses nitrophiles avec :

- l'Ortie dioïque,
- la Violette blanche,
- la Stellaire holostée,
- la Violette hérissée,
- le Lamier blanc,
- la Cardamine hérissée,
- la Véronique à feuilles de Lierre...

9.2.2. Faune

→ Les espaces de lisière :

Les espèces caractéristiques des lisières forestières sont :

- le Pic vert,
- le Pipit des arbres,
- le Pinson des arbres,
- le Gobe-mouches gris,
- le Rouge-queue noir,
- le Serin cini,
- la Locustelle tachetée,
- le Chardonneret,
- le Faucon crécerelle,
- la Pie bavarde.

→ Les espaces agricoles :

Parmi les oiseaux caractéristiques des terres agricoles, on note l'Alouette des champs, le Traquet tairier et pâtre, le Bruant jaune, la Perdrix grise. Les espaces dégagés sont fréquentés par plusieurs Corvidés, dont le Corbeau freux.

Le Héron Cendré est très présent sur le territoire communal. Les lagomorphes (Lièvre brun) et les rongeurs (Campagnol terrestre, agreste et des champs, Rat musqué) sont les mammifères les plus abondants.

Les carnivores sont représentés par le Renard et probablement la Belette. Les insectivores, dont le Hérisson, la Taupe et plusieurs espèces de Musaraigne, vivent dans les secteurs de lisière.

9.3. LES COURS D'EAU

9.3.1. Flore

L'Arnison se caractérise par l'absence d'une ripisylve significative. Cette rivière est ainsi bordée d'une ripisylve rare mais entretenue. Si les berges sont dépourvues de ripisylve, c'est parce qu'elles sont dans la plupart des cas (et notamment dans le cas de Collonges-lès-Premières) occupées par l'agriculture jusqu'en bordure du lit mineur. Son lit est souvent envahi de végétation hydrophile mais bien entretenue dans l'ensemble.



L'ARNISON

9.3.2. Faune

Population piscicole : au regard des données issues du Schéma Départemental de Vocation piscicole de Côte d'Or approuvé par arrêté préfectoral du 19 janvier 1993, le peuplement piscicole de l'Arnison est d'une qualité moyenne c'est-à-dire évoluant vers un déséquilibre indiquant un début de dégradation. Au niveau de sa confluence avec la Tille, sa qualité se dégrade et devient médiocre, avec un peuplement piscicole peu diversifié et surtout nettement inférieur aux potentialités du milieu considéré, avec prolifération d'espèces peu sensibles à la pollution.

9.4. LES ZONES DE PROTECTION DE LA NATURE : ZNIEFF

La commune est concernée par l'existence d'une ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) de type II :

- ZNIEFF de type II : Forêt de Longchamp, d'une superficie totale de 1200 ha.

Une zone naturelle d'intérêt écologique, Floristique et Faunistique de type II est un territoire composé de grands ensembles naturels (vallées, plateaux, massifs forestiers, landes,...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. La forêt de Longchamp est une zone inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Ce vaste massif forestier de la plaine de la Saône, s'étend au Nord de la confluence de la Tille. Il est parcouru de petits ruisseaux qui alimentent une douzaine d'étangs. Il comporte des

groupements forestiers variés liés à la plus ou moins grande humidité des sols sur lesquels se développe une chênaie aux arbres exploités en futaie et taillis sous futaie. Localement, on observe, ce qui est exceptionnel dans ce secteur du département, des stations de chênaie acidiphile sur des sols lessivés.

Les caractéristiques du milieu sont les suivantes :

→ Installé sur des limons argileux de la dépression bressane, la forêt de Longchamp est une chênaie-charmaie avec du Tilleul à petites feuilles. L'acidité des sols en tâches localisées explique la présence de Callune. Les parties basses, plus humides, sont favorables au Frêne et à l'Aulne, un groupement inscrit dans la Directive Habitats (la Directive européenne de 1992 qui a pour objet la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages, sur le territoire européen) parmi les milieux naturels à préserver en priorité.

→ Cette zone comporte plusieurs étangs (Grand Etang, Etang Neuf,...) qui possèdent des ceintures de végétation aquatique avec des saulaies périphériques faisant la transition avec le massif forestier. Des plantes rares en Bourgogne y croissent en particulier l'Hydrocharis des grenouilles.

→ Le massif forestier abrite une faune constituée du cortège des oiseaux cavernicoles liés aux cavités des arbres et des mammifères comme le Sanglier, le Chevreuil et le Chat sauvage. Les étangs accueillent de nombreux oiseaux : Héron pourpré nicheur dans les roselières avec les Rousserolles.

10. ANALYSE SPATIALE ET PAYSAGÈRE

10.1. LE CONTEXTE PAYSAGER

Au regard de la carte des paysages du Grand Dijon (Source DIREN BOURGOGNE), Collonges-les-Premières se situe au point de rencontre des unités paysagères de la plaine de Genlis et de la Plaine de Mirebeau.

→ **La plaine de Genlis** est située à l'Est du département de la Côte d'Or et s'étend le long de la Tille, de Beire-le-Châtel à Brazey-en-Plaine. Cette unité repose sur des dépôts alluvionnaires et se situe à une altitude d'environ 200 m ; plusieurs rivières convergent sur cette zone : la Tille, la Norge et l'Ouche.

Caractéristique de la plaine de Genlis, le paysage est celui d'une vaste plaine à fond plat, très ouverte et largement dominée et marquée par les cultures agricoles. Les perceptions lointaines dominent. L'arbre y est constamment présent mais discret ; pleuplèraies et bandes boisées alternent avec les champs et cloisonnent ces grandes étendues. Le contact entre l'horizon et le ciel domine le paysage. Des cheminées, des pylônes, des bosquets, un château d'eau, un clocher, émergeant d'arbres rompent l'uniformité.

A l'Ouest, la côte viticole à la crête boisée barre la vue. A l'extrême Sud-Ouest, l'alignement des arbres du canal de Bourgogne structure le paysage.

L'habitat se groupe en village rayonnant autour de l'église. Quelques maisons à pans de bois et toit débordant annoncent la proximité de la Bresse.

→ **La plaine de Mirebeau**, plaine à culture, bois, et herbager, se situe à l'extrême Est du département de la Côte d'Or et s'étend entre la vallée de la Venelle et de la Vingeanne jusqu'à Auxonne.

Au Nord, il s'agit d'une plaine sur calcaire. Au centre, un placage d'argiles jaunes donne des sols plus fertiles. Au Sud, des sables et des argiles plus pauvres produisent des sols hydromorphes. De petites rivières, nord-ouest – Sud-Est, s'écoulent vers la Vingeanne et la Saône.

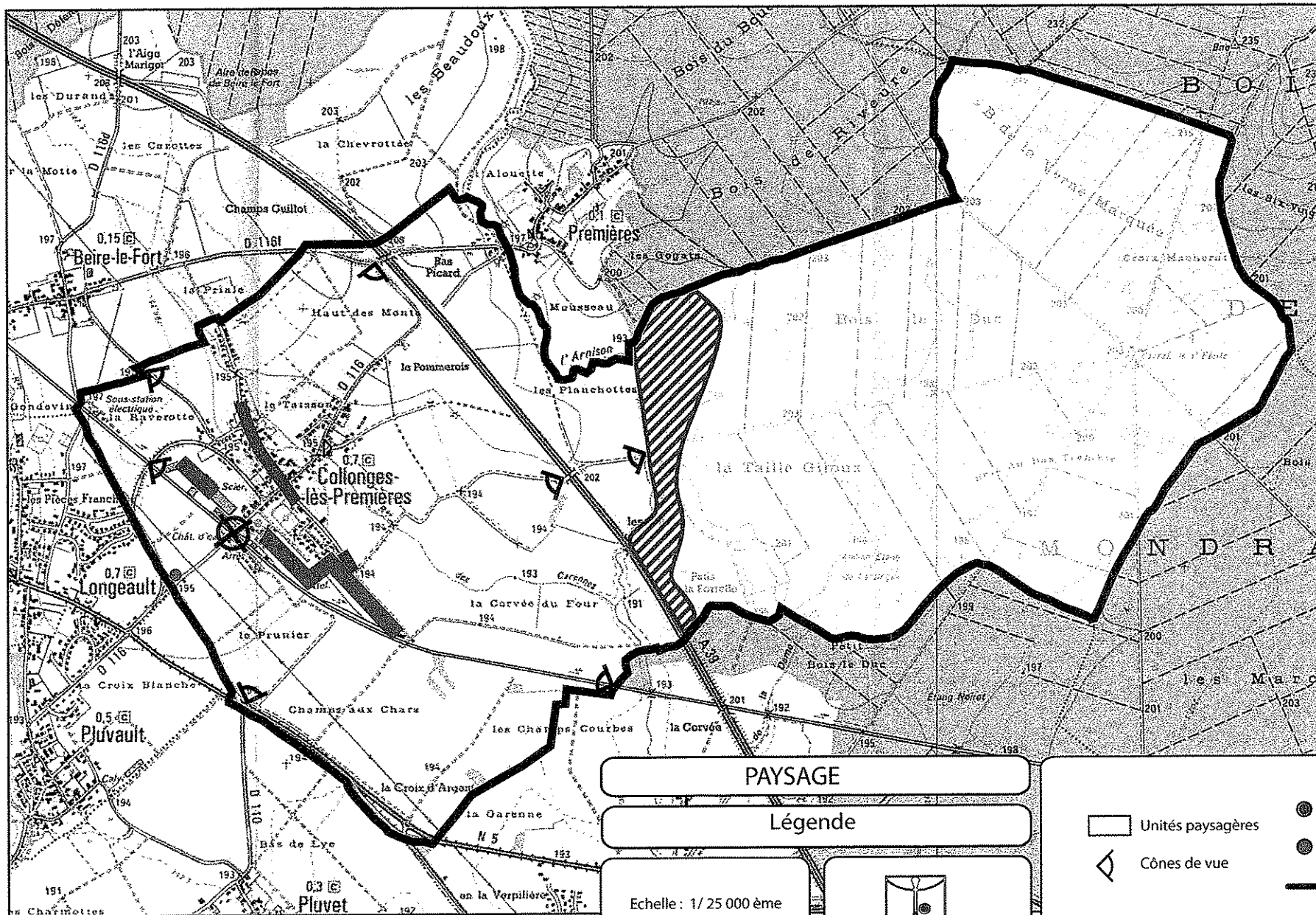
Cette unité se caractérise par un paysage de plaine ondulée où alternent, à des échelles différentes, des espaces de grandes cultures et des bois. Les champs de vision sont de quelques centaines de mètres. Des échappées laissent entrevoir la côte vers l'Ouest. Les clairières sont marquées par des murs de pierre, quelques enclos, des vergers. Des haies subsistent à proximité de friches. Les cultures sont animées par des alignements d'arbres et des bosquets. Des calvaires de pierre, parfois encadrés de deux arbres, signalent la croisée des chemins à l'approche d'un village.

Les petites vallées plus herbagées et arborées donnent un air plus champêtre et plus riant à la plaine.

Quelques fermes isolées se remarquent. L'habitat se groupe en village souvent accompagné d'un château. Des maisons à pans de bois et de brique se mêlent aux maisons de pierre.

Ainsi, il est possible de scinder le territoire de Collonges-lès-Premières en deux entités distinctes en terme d'appréhension paysagère :

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES



PAYSAGE

Légende

Echelle : 1/ 25 000 ème



Unités paysagères

Cônes de vue

Point positif

Point négatif

Limite communale

- La partie Sud-Ouest du village appartenant à l'unité paysagère de la plaine de la Genlis offre de grands espaces ouverts marqués par la culture.
- La partie Nord-Est du village appartenant à la plaine de Mirebeau, plus vallonnée, se caractérise par la présence de grands espaces boisés (bois de Mondragon).

10.2. LES ELEMENTS STRUCTURANTS LE PAYSAGE

A grande échelle, le paysage de Collonges-lès-Premières est ainsi structuré par les éléments suivants :

- La végétation essentiellement représentée par le bois de Mondragon.
- Le village, posé au milieu des cultures qui tranche dans le paysage agricole.
- L'urbanisme et les infrastructures routières par les coupures qu'ils peuvent provoquer notamment au niveau de l'autoroute A39, de la RN 5 et de la voie ferrée.

Ces différents éléments structurants découpent le paysage communal en différentes unités paysagères et sous-unités qui apparaissent lors d'une pénétration plus avancée dans le territoire.

10.3. LES UNITES PAYSAGERES

Pour un usager de l'espace (conducteur, piéton, randonneur, agriculteur...) en empruntant les différents chemins de la commune, il est possible de distinguer trois unités paysagères. Une unité paysagère correspond à un espace délimité présentant une cohérence, une ambiance, une couleur propre et définie. Des variations peuvent exister, on parlera alors de sous-unités paysagères.

→ Unité 1 : la forêt homogène (Nord-Est de la commune)

Le bois de Mondragon offre une vaste coupure forestière couvrant près de 440 ha du territoire communal.

Le paysage relativement ouvert de la plaine agricole débouche donc au Nord sur la lisière Ouest des bois de Mondragon.

→ Unité 2 : la plaine agricole (Sud-Ouest de la commune)

Cette unité couvre la quasi totalité de la partie Ouest du territoire communal. C'est un espace très ouvert, occupé par de grandes parcelles cultivées ou en labour. La végétation haute est quasiment inexistante. Cet espace uniforme et monotone offre des champs de vision assez vastes cependant arrêtés par les infrastructures routières d'importance traversant le territoire communal (A 39, RN 5) et les espaces bâtis situés au cœur des cultures. Ce secteur, voué à la culture, comprend cependant quelques éléments arbustifs et arborés (notamment des bosquets) qui arrêtent ponctuellement le regard.

→ Unité 3 : le village

Le village et le paysage bâti seront développé dans un chapitre particulier « Analyse urbaine ».



LA PLAINE AGRICOLE



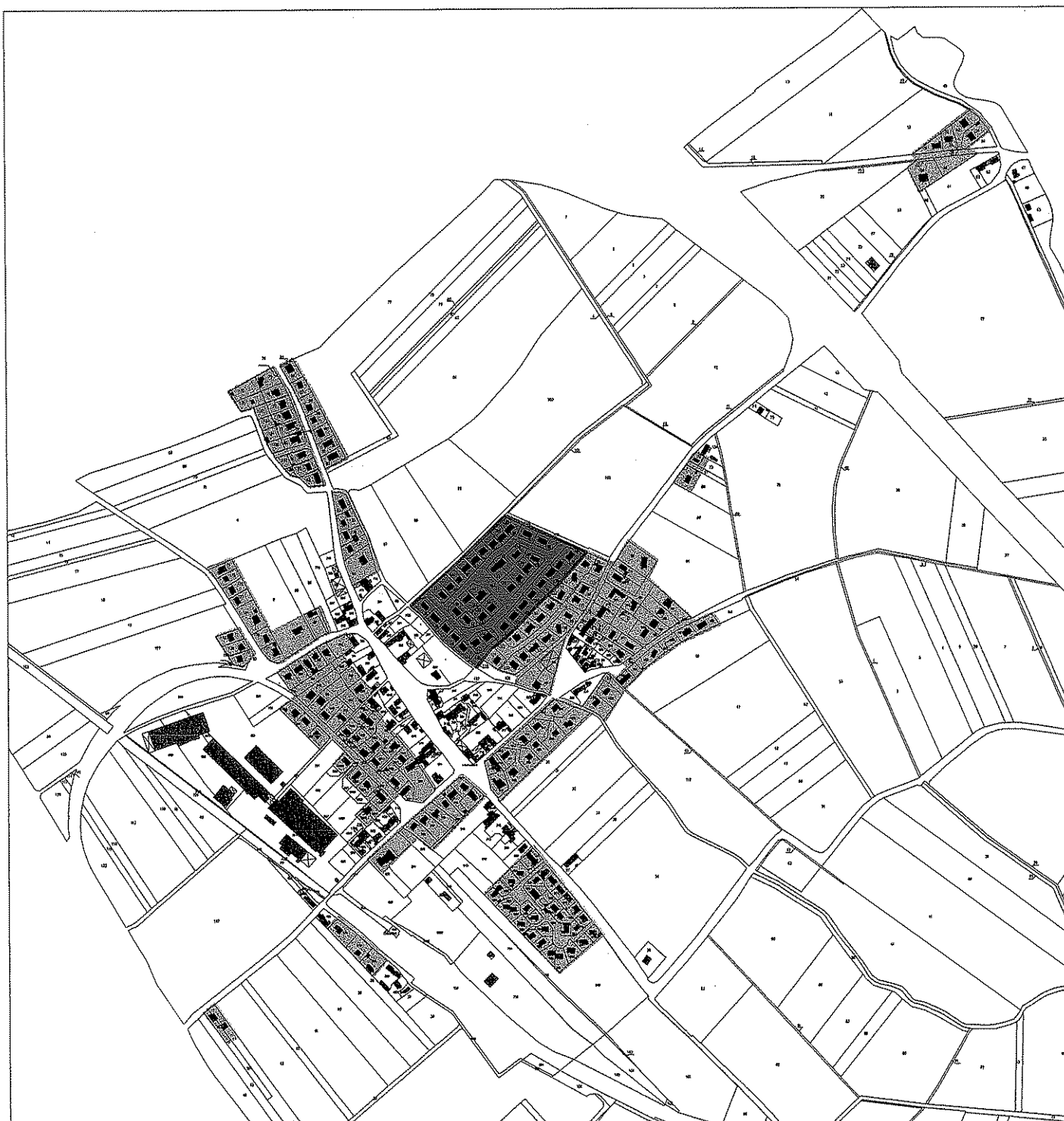
LE VILLAGE



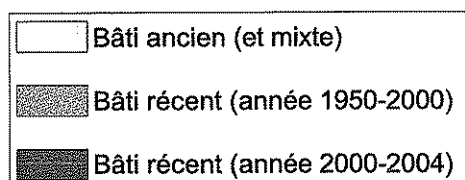
LE BOIS DE MONDRAGON

REVISION DU PLU DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES

Evolution du bâti



Echelle : 1 / 10 000 ème



11. ANALYSE URBAINE

Ce paragraphe a pour objet de faire apparaître l'évolution de l'urbanisation de la commune de Collonges-lès-Premières ainsi que les différentes typologies du bâti.

L'approche des entrées de village peut permettre en dernier lieu d'analyser le paysage urbain de façon dynamique (avec la progression de l'usager). Ces espaces constituent la première et dernière impression pour l'usager et correspondent souvent à des franges, des transitions soumises à des bouleversements rapides et parfois à des règles législatives (Loi Barnier, Article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme).

11.1. EVOLUTION DU BATI.

Le village de Collonges-lès-Premières se compose d'une entité urbaine groupée qui tend à s'étirer le long des voies routières (RD 116 notamment) et d'un petit hameau qui jouxte la commune de Premières. Le hameau de l'Hermitage entièrement tourné vers la commune de Premières forme donc une entité totalement indépendante. L'autoroute Dijon-Dole renforce la coupure entre le bourg et le hameau.

Le noyau ancien essentiellement regroupé le long de la rue de Beire-Le-Fort s'est vu compléter, conforter et développer par plusieurs lotissements récents (années 1950-2000). Le plus récent est le lotissement « La Croix d'Argent » situé au Nord de la commune, à l'Est de la rue Beire-Le-Fort et au Nord du chemin rural n°16, au lieu dit « Le Taisson ». Réalisé entre les années 2000 et 2004, il occupe un terrain d'environ 4 hectares et est composé de 39 lots.

11.2. LES TYPOLOGIES DU BATI.

11.2.1. Le bâti ancien

Le bâti du centre est typique des villages agricoles de la plaine dijonnaise : l'habitat est groupé mais peu dense et mêlé aux bâtiments d'exploitation. Le noyau ancien est en effet composé, outre des bâtiments communaux (mairie, école), des sièges d'exploitation des fermes de la commune ainsi que d'anciens bâtiments de ferme reconvertis en habitation. L'urbanisation est linéaire le long des axes de circulations (rue de Beire-Le-Fort principalement et RD 116). Le village ancien possède donc une forme allongée selon une orientation Nord-Sud. Il est traversé par le ruisseau des Carences.

Le parcellaire est formé de parcelles rectangulaires et assez grandes. Les constructions sont le plus souvent implantées à l'alignement des voies ; elles jouxtent souvent une limite séparative (surtout latérale), mais elles sont rarement mitoyenne. Il en résulte un bâti lâche et une faible densité urbaine.

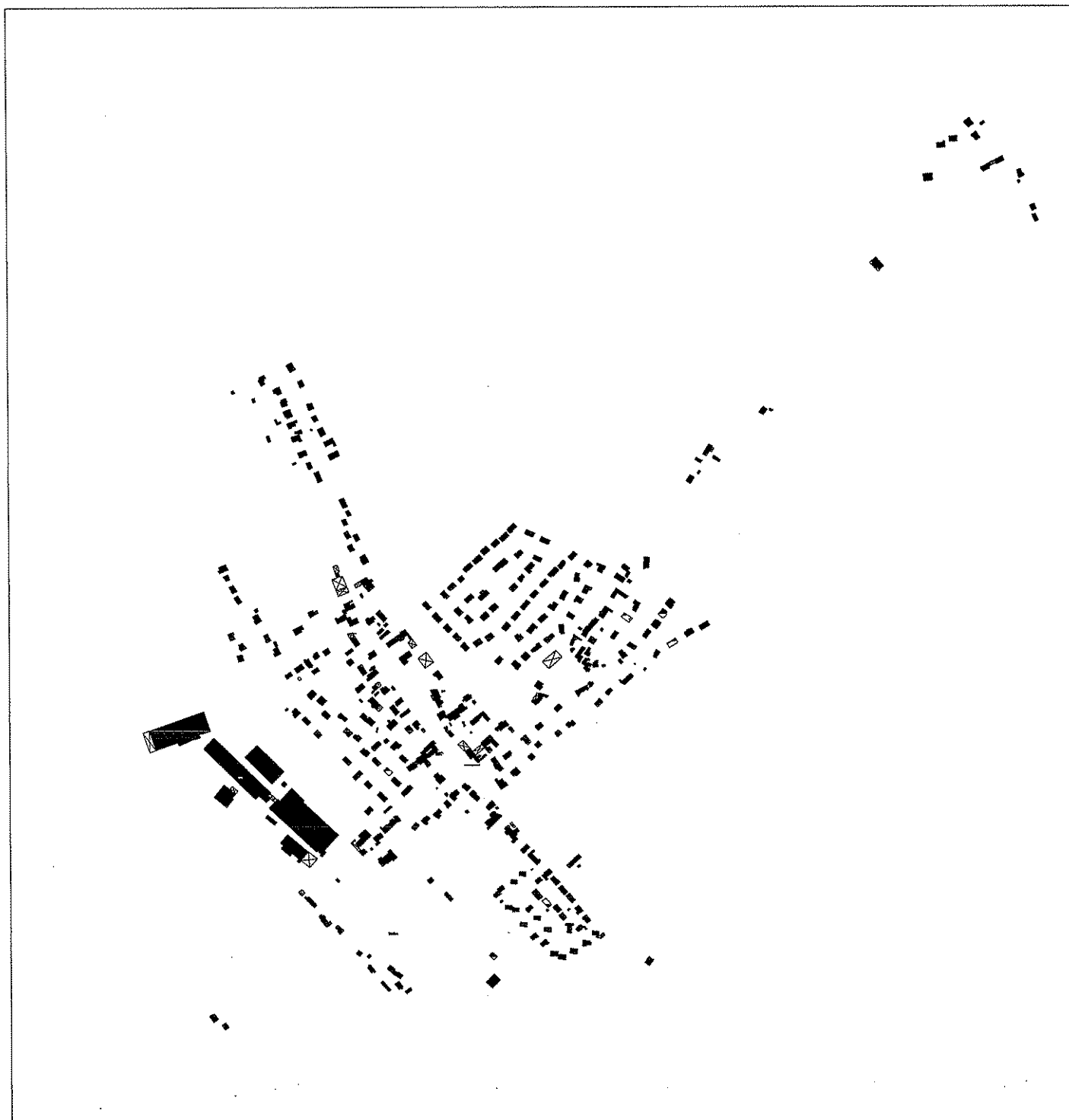
Le bâti ancien est particulier dans la mesure où il est souvent implanté perpendiculairement à la rue centrale avec un retour.

En ce qui concerne l'aspect du bâti ancien, les constructions sont de volumes simples, basses (un niveau+ combles, voire 2 niveaux) et longues. Les fermes sont les bâtiments les plus imposants et notamment les plus hauts.

Les toitures sont généralement à 2 pans, couvertes de tuiles de couleur rouge-brun à brun. Les ouvertures sur les toits (lucarnes et velux) sont quasiment inexistantes.

REVISION DU PLU DE LA COMMUNE DE COLLONGES-LES-PREMIERES

Espace bâti



Echelle : 1 / 10 000 ème

Les murs sont essentiellement constitués de pierres locales assemblées avec du mortier de chaux et de sable qui provient de l'érosion de ces mêmes matériaux. Sans enduit, la pierre peut souffrir et se désagréger. C'est pourquoi les murs de pierres sont généralement enduits : la parenté du matériau utilisé (chaux) avec celui constituant le mur (calcaire) permet un bon accrochage par réaction chimique. L'enduit reprend souvent la tonalité de la pierre locale de manière à se fondre dans le paysage.

Les baies sont plus hautes que larges, qu'il s'agisse de fenêtres, de petites baies d'évier (« borgnotte »), des portes ou des portails de grange. Le modèle le plus rencontré sur la commune est celui de la fenêtre à deux vantaux de trois vitres. L'encadrement des baies est soigné, en pierre de taille contre laquelle l'enduit vient mourir sans surépaisseur. Les teintes appartiennent quasi exclusivement à la gamme des gris et des beiges, éventuellement colorés par des terres (ocres jaune ou rouge, vert) ou du noir de fumée, et concernent tous les éléments en bois (fenêtres et portes-fenêtres, volets...).

Le maintien de la qualité du centre ancien passera par le respect ou la reprise des dispositions d'origine pour les constructions existantes, et par l'adoption de dispositions compatibles avec le cadre existant pour les constructions neuves.



BAIES ET ENCADREMENTS



Cette partie de la zone urbaine comporte beaucoup d'arbres, et un bâti de qualité.

11.2.2. Le bâti récent

Les extensions du village, sous forme d'habitat de type pavillonnaire, ont été réalisées :

- dans un premier temps, sur toute la périphérie Nord, Sud, Est et Ouest du bourg ancien,
- dans un deuxième temps, un lotissement a été aménagé très récemment au Nord du village au lieu-dit « Le Taisson »

L'urbanisation est relativement homogène respectant des principes d'implantation identiques. Les constructions récentes sont implantées :

- Au centre des parcelles de taille généralement moyenne et rectangulaires.
- En recul par rapport à l'alignement des voies.
- Parallèlement à la voie.

Les maisons sont généralement basses. Les toitures sont souvent à deux pans, couvertes de tuiles de couleurs rouges à bruns. Les ouvertures sur les toits sont très peu fréquentes.

11.3. LES ENTREES DE VILLE

→ Par la RD116 en provenance de Longeault : entrée principale.

Elle donne sur la zone d'activités ainsi que sur la voie ferrée. Le premier plan, composé d'une zone d'activité pour partie en

friche ou en mutation, offre une image négative de la commune. La RD116 formant une courbe à l'entrée de Collonges, un traitement de la voie par des plantations d'arbres à hautes tiges s'avère difficile car il réduirait la visibilité sur le carrefour marquant l'entrée de la commune. L'aménagement d'un carrefour plus conséquent servant de porte d'entrée pour la commune et de sortie pour les véhicules et poids lourds de la zone d'activités est envisagé.



→ Par la rue de Beire-Le-Fort en provenance de Beire-Le-Fort.

Cette entrée se caractérise par une route linéaire, l'absence de trottoirs (accotements herbeux) et d'alignement d'arbres, et par un habitat plutôt dispersé. On a un espace rural de petites routes de campagne où le piéton marche sur la route.

Or cette voie est une départementale qui est assez empruntée avec des possibilités de superposition piétons/véhicules importantes.

L'entrée est ici mal affirmée et manque de sécurité.





12. PATRIMOINE URBAIN ET ARCHEOLOGIQUE

12.1. CLASSEMENT DES MONUMENTS HISTORIQUES

La commune ne compte aucun monuments inscrits à l'inventaire des monuments historiques.

12.2. RECENSEMENT DES DECOUVERTES ARCHEOLOGIQUES CONNUES

Plusieurs sites archéologiques ont été recensés sur le territoire communal :

Liste des entités archéologiques :

001 : « Les Champs aux Chars », enclos circulaires et nombreuses traces, pour certaines bien circulaires, visibles sur clichés aériens.

002 : « La Croix d'Argent », cimetière mérovingien partiellement fouillé au XIXe siècle.

003 : « Les Gots » : des prospections au sol effectués lors des travaux préalables à la construction de l'autoroute A39, ont relevé la présence de céramique protohistorique.

004 : « Sous le Pré Neuée », structure quadrangulaire repérée par prospection aérienne.

005 : « Motte de Fourey », site castral médiéval, mentionné en 1366.

006 : « La Ressingle », motte féodale mentionnée en 1311, avec système hydraulique.

007 : « Le Prunier », vestiges protohistoriques découverts au sol, structures circulaires et quadrangulaire vues sur cliché aérien.

008 : « La Corvée du Four », des photographies aériennes mettent en évidence une grande enceinte trapézoïdale à fossés emboîtés avec de petites fosses internes et externes.

D'autres éléments patrimoniaux ou végétaux ont été estimés d'intérêt local d'après les relevés de terrains. Notons :

- le four,
- les fermes anciennes,
- les bandes enherbées.

**CHAPITRE II : DETERMINATION DES CHOIX
AYANT PERMIS D'ETABLIR LE PLU
(P.A.D.D. ET REGLEMENT).**

RAPPEL DES AXES DU PADD

L'objectif communal est double :

- ✓ Améliorer le cadre de vie et l'attractivité du territoire dans le respect du site et de l'environnement.
- ✓ Conforter et développer la dynamique économique.

Le PADD de la commune de Collonges-lès-Premières a pour ambition de traduire ces volontés. Il se décline en 4 orientations générales. Ces orientations ont été appliquées spatialement au territoire de la commune.

1°) Collonges-lès-Premières : un habitat groupé au développement maîtrisé

2°) Collonges-lès-Premières : la volonté de proposer des équipements et un cadre de vie de qualité

3°) Collonges-lès-Premières : un village à la force industrielle maintenue

4°) Collonges-lès-Premières : la prise en compte des particularités environnementales au cœur d'un nœud d'infrastructures.

Une pièce « **orientations des aménagements** » concernant les zones à urbaniser complète également le projet d'aménagement et de développement durable.

CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.

Les choix retenus pour établir ce P.A.D.D. sont issus des volontés communales et des conclusions des différentes études : étude d'environnement et de paysage et diagnostic socio-économique notamment.

Ils découlent également des réunions de travail avec les différents services administratifs, des réunions publiques et des observations apparues lors de la concertation. Ils dépendent des possibilités financières de la commune.

Ces choix sont expliqués dans les paragraphes suivants.

Le projet est également issu d'une analyse du POS en vigueur (datant de 1994). Il intègre également les principes de la loi SRU.

Rappel des principes de la loi SRU :

1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

2° La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles

et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

1. BILAN DU POS PRECEDENT

L'évolution de la commune a suivi les orientations du premier P.O.S. :

→ Le POS de 1994 n'avait prévu que des zones à urbanisation future NA strictement inconstructibles. Une modification a été réalisée afin d'ouvrir à l'urbanisation une de ces zones NA. Celle-ci est aujourd'hui entièrement occupée et comprend 39 lots.

→ Une partie de la zone d'activités de Collonges-lès-Premières demeure encore à l'état de friche et la communauté de communes qui est en réflexion envisage de repenser les limites de la zone de réserve en partie gauche de la ligne ferroviaire.

En conclusion, le POS actuel n'offre pas de possibilités véritables d'évolutions. L'urbanisation est pour ainsi dire bloquée. D'où la nécessité de réviser ce document afin de permettre l'ouverture de certaines zones à l'urbanisation et de redéfinir un nouveau fonctionnement du village.

2. ENJEUX COMMUNAUX ET DONNEES SUPRA-COMMUNALES ET ORIENTATIONS DU PADD

2.1. LES ENJEUX SUPRA-COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX :

L'article L.123-1 du Code de l'urbanisme dispose que « le PLU doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat »

2.1.1. Schéma Directeur et SCOT

La commune se situe dans le périmètre qui a été défini pour le SCOT de l'agglomération dijonnaise et à ce titre doit respecter les préconisations de ce document d'urbanisme supra-communal. Néanmoins à ce jour, les études ne sont pas encore achevées et les préconisations n'existent pas. Seul un état des lieux ou diagnostic préalable du territoire du SCOT a été élaboré. Les quelques données suivantes serviront de base de réflexion à l'élaboration de ce document :

→ En termes démographiques, l'évolution de la population connaît un net fléchissement, le solde migratoire est devenu négatif, et les familles quittent l'agglomération dijonnaise pour s'installer dans une couronne péri-urbaine de plus en plus éloignée du centre.

→ En ce qui concerne l'habitat, la baisse de la taille des ménages est devenue une réalité pour l'ensemble des communes appartenant au territoire du SCOT. Ce phénomène accélère le besoin en logements, d'où la nécessité de créer de nouveaux quartiers d'habitat tout en densifiant l'existant. 2000 logements par an sont donc nécessaires pour répondre à ce phénomène.

→ En matière d'économie et d'emplois, les terrains disponibles pour les entreprises permettent de répondre aux demandes pour les deux ou trois prochaines années.

→ Les déplacements constituent une questions majeures dans le cadre du SCOT du Dijonnais. Les déplacements en voiture demeurent prépondérant aggravant le phénomène de périurbanisation.

Compte tenu de l'état d'avancement des études du SCOT, le PLU de Collonges-lès-Premières intégrera ces premiers éléments dans la mesure du possible en se basant sur la loi SRU et en permettant de la mixité dans les zones urbaines.

A noter : le plan local d'urbanisme ne peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1^{er} juillet 2002 ou une zone naturelle tant qu'un SCOT n'est pas applicable sur un territoire communal, ce qui est le cas pour Collonges-lès-Premières.

Néanmoins, lorsque le périmètre d'un SCOT incluant la commune a été arrêté et d'après l'article L.122-2 du Code de l'Urbanisme, des ouvertures sont possibles pour les zones d'urbanisation future prévues au POS si elles existaient avant

le 1^{er} juillet 2002 et des **dérogations** sont également possibles après accord de l'établissement public en charge du SCOT.

Cette dérogation ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt que représente pour la commune la modification ou la révision du plan.

La consultation du syndicat mixte du SCOT est alors obligatoire. Le présent chapitre et le suivant s'attacheront à apporter les éléments expliquant l'ouverture à l'urbanisation des nouvelles zones et l'incidence qu'elles peuvent avoir sur l'environnement, les communes limitrophes ou sur les exploitations agricoles.

A noter : Cette demande a reçu un avis favorable pour les zones 1AU du PLU.

2.1.2 PLH

Aucun programme local sur l'Habitat n'est en cours sur la commune.

2.1.3 PDU et circulation

La commune ne dépend pas du PDU (Plan de Déplacement Urbain) de l'agglomération dijonnaise.

En outre, aucun projet routier d'intérêt général ne touche la commune.

Il faut noter cependant que des aménagements routiers ou d'accompagnement paysagers sont envisagés afin de traiter et sécuriser les principales entrées du village.

2.1.4 Intercommunalité

Une communauté de communes est en réflexion sur le canton de Genlis et sur les communes limitrophes.

Différentes réunions des maires des communes concernées ont permis de dégager une volonté de créer à terme des zones d'activités dont une zone reprenant le projet du POS de la commune de Collonges (zone NAe) en modifiant cependant le périmètre afin de s'éloigner de la partie bâtie de Longeault et de se rapprocher de la RN5 en s'appuyant sur des terrains situés à Pluvaut et à Longeault.

Ce futur projet a été intégré dans le PADD de Collonges.

3. PRECONISATIONS ISSUES DE L'ETUDE D'ENVIRONNEMENT RETENUES POUR ETABLIR LE PADD

La commune a repris certaines recommandations de l'étude d'environnement pour la révision du PLU afin d'établir son PADD. Ces recommandations ont été choisies dans l'objectif de préserver les milieux naturels répartis sur l'ensemble de la commune, de conserver les espaces agricoles, et de viser à une protection des espaces inondables.

Eléments de cadrage

- Collonges-lès-Premières est soumis à des inondations de l'Arnison. Le champ d'inondation est assez étroit.
- Collonges-lès-Premières est concernée par une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF).
- Le bois de Mondragon couvre environ 440 ha du territoire communal.
- Le village comprend un patrimoine végétal et patrimonial : quelques arbres au sein de la zone urbaine et des murs en pierres ou des bandes enherbées.
- Un paysage plat et fortement soumis à la vue. Un champ de vision très ouvert.

Recommandations retenues par rapport au contexte environnemental :

- Préservation des zones citées comme sensibles.
- Maintenir des espaces agricoles apportant des éléments ouverts dans un paysage fortement marqué par la forêt au Nord.
- Assurer la protection des zones répertoriées comme inondables. Maintenir les espaces inondables non construits.

Applications :

- Les zones répertoriées comme inondables sont répertoriées et classées en zone naturelle ou agricoles lorsqu'elles sont situées en dehors des zones urbaines du POS. Elles sont indicées « i » pour les zones urbaines mais sans possibilité de construction.

A noter : Les zones inondables situées à l'Ouest de l'A39 sur les cartes de la DDE ne sont plus d'actualités depuis la réalisation de l'autoroute et les aménagements fonciers qui en ont suivi.

- Le zonage préserve les zones naturelles sensibles en les classant en zone N.
- Les abords du ruisseau des Carences seront préservés autant que possible dans le cadre de la servitude de passage et d'entretien.

- Les secteurs agricoles tampons entre le village et le bois de Mondragon sont préservés par un classement en zone A.
- Les arbres, murs et bandes enherbées situées à l'intérieur de la zone bâtie sont reportées en éléments remarquables du paysage ou serviront d'éléments de réflexion pour l'aménagement des nouvelles zones à urbaniser.

4. ELEMENTS DE L'ANALYSE URBAINE RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS DU PADD.

Eléments de cadrage :

- Une urbanisation essentiellement groupée autour du village.
- Une extension sur Premières totalement indépendante.
- L'autoroute 39, la RN 5 et la ligne SNCF sont classées voies bruyantes par arrêté préfectoral du 10 janvier 2000.
- Le tracé de la ligne TGV Est passera à proximité du hameau de l'Hermitage tourné vers Premières.

- Des entrées de ville non traitées. L'entrée principale par la RD 116 comporte visuellement un premier plan composé d'une zone d'activité en friche ou en mutation. Un projet d'accès de la zone d'activités sur la RD116 est en cours de réflexion. L'entrée de village par Beire-Le-Fort manque de sécurité, notamment pour les piétons.
- Le village présente des typologies urbaines représentatives des modes architecturaux de l'époque c'est-à-dire un bâti ancien de qualité.

Recommandations retenues par rapport au contexte urbain :

- En raison de l'importance de la problématique bruit sur la commune de Collonges, il faudrait maintenir l'agglomération cohérente en essayant de conserver autant que possible les limites urbaines et en reliant l'extension rue de la Priaie. Il s'agira également d'éviter le développement du hameau de l'Hermitage à proximité duquel passera prochainement le tracé du TGV. Les limites de la zone urbaine pourront être redessinées.
- Prévoir des traitements adaptés aux entrées de village.
- Affirmer le bâti de caractère et le préserver. Préserver la typologie de l'habitat ancien.

Applications :

- Les zones à urbaniser à vocation d'habitat ont été choisies à l'intérieur ou en périphérie du bâti existant de façon à ne pas empiéter sur les zones sensibles au bruit. La nouvelle zone de développement permettra de redessiner l'urbanisme au nord-ouest de la commune. L'urbanisation du hameau de l'Hermitage a été délimitée pour empêcher un développement de ce secteur à proximité du tracé TGV Est.
- Création d'une zone UA plus spécifique au centre ancien. Rédaction d'un article 11 du règlement du PLU plus précis afin de faire respecter les aspects extérieurs correspondants à ceux du bâti ancien. Il est également prévu que l'article L.123-1 alinéa 7 du Code de l'Urbanisme s'applique à la zone urbaine. Ainsi, conformément aux articles L.430-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, la démolition des immeubles est subordonnée à un permis de construire.
- Des aménagements propres aux entrées de village sont prévus dans le cadre des orientations générales du PADD :
 - Aménagement de l'entrée du village depuis Beire-Le-Fort avec l'aménagement de la zone d'urbanisation future.
 - Aménagement d'un carrefour marquant l'entrée principale du village et favorisant les sorties de camions et véhicules de la zone d'activités.

5. ELEMENTS ISSUS DU DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS DU PADD.**5.1. Projet d'accueil de population : équilibre entre population, équipements et habitat.****Eléments de cadrage :**

- Au niveau démographique, la commune connaît un développement croissant mais par pallier successif. L'indice de jeunesse est bon.
- En ce qui concerne l'habitat, l'évolution se fait en pavillonnaire. Il manque de locatif et de petits collectifs. La demande reste forte en accession à la propriété. Les logements autorisés sont de 6 par an depuis 1993.
- La demande de construction reste forte mais les possibilités en accession à la propriété très limitées dans le POS actuel. Dans ce cadre, le document d'urbanisme constitue donc un outil important de gestion de l'accroissement de la population de la commune.
- Des services publics et équipements de bonne qualité : gare, école, station d'épuration, et des projets à venir pour créer un second pôle autour de la salle des fêtes et de la gare.

- Les nuisances routières (zones de bruit) constituent un facteur limitant de l'accueil de population.

Recommandations retenues par rapport au contexte socio-économique :

- Débloquer certaines zones « NA » en les rendant constructibles par un classement cohérent afin de satisfaire aux demandes de construction tout en maintenant une progression dans le temps. L'habitat devra également trouver une mixité sociale et différentes formes dont des logements locatifs.
- Prévoir un secteur pour le pôle secondaire de vie sur la commune.
- La recherche de possibilités nouvelles de construction ne devrait pas accroître le nombre de personnes soumises aux nuisances sonores liées aux infrastructures de communication (A 39, RN5, et voie ferrée entraînent des zones de bruit).

Applications :

- La volonté communale s'appuie sur un développement démographique avec création d'environ 6 à 8 logements par an. Des formes urbaines variées seront possibles dans les zones urbaines ou à urbaniser.
- Pour répondre quantitativement à cette offre, le PLU prévoit sur un plus ou moins court terme l'ouverture de 3 zones à l'urbanisation (2 zones 1AU et 1 zone AU à

vocation d'habitat). Il prévoit en outre les conditions d'aménagement et d'équipement de ces différentes zones dont un secteur où les constructions doivent s'implanter sur au moins une des limites séparatives.

- Ces zones d'urbanisation future ont été choisies à l'intérieur ou en périphérie immédiate du bâti existant afin de prendre en compte les problématiques liées au bruit.
- Le secteur autour de la salle des fêtes et du creux de Chien servira de base à un projet communal regroupant une future mairie, des logements locatifs dans un parc paysager.

Cette volonté de développement de la population et partant de l'habitat est également à rapprocher des volontés de développement économique. L'objectif est de pouvoir accueillir une population nouvelle travaillant et habitant Collonges-lès-Premières.

5.2. Préservation et développement de l'activité économique

Eléments de cadrage :

- La zone d'activités de Collonges-lès-Premières est pour partie en friche ou en mutation. Un site avec une disponibilité foncière d'environ 6 ha.

- Un positionnement géographique stratégique : Collonges-lès-Premières est très rapidement connecté aux principales infrastructures routières. Situés à proximité de l'A 39, de la RN5 et de la ligne SNCF Dijon-Vallorbe, ils bénéficient d'une situation privilégiée.
- Existence de zones d'urbanisation future à vocation d'activités.
- Dans le cadre du SCOT du Dijonnais, le développement économique constitue un des thèmes prioritaires de la réflexion. L'offre de terrains pour accueillir l'activité économique est une préoccupation majeure.
- Penser à la future base de travaux pour la construction de la ligne TGV branche Ouest (prévision en dehors cependant du temps de projet de la révision du PLU).
- La grande majorité des habitants sortent de la commune pour aller travailler sur l'agglomération dijonnaise.

Recommandations :

- Développer l'emploi sur la commune et limiter les migrations alternantes par le maintien des zones à vocation d'activités.
- Penser le développement économique à l'échelle du SCOT du Dijonnais ou de la future intercommunalité et

pas seulement à l'échelle communale. Il s'agirait de contribuer à l'offre de terrains nécessaires à l'accueil d'activités d'autant que la commune de Collonges dispose d'atouts incontestables en terme de desserte routière, autoroutière et ferroviaire.

Applications :

- La zone d'activité existante ainsi que les réserves foncières à vocation d'activités inscrites au POS sont maintenues pour une grande partie. Des adaptations dans leurs limites ont été réalisées suivant les projets communaux (pôle mairie-salle des fêtes, agricoles (sortie d'une exploitation du village) et intercommunaux (repositionnement de la zone intercommunale sur le territoire de plusieurs communes limitrophes de Collonges).
- La zone existante sera accessible depuis un aménagement du carrefour au niveau de l'entrée du village par la RD 110.
- La zone d'urbanisation future prévue au lieu-dit « La Saule » a été réduite en surface et recentrée vers le village notamment en raison du positionnement prévisible de la future base travaux TGV (prévu au niveau de « En Chenelière » et « Champ Chevreuil »).

DÉFINITIONS ET JUSTIFICATIONS DU RÈGLEMENT **(règlement écrit et graphique).**

La traduction réglementaire du projet d'aménagement et de développement durable a permis de définir quatre types de zones : les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles, et les zones naturelles et forestières.

A noter : en raison de la présence d'une nappe perchée à de faible profondeur, les sous-sols enterrés sont interdits dans l'ensemble des zones urbaines, à urbaniser et agricoles.

1. ZONES URBAINES - « zones U ».

Sont classés en zones urbaines, « les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants (eau et assainissement notamment) ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. » (art. R. 123-5 du Code de l'Urbanisme).

En cas de demande de permis de construire, la commune doit amener les réseaux au droit de la parcelle, sur le domaine public.

L'occupation du sol, le type d'organisation, les densités, les affectations,... peuvent varier d'un endroit à l'autre. A Collonges-les-Premières, 4 types de zones U ont été définis.

⇒ La zone UA. **(centre bourg traditionnel)**

Elle correspond à une nouvelle zone dans le document d'urbanisme et regroupe le noyau historique du village. Elle a été créée afin d'apporter des recommandations spécifiques pour le bâti ancien.

Elle se caractérise par des constructions aux volumes simples et souvent importants (fermes) ; le tissu urbain est assez lâche, perpendiculaire le long de la rue principale avec des cours intérieures, les constructions sont généralement implantées en bordure de rue, et parfois sur une des limites séparatives (sans réelle mitoyenneté),

Cette typologie urbaine a été prise en compte lors de l'élaboration du règlement écrit de la zone UA. Celui-ci autorise de nombreuses possibilités d'implantation et une densité importante :

- . l'implantation à l'alignement des rues est autorisée,
- . l'implantation en limite séparative est autorisée,
- . il n'y a ni coefficient d'emprise au sol, ni de coefficient d'occupation du sol.

Le renouvellement urbain a déjà été entrepris et peut encore se réaliser sur quelques rares bâtiments (anciennes fermes).

L'origine du centre ancien est rurale ; il possède un patrimoine et une typologie architecturale et urbaine typiques qui méritent d'être préservés.

. L'article 11 du règlement, relatif à l'aspect extérieur des constructions, est développé : l'objectif est d'harmoniser les constructions nouvelles avec l'existant (formes et matériaux des toitures, hauteurs et couleurs des constructions).

Des prescriptions à appliquer dans le cadre d'une restauration sont notamment proposées.

La conservation et la reconstruction de murs en pierre du pays sont favorisées.

. l'alinéa 7 de l'article L 123-1 du Code de l'Urbanisme s'applique à la zone UA.

Conformément aux articles L. 430-1 et suivants de ce même code, le permis de démolir est obligatoire dans cette zone.

Outre l'habitat, cette zone peut également accueillir certaines activités qui, en termes de nuisances, sont compatibles avec l'habitat. Les activités agricoles nouvelles sont présentes actuellement dans cette zone et correspondent à une activité et une image de la commune. Certaines constructions agricoles sont donc autorisées (logement des récoltes et du matériel) à condition également d'être compatible avec un quartier d'habitation.

La réglementation du nombre de places de stationnement par logement ou par activité vise à limiter le stationnement « sauvage » sur les bords de chaussées et sur les trottoirs (qui génère des problèmes de sécurité, des problèmes de circulation pour les piétons, et porte atteinte à l'image du village). La réglementation mise en place (1 à 2 places par logement suivant le type de logement) tient compte de l'urbanisme assez lâche

existant sur le centre de la commune, et de la volonté de réduire la demande d'espace pour les petits logements (1 place de stationnement pour les F1 et F2 est demandée).

⇒ **La zone UD.**

Elle correspond à une urbanisation plus récente pour les zones dites pavillonnaires principalement situées autour du village. Elle comprend également les secteurs répartis sur l'ensemble du territoire au niveau du hameau de l'Hermitage et des îlots bâtis isolés (qui étaient classés en zone agricole dans le POS). Les limites de la zone UD au niveau de ces petits espaces intègrent les jardins et la possibilité d'extension modérée pour des aisances ou des petites constructions.

L'urbanisation se caractérise par une dispersion dans l'espace plus régulière et un habitat souvent plus récent.

La densité de l'urbanisation est modérée à moyenne. Les volumes des constructions sont moins importants et les hauteurs généralement plus faibles que dans le centre ancien. Les constructions sont implantées au centre des parcelles avec un recul par rapport aux voies et aux limites séparatives. La mitoyenneté apparaît toutefois sur certains secteurs.

Le règlement du P.L.U. cherche à compléter et à prolonger le type d'urbanisation existante (densité, morphologie, hauteur) mais en permettant d'autres formes urbaines dans le cas d'opération d'ensemble et en permettant l'implantation en limite séparative. La

densification est possible dans certains secteurs et notamment le nouveau secteur UDh créé autour de la salle des fêtes. Une recherche de mixité sociale et de constructions d'habitat différent sera également recherchée.

De même que dans le centre ancien, cette zone peut accueillir, outre l'habitat certaines activités qui, en termes de nuisances, sont compatibles avec l'habitat.

Une certaine harmonie avec l'habitat existant et le paysage est recherchée (formes et matériaux des toitures, couleurs des constructions...) : l'article 11 du règlement, relatif à l'aspect extérieur des constructions, est développé. Les hauteurs sont maintenues à 6 mètres à la sablière afin d'être en harmonie avec le relief de Collonges-lès-Premières. Dans le secteur UDh, cette hauteur est portée à 9 m afin de créer un habitat plus diversifié.

La réglementation du nombre de places de stationnement par logement est comparable à celle de la zone UA (1 ou 2 places selon le type de logement).

Dans cette zone, des secteurs ont été délimités en fonction de projet particulier ou en fonction de risques connus.

- un secteur UDh qui correspond au futur pôle mairie-bibliothèque, parc paysager et logements. Ce projet permettra de créer une mixité sociale complémentaire sur la commune et des logements avec une hauteur maximale de 9m à la sablière.
- un secteur UDi où les constructions sont interdites en raison des risques de remontées d'eau liées à l'Arnison,

⇒ **La zone UE.**

Elle est destinée à accueillir des établissements d'activités diverses et les installations qui y sont liés.

Les constructions à usage d'habitation ou de logement sont autorisées uniquement si elles sont nécessaires à l'activité afin de permettre l'installation de petits entrepreneurs ou d'autoriser les logements de fonction.

Elle comprend un petit secteur UEa spécifique où sont présentes des activités ferroviaires. Pour ces raisons, ce secteur est maintenu dans cette logique et seules, les constructions liées à l'activité ferroviaire sont autorisées.

L'évacuation des eaux usées est subordonnée à un pré-traitement afin de préserver la nappe. Un recul de 5m s'impose aux constructions par rapport aux parcelles ou aux voies afin de circuler autour des bâtiments. La hauteur n'est pas limitée afin de permettre les manutentions.

2. ZONES A URBANISER - « zones AU » et « zone AUE ».

Sont classés en zones à urbaniser « les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation » (art. R. 123-6 du Code de l'Urbanisme) à court, moyen ou long terme.

Les conditions de constructibilité sont déterminées en fonction des objectifs de développement de la commune, de la capacité des réseaux et voiries. On distingue ainsi deux catégories de zones à urbaniser.

- « Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU et AUE n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme. » (art. R. 123-6 du Code de l'Urbanisme).

⇒ La zone AU.

Une zone AU a été délimitée autour du village, au niveau de « La Saule ».

Situé dans la continuité des zones urbaines, elle prolongera naturellement le village en liaison avec la zone UDt. Cette zone était déjà pour partie inscrite au POS. Elle a été réduite en raison de l'éventuelle arrivée de la base travaux RFF et également afin de rééquilibrer l'urbanisme du village avec de nouvelles zones à urbaniser au nord-ouest du village.

L'ouverture de cette zone est soumise à une modification ou une révision du PLU.

Une fois l'ensemble des zones 1AU urbanisées ou lorsque l'évolution des besoins de la commune le nécessitera et lorsque les aménagements des accès auront été entérinés, ce secteur pourra être ouvert à l'urbanisation. Il constitue donc pour l'instant des « réserves foncières » et des terrains exploitables par l'agriculture.

Seuls les équipements collectifs d'intérêt public et l'aménagement et l'extension des constructions existantes sont autorisés sur cette zone.

Les règles seront à édicter lors de la modification ou la révision du PLU.

⇒ La zone AUE.

La zone AUE correspond au développement futur de l'activité économique sur la commune de Collonges.

2 zones sont proposées :

- Une zone entre la voie ferrée et la départementale 116. Cette zone de dimension intercommunale a été définie en liaison avec le projet de communauté de communes qui devrait voir le jour en 2006. (cf. paragraphe précédent). Elle pourra s'urbaniser après modification ou révision du PLU en respectant un plan d'ensemble et en apportant ou en créant l'ensemble des réseaux pour ce projet ambitieux et localisé sur plusieurs des communes limitrophes.
- Une zone « Aux Carres » qui n'est pas suffisamment équipée en réseau pour être ouverte à l'urbanisation. Une entreprise est cependant présente. Elle travaille en liaison avec les voies ferrées et possède son propre accès ferroviaire. Des aménagements et extensions sont possibles pour cette activité.

- « Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement. » (art. R. 123-6 du Code de l'Urbanisme).

⇒ **La zone 1AU.**

Compte tenu du parti d'aménagement retenu, 2 secteurs 1AU ont été définis : le secteur 1AU1 et le secteur 1AU2 qui possèdent certaines particularités d'aménagement présentées également dans la pièce « Orientations d'Aménagement ».

Ils sont localisés dans le cœur du village (1AU1) et au nord-ouest (1AU2) du village, tous les deux dans en liaison et dans la continuité du bâti existant.

Elles correspondent à d'anciennes zones NC (agricole) ou à des zones NA du POS.

Les prospects des constructions correspondent à ceux qui sont développés et expliqués au niveau de la zone UD et plus exactement au secteur UDh avec une hauteur de 9m maximum et des implantations de bâtiments en limite ou à 4m... L'objectif recherché est de créer une certaine harmonie et une homogénéité urbaines dans le village avec la possibilité de créer de la mixité sociale.

⇒ **Le secteur 1AU1 (Sur le Meix)**

Ce secteur est destiné à accueillir, dans le cadre d'un aménagement cohérent, des constructions à usage principal d'habitation ainsi que des activités qui, en terme de nuisances, sont compatibles avec l'habitat (sont notamment interdites les constructions à usage agricole, d'entrepôts, et les installations classées soumises à autorisation).

Sa situation en deuxième rideau d'urbanisme le long de la rue principale et à proximité de la zone d'activités a induit :

- 2 ou 3 accès groupés à l'ensemble de la zone depuis la rue du Meix et/ou depuis le futur aménagement d'entrée de village,
- un traitement paysager de transition (style plantation d'arbres ou création de merlon paysager) entre la zone UE et le secteur 1AU1,
- la création d'un secteur où le bâti doit être implanté sur au moins une limite séparative afin d'obtenir une forme urbaine (maison en bande) adaptée au petit parcellaire et à une voirie centrale. Cette voirie centrale devra également présenter des dispositifs de sécurité ou de ralentissement (type chicane).

L'ensemble des réseaux, de capacité suffisante, existe en périphérie immédiate de la zone et pour le traitement des eaux pluviales un positionnement pour les bassins de rétention ou de traitement est proposé.

⇒ **Le secteur 1AU2 (Le Petit Saussis)**

Ce secteur est destiné à accueillir, dans le cadre d'un aménagement cohérent, des constructions à usage principal d'habitation ainsi que des activités qui, en terme de nuisances, sont compatibles avec l'habitat (sont notamment interdites les constructions à usage agricole,

d'entrepôts, et les installations classées soumises à autorisation).

Les opérations d'aménagement d'ensemble peuvent se succéder dans le respect des principes de la pièce « Orientation d'aménagement » afin de pouvoir réaliser un urbanisme cohérent et étaler dans le temps et suivant la rétention foncière.

Ce secteur correspond à la possibilité de relier le lotissement de la Prialle au village et à la rue de Beire-le-Fort. Les principes d'aménagement ont été proposés pour réaliser un quartier nouveau lié au village et permettant de créer une entrée depuis Beire-le-Fort.

Pour cela :

- l'accès est unique depuis la rue de Beire-le-Fort et traité avec un espace vert. Cet espace vert comprendra également un chemin piéton en direction de Beire-le-Fort pour des raisons de sécurité.
- un accès est prévu vers la rue de la Prialle ainsi qu'une liaison piétonne vers le lotissement,
- un accès piéton ou voiture est à réserver vers le centre du village,
- à l'intérieur de la zone un pourcentage de surface devra être prévu pour des espaces verts afin d'aérer le bâti et de créer des espaces de jeux ou de rencontre dans ce nouveau quartier.

L'ensemble des réseaux, de capacité suffisante, existe en périphérie immédiate de la zone.

3. ZONES AGRICOLES - « zones A ».

Sont classés en zone agricole « les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. » (art. R. 123-7 du Code de l'Urbanisme).

La zone agricole est très restrictive : seules, « les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole » sont autorisées.

⇒ La zone A.

Cette zone couvre la majeure partie des terres agricoles, à l'exception des secteurs déterminés comme à préserver pour l'aspect paysager ou naturel.

Elle peut accueillir les constructions, installations, équipements et dépôts nécessaires à l'activité agricole, ainsi que les habitations destinées uniquement au logement du chef d'exploitation.

Les activités d'accueil à caractère touristique ou hôtelier liées aux exploitations agricoles sont admises afin de permettre à l'agriculture de se diversifier.

Les installations et équipements d'infrastructure et de superstructures sont également autorisés s'ils sont liés au projet de ligne TGV afin de rendre possible la base travaux notamment.

Le règlement de la zone A cherche à favoriser l'intégration des constructions au site naturel et une certaine qualité dans l'aménagement : dépôts autres

que ceux qui sont nécessaires aux activités interdites, recul minimum de 4 m... par rapport à l'axe des voies (recul supérieur pour les routes nationales et départementales pour des raisons de sécurité), réglementation de l'aspect extérieur, aménagement paysager des espaces extérieurs obligatoire, écrans végétaux masquant les dépôts),

Des **secteurs Ai**, soumis à des risques d'inondation, ont été délimités. Ces secteurs sont inclus dans la zone inondable définie par l'atlas des zones inondables ; ainsi les constructions sont très limitées dans ces secteurs afin des tenir compte des risques.

Des **secteurs Av**, liés à la présence de vestiges archéologiques sont reportés dans le PLU.

4. ZONES NATURELLES ET FORESTIERES - « zones N ».

Sont classés en zones naturelles et forestières « les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- soit de l'existence d'une exploitation forestière,
- soit de leur caractère d'espaces naturels. » (art. R. 123-8 du Code de l'Urbanisme).

⇒ La zone N.

Cette zone couvre les secteurs naturels et agricoles présentant un intérêt écologique, ainsi que tous les massifs forestiers. Elle comporte également des secteurs agricoles ouverts classés en zone naturelle pour des raisons paysagères.

Afin de préserver la qualité des milieux, seuls sont autorisés les équipements collectifs et les constructions nécessaires à l'entretien et à l'exploitation des forêts. Les aménagements et extensions limitées des constructions existantes sont également tolérés sous conditions.

Le règlement de la zone N cherche à favoriser l'intégration des quelques constructions autorisées au site naturel. Elle possède des secteurs Nv et Ni en liaison avec la présence de vestiges archéologiques et la présence de zones inondables.

En complément de ces différentes zones ou dans l'ensemble des zones, le P.L.U. a mis en place :

⇒ La volonté de traiter les eaux pluviales sur les parcelles soit par infiltration soit par la création de dispositif enterré de stockage ou de rétention de ces eaux pluviales. Dans certaines zones à urbaniser, des bassins pourront être positionnés dans des espaces verts.

⇒ Des éléments du paysage à protéger : mur en pierres entourant l'ancien Clos au niveau du village, des marronniers en bordure de la voie ferrée, le « four » de la parcelle 38.

⇒ Des emplacements réservés qui ont pour objectifs :

- la création d'un pôle mairie-bibliothèque à côté de la gare (application des objectifs du PADD).
- l'élargissement de voirie en liaison avec l'aménagement de l'entrée du village et le nouvel accès à la zone d'activités.
- le report de l'emplacement réservé pour la future ligne TGV. Ce report est issu du dossier de mise en compatibilité du POS et fait suite à la demande de RFF.

Ces terrains sont ainsi bloqués pour le propriétaire en attente de la vente à la commune lors de la réalisation de l'opération ou en cas de renonciation du projet par la commune.

SUPERFICIE ET CAPACITE D'ACCUEIL DES ZONES.

Zones	Superficie brute (en ha)	Superficie relative (en %)
<i>Zones urbaines</i>		
UA	7,8	0,8%
UD	31,0	3,3%
dont UDi	0,2	0,0%
dont UD h	3,7	0,4%
UE	15,3	1,6%
dont UE a	0,7	0,1%
<i>Zones à urbaniser</i>		
AU	3,8	0,4%
AUE	15,4	1,6%
1AU1	1,6	0,2%
1AU2	3,6	0,4%
<i>Zones agricoles</i>		
A	388,2	41,2%
dont Av	32,1	3,4%
dont Ai	10,0	1,1%
<i>Zones naturelles</i>		
N	476,4	50,5%
dont Nv	9,5	1,0%
dont Ni	0,9	0,1%
Total	943,0	

1. SUPERFICIE DES ZONES.

Le tableau ci-contre permet de visualiser et de récapituler les différentes options retenues dans le cadre du P.A.D.D. et du P.L.U..

Les différentes zones et secteurs expliqués précédemment apparaissent en surface brute (sans tenir compte des espaces déjà construits ou non). La superficie relative permet d'estimer l'importance de chaque zone par rapport à la surface totale du territoire communal.

2. CAPACITE D'ACCUEIL THEORIQUE DES ZONES A VOCATION D'HABITAT.

Le tableau suivant permet de montrer le développement théorique de la commune en terme de population et d'habitat en raisonnant sur toutes les surfaces libres à la construction. Afin de prévoir plus facilement l'urbanisation future de la commune, il est en effet nécessaire de connaître les capacités d'accueil intrinsèques des zones déjà équipées et des zones à urbaniser à vocation d'habitat.

ZONES	<i>Superficie totale</i>	<i>Superficie libre à la construction ou parcelles disponibles ou volumes bâtis densifiables (1)</i>	<i>Capacité théorique en nombre de logements (2)</i>	<i>Capacité théorique en nombre d'habitants (3)</i>
UA	7,8 ha	± 6 logements et 2 à 3 parcelles	8	20
UD	31 ha	± 15 parcelles et 1,5 ha	31	78,5
1AU	5,2 ha	4,2 ha	46	115
TOTAL		± 21 parcelles 6 logements et 5,7 ha	85	213

- (1) Les possibilités d'urbanisation d'une zone sont déterminées en nombre de parcelles cadastrales lorsque le découpage le permet et/ou en superficie en tenant compte des futures possibilités de desserte, des espaces verts à prévoir, des emplacements réservés et/ou en prenant en compte le renouvellement urbain (densification des logements dans un même bâti).
- (2) On considère 11 logements à l'hectare.
- (3) Une résidence accueille un ménage. Le nombre de personnes par ménage est estimé à 2,5 pour les calculs.

La capacité théorique totale d'accueil de nouveaux habitants à Collonges-les-Premières est donc de 213 personnes pour 85 logements dans un premier temps. Cette donnée ne prend en compte ni la rétention foncière qui restera forte en zone UA ni la date d'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AU2 qui est conditionnée par le départ en retraite de l'exploitant agricole. Cette capacité pourra être supérieure en intégrant les zones AU dans une projection de temps plus lointaine. Elle correspond globalement aux objectifs de la commune (accueil de 150 à 200 personnes sur les 10 ans).

Les capacités de la station d'épuration, du réseau d'eau potable et des services communaux peuvent supporter ce nombre théorique d'habitants.

Le développement à plus long terme est également en adéquation avec les équipements collectifs actuels ou prévus à plus long terme de Collonges-les-Premières (mairie, école,...).

3. EVOLUTION DE LA SUPERFICIE DES ZONES.

Zones	ANCIEN P.O.S. Superficie brute (en ha)	NOUVEAU P.L.U. Superficie brute (en ha)	Evolution brute des zones (en ha)	Evolution relative des zones (en %)
<i>Zones urbaines</i>				
UA	0,0	7,8	7,8	0,0%
UD	39,8	30,5	-9,3	-23,4%
UE	14,2	15,3	1,1	7,7%
<i>Zones naturelles</i>				
NA-> AU	8,8	3,8	-5,0	-56,8%
1AU	0,0	5,2	5,2	0,0%
NAe-> AUE	22,6	15,4	-7,2	-31,9%
NC-> A	856,4	388,2	-468,2	-54,7%
ND->N	0,0	476,4	476,4	0,0%
Total	942	943		

Principales variations et Evaluation et incidences des inconvénients éventuels de l'urbanisation nouvelle envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles au regard de l'intérêt du PLU pour la commune (article L122-2).

Globalement les surfaces entre le POS et le PLU ne varient pas depuis la dernière modification :

- les zones urbaines (U) passent de 53,4 à 53,6 hectares,
- les zones à urbaniser (1AU et AU) passent de 8,8 à 9 hectares et AUE de 22,6 à 15,4,
- les zones agricoles sont classées en zones naturelles pour la partie forestière(A+N= 864,6 et NC = 856,4).

Les variations proviennent essentiellement de changements d'orientation d'urbanisme et de prises en compte de risque ou de l'activité agricole (loi SRU), notons :

- La création de la zone UA qui résulte d'une volonté de réglementer le centre ancien (elle est issue de la zone UD). Elle entraîne la diminution d'autant de la zone UD,
- Une intégration dans la zone UD des différents secteurs construits et éparpillés sur le territoire agricole mais sans lien avec l'agriculture ainsi que quelques extensions en bordure de zone UD existante. Cette zone a été réduite au niveau du hameau de l'Hermitage en raison de la future ligne TGV.
- Une création de zones à urbaniser au nord-ouest et une diminution de la zone réservée à l'urbanisation à long terme au sud-est (nécessité d'une modification ou d'une révision du PLU). Ces différentes zones 1AU et AU sont disposées de façon différente par rapport au POS en vigueur (cf. PADD). Elles permettront de rééquilibrer le village.

4. REGLEMENT

Document graphique
Centre de la cartographie au 1/2 000 000

[illegible]

Limite de jogos **Limite de saques**

ZONES URBAINES

- | | |
|-----|--|
| UA | Zone d'habitat dense à caractère ancien |
| UD | Zone d'extension urbaine de densité moyenne à faible |
| UCI | Secteur de la zone UD, lié à des usages d'ordres |
| UCD | Secteur de la zone UD, soumis à des conditions d'occupation des sols particulières |
| UE | Zone urbaine à vocation d'activités économiques |
| UFA | Secteur de la zone UE au développement limité |

ZONES A L'UNANIMITÉ

- SAJ Zone d'urbanisation future à court terme à vocation d'habitat
 AJ Zone d'urbanisation future à long terme à vocation d'habitat
 ASE Zone d'urbanisation future à long terme à vocation d'activités économiques

ZONER AGRICULTURE

- A Zone soude à l'agriculture
- A₁ Secteur de la zone A, S4 à des faibles d'inondation
- A₂ Secteur de la zone A comprenant des vestiges archéologiques

ZONES NATURELLES

- ☒ **Site** Elément remarquable du paysage à protéger au titre de l'article L. 122-1 alinéa 7, du code de l'environnement

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

nr	Indikat der Exposition	Bewertung	Vergleich
1	Chemikalien selbst	Compass	428 m²
2	Füllstoffe - Rohmaterialien	Compass	8 120 m²
3	70% - Rohen End	off	713 500 m²



- Une diminution et une modification des limites des zones urbaines à destination de l'activité économique (UE) :

- par le changement d'une partie la zone UE en UDh au niveau de la gare (futur pôle mairie-bibliothèque),
- par le changement des limites de la zone à urbaniser au niveau de Sur le Meix (volonté commune entre l'entrepreneur et la commune de Collonges afin de densifier le bâti),
- par le passage en zone d'activités (UE) de la zone NA à côté du lotissement de « Sur la Charrière » en raison du type de sol (ancienne zone industrielle de créosotage, peu propice à la création de jardins) et en raison de l'éventuelle base travaux RFF, une partie de cette zone est aujourd'hui concernée par un emplacement réservé lié à la future LGV,
- par l'intégration des terrains agricoles bordant la RD et situés à l'entrée du village afin de créer un secteur cohérent lié au nouveau projet de carrefour et d'entrée de village.

- La diminution des surfaces de la future zone d'activités intercommunale (1AUE) suite à son positionnement sur plusieurs communes et afin de prendre en compte le projet d'un exploitant agricole.

- Une réduction des zones agricoles du fait de :

- La loi SRU et des nouvelles caractéristiques des zones A qui ne doivent contenir que des terres liées à l'agriculture, alors que dans le PLU en vigueur de nombreux boisements sont en zone agricole (NC).

- Une augmentation des zones N issue principalement du passage des bois de zone agricole en zone naturelle ainsi que du secteur entourant le Creux de Chien :

- La création de secteurs : marqués par des, "I" pour les secteurs à risque d'inondation ou de remontée d'eau,...

- La création de secteur pour permettre la densification, la mixité sociale et l'augmentation des hauteurs des bâtiments d'habitation.

Les plans ci-après montrent les différentes zones d'urbanisation future liées à l'article L122-2 et entraînant la demande d'accord du syndicat mixte gérant le SCOT.

Evaluation globale du projet et zones d'extension soumises à l'article L122-2 :

Les variations de surface (tableau pages précédentes) montrent que le projet prévoit un urbanisme différent du POS en application mais avec des surfaces d'extension comparables. Les zones sont également plus équilibrées entre l'urbanisme à court terme et l'urbanisme à long terme. Les zones d'activités reprennent en partie celles du POS en vigueur et ne sont pas soumises à l'article L122-2 du code de l'urbanisme excepté l'extension de la zone.

Ces différentes zones sont à relier au projet global défini précédemment.

Avec cet accroissement de population, l'objectif est également de pouvoir ré-planter un commerce de proximité sur la commune. Cet accueil de nouvelle population est également prévu dans le respect du site. Les choix de développement ont été réalisés en prenant en compte le plus possible l'environnement et la population agricole. Ces différents paramètres sont repris dans les différents chapitres du rapport de présentation. Ils sont complétés par une analyse des incidences de ce développement sur les communes voisines.

Crédit attribué par DOE 21 Service Urbanisme et Aménagement / Antenne d'Urbanisme

44:3216 Zone d'exposition au bruit



-> Incidences possibles par rapport aux communes limitrophes

Les communes limitrophes ou voisines sont :

- Beire-le-Fort, Premières au nord,
- Longeault, Pluvault au nord-ouest et à l'ouest,
- Pluvet et Soirans-Souffrans au sud
- Lamarche- sur-Saône, Magny-Montarlot et Villers-les-pots à l'est.

- Pour le fonctionnement direct des villages limitrophes : Les nouvelles zones à urbaniser ne sont pas directement en limite d'une des communes précitées. Les extensions nouvelles ne perturbent donc pas directement les communes limitrophes.

- Pour les zones d'activités et les commerces des communes limitrophes, la population se dirige et travaille majoritairement sur Genlis et Dijon. Les zones à vocation de logements risquent d'amplifier ce phénomène. La volonté communale a donc été de créer des zones d'activités de commerces ou d'artisanat pour limiter ces risques qui sont cependant très forts. Ces zones reprennent des anciennes zones NA du POS en vigueur et leur ouverture n'est pas soumise à l'article L122-2 du code de l'urbanisme.

- Pour les déplacements et les zones d'urbanisation à vocation d'habitat :

Les populations des zones d'urbanisation nouvelles se rendront certainement majoritairement vers Genlis et Dijon et emprunteront les trajets existant vers la RN5 et Beire-le-Fort. La gare reste cependant un atout de la commune qui sera mise en valeur dans le cadre du futur pôle mairie et de la densification de la zone UDh intégrée à ce projet.

Le PLU va également permettre d'aménager la rue de Beire-le-Fort et ainsi de marquer l'entrée du village.

-> Par rapport à l'activité agricole

- Les variations ont été définies en accord avec la population agricole de la commune. Une réunion de travail a été programmée avec la chambre d'agriculture et la population agricole de la commune afin d'estimer leur volonté de développement, de pérennité et leur attente par rapport au PLU.
- Concernant les différentes zones d'extensions urbaines, celles-ci appartiennent pour certaines à des agriculteurs de la commune et ont été classées en accord avec eux.
- Les autres zones (UD) représentent des ajustements par rapport aux parcelles et ne changeront pas l'activité agricole.

-> Par rapport à l'environnement

(cf. choix retenus pour le PADD et éléments apportés dans les paragraphes précédents et suivants).

CHAPITRE III : PLAN LOCAL D'URBANISME ET ENVIRONNEMENT

COMPATIBILITÉ AVEC LES LOIS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PATRIMOINE.

1. SITES ET VESTIGES ARCHEOLOGIQUES.

L'article R. 111-3-2 du Code de l'Urbanisme est rappelé dans le règlement (le permis de construire peut être refusé si les constructions compromettent la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques).

Les secteurs définis par la DRAC ont fait l'objet d'un report sur le règlement graphique pour information.

La loi validée du 27 septembre 1941 est également rappelée : « Toute découverte archéologique de quelque nature qu'elle soit, doit être signalée immédiatement au Service Régional de l'Archéologie, soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie. Seul un examen par un archéologue mandaté par le Service Régional d'Archéologie permettra de déterminer les mesures de sauvegarde à mettre en œuvre. Toute destruction avant cet examen entraînera des poursuites conformément à l'article 257 du Code Pénal ».

Les opérations relatives aux zones d'aménagement concerté (ZAC), les lotissements, les aménagements et ouvrages précédés d'une étude d'impact, les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques, rendent obligatoire la saisine du préfet de région, quel que soit leur emplacement.

Les autres opérations (permis de construire, de démolir ou autorisations d'installation de travaux divers), donneront

également lieu, le cas échéant, et selon l'instauration de zonages spécifiques qui restent à déterminer, à une saisine du préfet de région.

2. PATRIMOINE BATI, URBAIN ET PAYSAGER.

L'article L. 123-1 alinéa 7 du Code de l'urbanisme s'applique dans le P.L.U. de Collonges-lès-Premières : des éléments du paysage à protéger ont été identifiés et repérés dans le règlement écrit et graphique.

Ainsi, conformément à l'article L. 442-2 « tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par un plan local d'urbanisme en application du 7° de l'article L. 123-1 et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État. ».

Une zone UA spécifique a été créée pour protéger le centre ancien.

De plus, conformément aux articles L. 430-1 et suivant du Code de l'Urbanisme, les démolitions sont soumises au permis de démolir en zones UA, et UD. Cette mesure a pour but de préserver le patrimoine bâti du centre ancien.

3. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (S.D.A.G.E.).

Le SDAGE du bassin Rhône - Méditerranée - Corse, Saône Amont, et ses dix orientations fondamentales ci-dessous s'appliquent au territoire de Collonges-lès-Premières.

- 1° POURSUIVRE TOUJOURS ET ENCORE LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION...
- 2° GARANTIR UNE QUALITÉ D'EAU À LA HAUTEUR DES EXIGENCES DES USAGES...
- 3° RÉAFFIRMER L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE ET LA FRAGILITÉ DES EAUX SOUTERRAINES...
- 4° MIEUX GÉRER AVANT D'INVESTIR...
- 5° RESPECTER LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX...
- 6° RESTAURER OU PRÉSERVER LES MILIEUX AQUATIQUES REMARQUABLES...
- 7° RESTAURER D'URGENCE LES MILIEUX PARTICULIÈREMENT DÉGRADÉS...
- 8° S'INVESTIR PLUS EFFICACEMENT DANS LA GESTION DES RISQUES...
- 9° PENSER LA GESTION DE L'EAU EN TERME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE...
- 10° RENFORCER LA GESTION LOCALE ET CONCERTÉE...

Le P.L.U. de Collonges-lès-Premières, même s'il ne peut évidemment pas répondre à tous ces objectifs, les a pris en compte par :

- l'interdiction de sous-sols enterrés en raison de la présence de la nappe,
- la création de zones à urbaniser raccordables à la station d'épuration (à plus ou moins long terme) et la nécessité de créer des bassins de rétention des eaux pour le secteur 1AU1,
- la nécessité de pré-traitement pour les zones d'activités,
- le classement en zone naturelle de 50% du territoire communal, ce qui favorise la préservation et l'amélioration de la qualité des eaux souterraines et superficielles, ainsi que le creux de chien (petit étang dans le village),
- la prise en compte des zones humides et inondables avec la création de secteurs indicés « i » sur le document graphique et la mise en place de règles adaptées à ces secteurs dans le règlement écrit.

4. LOI SUR LA PROTECTION ET LA MISE EN VALEUR DES PAYSAGES.

La loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages dit :

« Article 1 -

Sur des territoires remarquables par leur intérêt paysager, définis en concertation avec les collectivités territoriales concernées et lorsque lesdits territoires ne

sont pas l'objet de « directives territoriales d'aménagement » prises en application de l'article L. 111-1-1 du Code de l'urbanisme, l'État peut prendre des directives de protection et de mise en valeur des paysages. [...] »

La commune de Collonges-lès-Premières n'est pas concernée par des directives de protection et de mise en valeur des paysages. Elle n'appartient pas à un parc naturel régional. L'élaboration du P.L.U., et notamment le zonage, a tenu compte des paysages naturels et urbains, de leurs caractéristiques, de leurs qualités et de leurs sensibilités. Le P.L.U. permet donc de préserver les paysages communaux.

5. LOI SUR L'AIR

La loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, et en particulier l'article 17, trouve son implication dans les articles L. 123-1, L. 110, et L. 121-10 du Code de l'Urbanisme.

Le P.L.U. de Collonges-lès-Premières est conforme à ces articles du Code de l'Urbanisme.

6. LOI SUR L'EAU

L'article 35 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992, dite « Loi sur l'Eau », a introduit l'obligation pour les communes de délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement non collectif.

La communauté de communes ayant la compétence réseaux d'assainissement, le syndicat réalise une étude de zonage d'assainissement qui devra être soumise à enquête publique.

7. LE RESPECT DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique applicables au territoire de la commune de Levier, et reportées sur les plans joints dans les annexes du P.L.U. sont les suivantes :

- **A4** - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans le lit de ces cours d'eau.
- **EL7** - Servitudes d'alignement.
- **I4** - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.
- **I3** - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz
- **T1** - Servitudes relatives aux communications par voies ferrées,
- **T7** - Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Ces servitudes sont annexées au dossier du P.L.U..

Le règlement et le zonage du P.L.U. sont compatibles avec les effets de chacune de ces servitudes.

8. LOI RELATIVE AU RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU 2 février 1995 et loi relative à la lutte contre le bruit.

L'article 52 de cette loi stipule que depuis le 1er janvier 1997 et en absence de P.O.S. justifiant et motivant la possibilité de construire au regard des nuisances, de la sécurité, de la qualité de l'urbanisme et des paysages, de la qualité architecturale, les constructions et installations nouvelles (sauf exceptions ponctuelles comme les bâtiments agricoles). Sont interdites en dehors des espaces urbanisés des communes :

- dans une bande de 100 m de part et d'autre des autoroutes, voies express et déviations,
- dans une bande de 75 m de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation.

Différentes infrastructures sont classées voie à grande circulation. Le village est fortement concerné par ces dispositions et le développement de la commune a intégré ces éléments.

P.L.U. ET PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT.

Ce chapitre fait le bilan des incidences du P.L.U. sur l'environnement. Il expose les mesures de préservation et de mise en valeur de l'environnement prises dans le cadre du P.L.U. suite au diagnostic environnemental de la commune de Collonges-lès-Premières, et aux recommandations proposées pour la prise en compte de l'environnement.

Pour l'essentiel, les propositions formulées dans l'étude d'environnement ont été prises en compte au cours de l'élaboration du P.L.U. Les zones à risques sont repérées par un indice spécifique (« i » ou « s ») pour les secteurs soumis aux risques d'inondation ou de remontées d'eau). Les sites présentant un intérêt écologique particulier, et les sites paysagers remarquables sont protégés par un classement en zone « N ».

Les incidences de la révision du P.L.U. sur l'environnement sont donc mineures : les secteurs à urbaniser empiètent, certes, sur l'espace agricole, mais ils sont situés en dehors des sites présentant un fort intérêt environnemental. Ainsi, ils sont dimensionnés pour recevoir une population et des activités en quantité cohérente avec les capacités d'accueil de la commune et l'évolution démographique projetée.

Enfin la délimitation des secteurs à urbaniser répond à un souci de cohérence urbaine et de respect du paysage (urbain et naturel) communal. Elle répond au principe d'équilibre entre le développement urbain et le développement rural préconisé par la loi S.R.U.

La révision du P.L.U. a même favorisé la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement futur du territoire communal : les études ont mis en évidence les sensibilités et atouts environnementaux de la commune, et le P.L.U. a entériné la protection des secteurs présentant un intérêt environnemental.

La délimitation des secteurs urbains et à urbaniser a notamment exclu :

- Les sites présentant un intérêt écologique et/ou paysager : les massifs boisés, et les zones humides.
- Des espaces « verts » de liaison entre la zone d'activités et le village ont été maintenus, d'autres sont à créer dans le cadre des zones 1AU. Ils permettent une intégration des opérations d'urbanisme.
- La grande majorité des secteurs présentant des sensibilités environnementales particulières et des risques pour la construction :
 - . les zones inondables. Quelques petits secteurs déjà urbanisés ont toutefois été classés en zone urbaine et indicés « i » afin de signaler le risque. Des règles de constructions sont imposées dans ces secteurs.

La préservation et la protection de la structure urbaine et du bâti ancien sont prises en compte dans les articles 6, 7 et 11 du règlement des zones urbaines, par l'instauration du permis de démolir en zone UA.

La conservation et la reconstruction des murs en pierres sèches sont demandées.

Les secteurs présentant un intérêt archéologique sont apparents dans le règlement (document écrit et document graphique).

La ressource en eau de manière générale a été prise en compte dans le document d'urbanisme :

- classement de plus de 50% du territoire communal en zone N,
- classement en zone N et/ou indice « i » de la zone inondable,
- zonage d'assainissement en cours et étude pour l'adaptation de la station d'épuration.

L'aménagement des entrées de village et de la sécurité sur les RD constitue un enjeu majeur pour la commune : aménagement sécuritaire, entrée des nouvelles zones à urbaniser, entrée de l'école. Les différents aménagements prévus devront intégrer ces données, et mettre en valeur les atouts et les potentialités de Collonges-lès-Premières.